



Venezuela

Chávez est devenu mortel

Crise

Comment l'Islande s'en est sortie

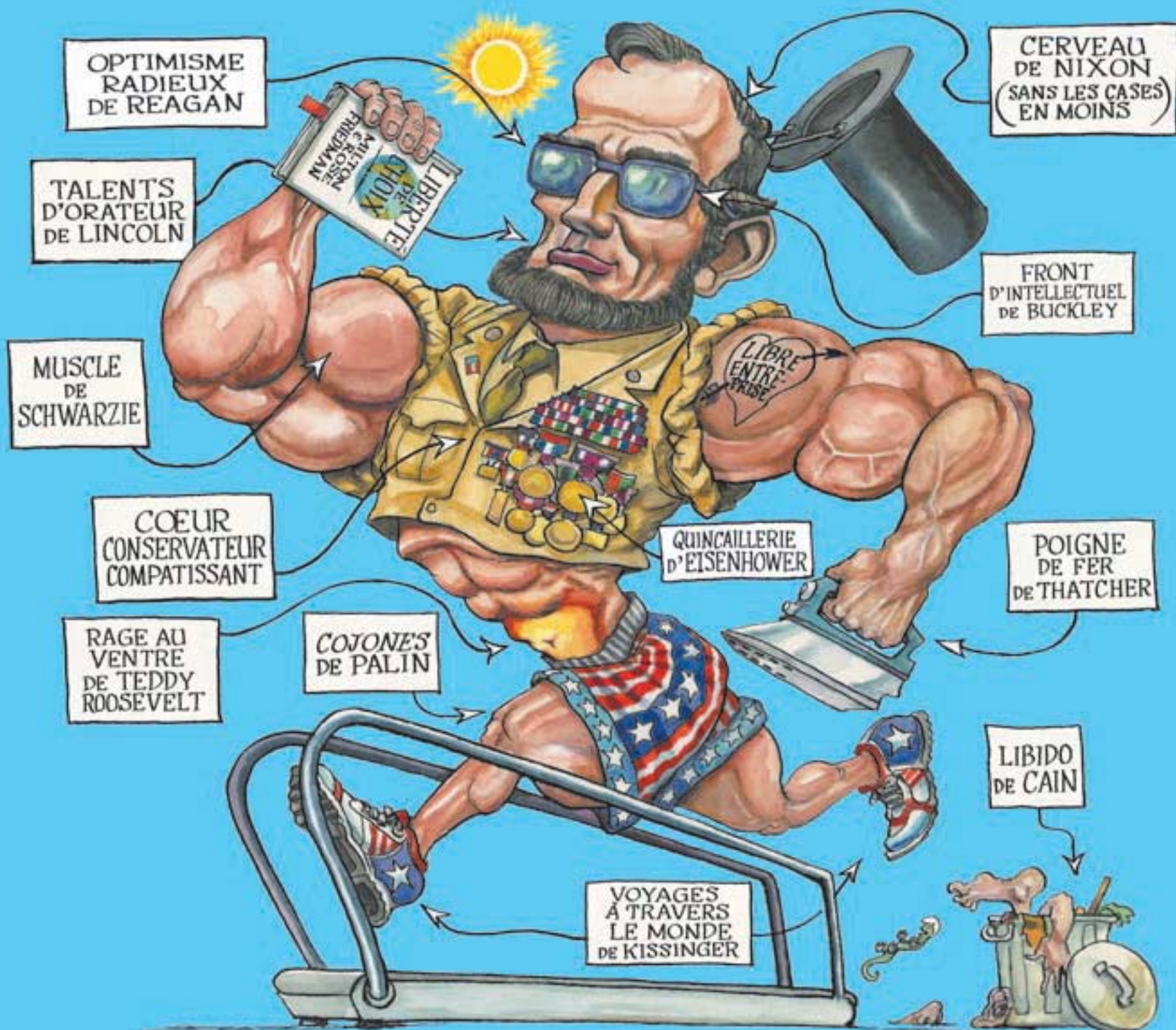
Art

Pillez-vous les uns les autres !

Afrique CFA: 2600 CFA - Algérie: 450 DA
Allemagne: 4,00 € - Autriche: 4,00 € - Canada: 5,95 \$ CAN
DOM: 4,20 € - Espagne: 4,00 € - E-U: 5,95 \$ US - G-B: 3,50 £
Grèce: 4,00 € - Irlande: 4,00 € - Italie: 4,00 € - Japon: 700 ¥
Maroc: 30 Dh - Norvège: 50 NOK - Portugal cont.: 4,00 €
Suisse: 5,90 CHF - Tunisie: 4,50 DTU - TOM: 700 CFP

Qui peut battre Obama ?

*Les républicains
à la recherche
du candidat idéal*





VOTRE VOLVO XC60

Avec radar d'aide au freinage de série

LE TROISIÈME ŒIL



À partir de **399€/mois***

(CLD 48 mois valable du 02/01/2012 au 31/03/2012)

Scannez ce **QR code** et découvrez le radar d'aide au freinage **City Safety** de série ainsi que l'univers du **XC60**.



VOLVOCARS.COM/FR

*Exemple de **Location Longue Durée sur 48 mois et 60 000 km** pour un **Volvo XC60 D3 DRIVE Kinetic** avec peinture métallisée. Un premier loyer de **5 600 €** suivi de **47 loyers mensuels de 399 € TTC** (hors assurances facultatives et prestations). Offre réservée aux particuliers, valable du **02/01/2012 au 31/03/2012** en France métropolitaine, sous réserve d'acceptation du dossier par Volvo Automobiles Finance, département de CGI, Compagnie Générale de Location d'Équipements, SA au Capital de 58 606 156 € - 69, avenue de Flandre 59708 Maroquin-Bareuil Cédex - SIREN 303 236 186 - RCS Roubaix-Tourcoing. Volvo Automobiles France, RCS Nanterre N° 478 807 141, Immeuble Néo, 131-151 rue du 1^{er} mai - 92237 Nanterre Cedex. Modèle présenté Volvo XC60 D3 DRIVE Kinetic avec option jantes alliage Métallic 16".

Consommations Européennes du Volvo XC60 D3 DRIVE Kinetic (60100 km) - 5,7 - CO₂ rejeté (g/km) - 149

Editorial

La tentation du populisme



PIERRE-EMMANUEL RASTOIN

Des deux côtés de l'Atlantique, les parallèles sont frappants. Vous avez deux présidents, élus brillamment en 2007 et 2008, qui ont, depuis, perdu une partie de leur aura et qui cherchent à se faire réélire en 2012. Vous avez face à eux deux hommes

politiques, Mitt Romney et François Hollande, que certains commentateurs n'hésitent pas à comparer. Tous deux, en effet, ne s'efforcent-ils pas de convaincre et de séduire, faute de charisme ? Il y a pourtant quelques différences : l'ancien gouverneur du Massachusetts a prouvé ses qualités de gestionnaire, dans le privé comme à la tête de son Etat, mais le député de la Corrèze a encore tout à prouver ; à l'inverse, les Américains reprochent à Romney son "authenticité manquante" et son absence d'humour, alors qu'on ne peut pas enlever à Hollande ces qualités-là... Mais, au-delà de leurs différences, tous deux combattent le même ennemi, et cet ennemi porte un nom : le populisme. Aux Etats-Unis, nombre de candidats républicains ont endossé cette tunique, le dernier étant Newt Gingrich, qui vient de remporter la primaire de Caroline du Sud et qui est en tête des sondages pour celle de Floride le 31 janvier. En France, nous avons deux voix populistes, l'une à gauche (Jean-Luc Mélenchon), l'autre à l'extrême droite (Marine Le Pen). Est venue s'y ajouter, au centre, celle de François Bayrou, qui dans ses discours n'a que le mot "peuple" à la bouche et qui a lancé il y a un mois le "Achetez français", un slogan démagogique aux antipodes de ses engagements européens.

Par leur tempérament et par leur style, Mitt Romney tout comme François Hollande sont incapables de devenir populistes. C'est leur point faible, car en période de crise et d'incertitude les électeurs aiment ceux qui les rassurent et qui les flattent. Ces électeurs veulent croire que certains candidats ne sont pas, comme les autres, le "produit d'un système" et de l'establishment. Newt Gingrich, lui, joue cette carte avec talent, faisant oublier tout à la fois ses frasques privées, ses entorses aux règles et surtout son passé parmi l'élite de Washington, quand il était président de la Chambre des représentants. Il se veut donc issu de la Géorgie profonde, prêt à combattre d'abord cet affreux produit de Wall Street (Romney), puis cet intellectuel, ce "socialiste radical" qui a fait grossir le gouvernement fédéral "contre le peuple américain" (Obama, vous l'aurez reconnu). Oui, les primaires américaines sont passionnantes, car il s'y joue une vraie question politique (voir notre dossier pp. 10 à 16).

Philippe Thureau-Dangin

► En couverture : Le bon républicain ?

Dessin de Kal paru dans *The Economist*, Londres.

Sommaire

- 4 Planète presse
- 6 A suivre
- 8 Les gens
- 9 Controverse

En couverture

10 Qui peut battre Obama ?

Il y a peu, Mitt Romney était vu comme le grand favori pour l'investiture républicaine, comme celui qui pouvait battre Obama en novembre. C'était oublier les divisions du Parti républicain. La victoire de Newt Gingrich le 21 janvier en Caroline du Sud relance la bataille au sein de la droite. A la grande satisfaction du camp démocrate.



26

Venezuela "El Comandante" est devenu mortel

Chine Chinois des champs et Chinois des villes

Japon Acheter, c'est pour l'entraide...

Chine Le luxe made in Italy

à prix discount

34 Moyen-Orient

Syrie Un ordre trompeur règne à Damas

Egypte Pourquoi Al-Baradei ne sera pas président

37 Afrique

Tunisie Gaffes, cacophonie et reculades !

Maroc Ce n'est pas le royaume

des footballeurs africains !

République démocratique du Congo

L'insécurité a du bon pour les épouses délaissées

41 Economie

Reprise L'Islande renaît de ses cendres

44 Ecologie

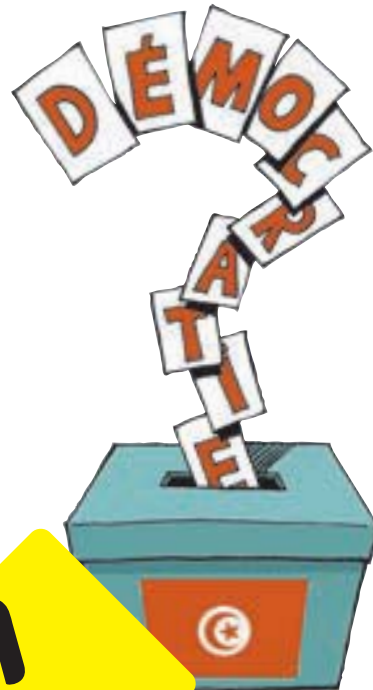
Développement durable Tout schuss sur les pistes (très) vertes !

45 Technologie

Cyberguerre Le virus contre-attaque

46 Sciences

Génétique OGM et santé : la polémique éclate à nouveau



37

Tunisie Gaffes, cacophonie et reculades !

D'un continent à l'autre

18 France

Marchés publics Complots sur les eaux hongroises

Pastiche Le journal intime d'Eric The King

20 Europe

Hongrie "Une étoile jaune collée sur ma boîte aux lettres"

Roumanie Les "indignés" enflamment Bucarest

Union européenne Faut-il brûler les agences de notation ?

Italie L'Italie brisée, mais l'Italie libéralisée

Royaume-Uni Un gratte-ciel qatari planté au cœur de Londres

Espagne Le roi est nu, vive la République !

26 Amériques

Venezuela Hugo Chávez,

"El Comandante" est devenu mortel

Etats-Unis Mieux que la sécu, les réseaux sociaux !

30 Asie

Pakistan Le temps des coups d'Etat est révolu

Long courrier

48 Création Le pillage érigé en art

52 Le livre "Bienvenue dans ce monde", d'Amanda Svensson

53 Tendances L'horizontalité comme mode d'action

55 Insolites Give cannabis a chance



22

Union européenne Faut-il brûler les agences de notation ?

des offres qui donnent le sourire

déjà client ou nouveau client Orange,
le prix de votre mobile est le même



BlackBerry®
Curve™ 9360
19 €

avec un forfait Origami style 2h à 39€/mois

Prix déjà client⁽¹⁾ + 5000 points
avec réengagement de 24 mois
Prix nouveau client⁽²⁾
avec engagement de 24 mois



DAS : 1,29 W/kg⁽³⁾

boutique Orange, mobistore, orange.fr

Offres soumises à conditions, valables en France métropolitaine jusqu'au 08/02/2012, sur réseaux et mobiles compatibles. Usages en France métropolitaine. Forfait également disponible sur 12 mois pour 6€ de plus par mois.

(1) Prix de vente conseillé au 14/01/2012 pour la souscription à un forfait Origami style 2h avec un réengagement de 24 mois avec déduction de 5000 points du programme - Changer de mobile - disponibles. Conditions du programme - Changer de mobile - en point de vente et sur orange.fr. (2) Prix de vente conseillé au 14/01/2012 pour la souscription à un forfait Origami style 2h avec un engagement de 24 mois. Mobile disponible avec un engagement de 12 mois ou sans offre Orange selon tarif en point de vente. (3) Le DAS (débit d'absorption spécifique) des téléphones mobiles quantifie le niveau d'exposition maximal de l'utilisateur aux ondes électromagnétiques, pour une utilisation à l'oreille. La réglementation française impose que le DAS ne dépasse pas 2 W/kg. © 2012 Research In Motion Limited. Tous droits réservés. BlackBerry®, RIM®, Research In Motion®, SureType®, SurePress™ ainsi que les marques déposées, les noms et les logos qui leur sont associés sont la propriété de Research In Motion Limited et sont enregistrés et/ou utilisés aux États-Unis et dans les pays du monde entier. Toutes les autres marques déposées sont la propriété de leurs propriétaires respectifs. Orange France, SA au capital de 2 096 517 960 € - RCS Créteil 426 706 097.



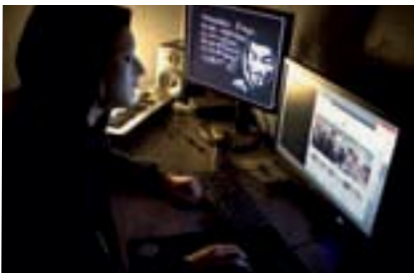
A suivre



Internet

La World Web War est déclarée

Les hackers du collectif Anonymous ripostent à la fermeture du site d'hébergement de fichiers Megaupload par le FBI américain, le 17 janvier. Multipliant les attaques de déni de service, ils rendent momentanément indisponibles les sites web d'institutions. Les "victimes" se comptent par dizaines, dans plusieurs pays, comme la Recording Industry Association of America, le FBI, les ministères américain et français de la Justice, l'Élysée, etc. Le fondateur du site Megaupload, connu sous le pseudonyme de Kim Dotcom, arrêté en Nouvelle-Zélande, a nié toute activité illégale et demandé sa libération sous caution, rapporte le quotidien **The Washington Examiner**. Anonymous a promis d'intensifier ses attaques si ses revendications, parmi lesquelles la remise en ligne de Megaupload, ne sont pas entendues.



Iran

Péril sur le cinéma

Les autorités iraniennes sont sur tous les fronts. Elles ont réagi à l'embargo pétrolier imposé par l'Europe lundi 23 janvier (voir CI n° 1106, du 12 au 18 janvier) en minimisant la portée. Pendant ce temps, Téhéran cherche à étouffer le cinéma indépendant. Le ministre de la Culture et de l'Orientation islamique, Mohammad Hosseini, a ordonné à la mi-janvier la fermeture de la Maison du cinéma.

Allemagne



Contestation "Marre de l'industrie agroalimentaire, nous voulons des fermes" : plus 23 000 manifestants ont défilé à Berlin le 21 janvier, jour de l'inauguration de la Semaine verte, selon la *Süddeutsche Zeitung*. Ce salon de l'Agriculture devrait attirer 400 000 visiteurs d'ici au 29 janvier.

Plusieurs cinéastes se sont opposés à cette décision, notamment le réalisateur Asghar Farhadi – récompensé aux Golden Globes pour son film *Une séparation*. La polémique s'est amplifiée après la diffusion sur le web d'une vidéo dans laquelle l'actrice iranienne Golshifteh Farahani dévoile sa poitrine. Les autorités ont déclaré que ce geste "montre la face cachée et dégoûtante du cinéma", selon l'agence de presse **Fars**, proche du régime. Bannie par la République islamique, Golshifteh Farahani vit en France et ne peut plus retourner en Iran.

Russie

Quels candidats face à Poutine ?

La campagne pour la présidentielle du 4 mars a débuté dès la clôture du dépôt des candidatures le 18 janvier. Outre les leaders des quatre partis siégeant à la Douma – Vladimir Poutine, Guennadi Ziouganov, Vladimir Jirinovski et Sergueï Mironov – aux candidatures

validées d'office, trois candidats ont dû réunir 2 millions de signatures. Il s'agit de Grigori Iavinski (parti démocratique Iabloko), Dmitri Mezentsev (gouverneur de la région d'Irkoutsk) et du milliardaire Mikhaïl Prokhorov (opposition). Pour les manifestants de décembre qui contestaient le résultat des élections législatives, l'enjeu, selon **Moskovskii novosti**, est de définir une consigne de vote pour un candidat susceptible d'obtenir un second tour face à Vladimir Poutine.

Turquie

Haro sur la France

La presse turque s'est déchaînée après le vote par le Sénat français, le 23 janvier, de la proposition de loi pénalisant la négation du génocide arménien

déjà adoptée par l'Assemblée nationale. "Il a massacré la démocratie", lance à la une le quotidien **Hürriyet**, avec une photo de Nicolas Sarkozy. Le Premier ministre Recep Erdogan a menacé Paris de "perdre un partenaire stratégique", rapporte le quotidien **Zaman**, tandis que l'Arménie louait une "initiative historique qui contribuera à prévenir d'autres crimes contre l'humanité". Le texte de loi sanctionne d'un an de prison et de 45 000 euros d'amende la négation de tous les génocides reconnus par la France.

Inde

Salman Rushdie, éternel indésirable

Informé par New Delhi d'une possible menace terroriste, l'écrivain britannique d'origine indienne Salman Rushdie a dû annuler sa venue au festival indien de littérature de Jaipur (Rajasthan), du 20 au 24 janvier. "Une honte nationale" pour le quotidien **The Hindu**, qui révèle que la menace a été inventée par les autorités locales, apparemment incapables de faire face à des groupes musulmans hostiles à l'auteur. "Une lâcheté bien pratique", s'exclame le magazine **Open** : plutôt que de défendre la liberté d'expression, New Delhi préfère apaiser son électorat musulman, avant d'importantes élections régionales en février. Au début du mois, l'école coranique indienne Uloom Deoband avait demandé l'annulation du visa de l'écrivain, auquel elle reproche ses *Versets sataniques*, publié en 1988 et toujours interdit en Inde.



Agenda

Cuba

Réformes au programme

28 janvier Première conférence nationale du Parti communiste cubain, annoncée comme "exceptionnelle". Elle doit plancher sur le "changement de mentalité", la limitation à deux mandats de cinq ans des dirigeants ou encore l'adaptation aux nouvelles technologies. Objectif : l'adaptation du parti à son époque. Des réformes "cosmétiques", selon un opposant.

26 janvier Festival international de BD d'Angoulême, jusqu'au 29. Avec une exposition consacrée au président du jury, Art Spiegelman, le créateur de *Maus*. ♦ Nicolas Sarkozy reçoit Alassane Ouattara, président ivoirien à l'Élysée; il accueillera le lendemain le dirigeant afghan Hamid Karzai.

27 janvier Journée de la mémoire de l'Holocauste, qui marque le jour de la libération du camp d'Auschwitz.

28 janvier Ouverture du Marché international de la musique (Midem) à Cannes.

29 janvier Fin du Forum économique mondial de Davos, consacré à "la grande transformation".

30 janvier Sommet informel des chefs d'Etat et de gouvernement de l'Union européenne à Bruxelles. Le projet de traité visant à renforcer la discipline budgétaire devrait éclipser

l'ordre du jour officiel (l'emploi). ♦ Grève générale en Belgique contre la politique d'austérité.

1^{er} février Pour tenter de réduire les bouchons, Hanoi impose des horaires de circulation aux élèves et étudiants, ainsi qu'aux employés des administrations. ♦ La présidente du Brésil Dilma Rousseff en visite à Haïti. Alors que le Brésil a régularisé 2 400 Haïtiens sans papiers, l'immigration est au menu.



LES FEMMES, ON CONTINUE À S'ASSEOIR DESSUS OU ON CHANGE POUR DE BON ?

Responsabilités limitées, CDD à répétition, temps partiel subi, stéréotypes et autres blagues sexistes. Encore aujourd'hui, une femme gagne 17% de moins qu'un homme à compétence égale. Au travail comme ailleurs, l'égalité en France a la vie dure... Ensemble, faisons un geste pour changer les choses : signons le Pacte pour l'égalité et rejoignons le Laboratoire de l'égalité. Toutes les informations sur www.laboratoiredelegalite.org



Laboratoire
de l'Égalité

Partager
une culture commune de l'égalité
entre les femmes et les hommes.



**PACTE
POUR
L'ÉGALITÉ**

Liberté • Égalité • Parité

Les gens

Ahn Cheol-soo

Faiseur de rois

Sisa Journal Séoul

L'homme a une indéniable présence, et cette qualité a suffi pour provoquer un véritable séisme dans les milieux politiques où aucun politicien ne jouit aujourd'hui de la même popularité qu'Ahn Cheol-soo alors qu'il n'est même pas issu du sérail. Les Sud-Coréens suivent de près tout ce qu'Ahn Cheol-soo dit et tout ce qu'il fait. En l'espace de quelques mois, il est devenu le meilleur candidat potentiel à la prochaine présidentielle [en décembre 2012]. Il est au centre de l'effervescence qui monte au sein de la société sud-coréenne depuis la mi-2011. Aujourd'hui directeur de la faculté des sciences et des technologies de l'université nationale de Séoul, cet ancien médecin et chef d'entreprise âgé de 49 ans a été désigné comme "l'homme de l'année 2011" par les journalistes et les lecteurs de Sisa Journal. Son influence ne fera probablement que croître au cours de l'année 2012. Le "syndrome Ahn Cheol-soo" traduit avant tout les difficultés de la société sud-coréenne : chômage des jeunes, absence de communication, compétition exacerbée, fossé de plus en plus profond entre riches et pauvres, conflit idéologique, méfiance à l'égard des milieux politiques... Ahn a littéralement enflammé la population, qui désespérait de voir apparaître un jour quelqu'un qui prenne la situation en main.

Ce "PDG gentil", homme de l'année 2011, reste en retrait de l'arène politique

L'espoir qu'elle place en lui s'est transformé en véritable ferveur lors de la campagne électorale pour la mairie de Séoul en octobre dernier : alors qu'on lui prédisait plus de 50 % des voix, il a renoncé à se présenter au profit de Park Won-soon – candidat indépendant très engagé dans l'action sociale mais peu connu du public –, qui ne pouvait compter que sur 5 % d'intentions de vote et qui a triomphé grâce à ce soutien. La popularité d'Ahn Cheol-soo ne date pas d'hier. Cela fait déjà longtemps que gouvernement et opposition le courtisent pour diverses raisons, dont la principale est qu'il est très apprécié par les jeunes qui lui témoignent une grande confiance. Ils le considèrent comme leur mentor, le citant comme modèle d'homme d'affaires depuis l'époque où il dirigeait son entreprise [fabriquant des logiciels antivirus]. Ahn Cheol-soo a fait le tour du pays

↓ Ahn Cheol-soo. Dessin de Bertrams (Amsterdam) pour Courrier international.

en organisant des débats avec la jeune génération. Il s'est montré attentif à ses griefs et l'a réconfortée par ses conseils. Cette expérience de contact direct le servira s'il se lance un jour en politique. La population est assoiffée de changements, tant elle est déçue par le pouvoir qui n'a pas réussi à rendre la société plus juste ni plus compétitive. La majorité des Sud-Coréens pensent que leur vie est loin d'être meilleure qu'avant. "M. Ahn se fait remarquer par sa différence avec le président Lee Myung-bak [conservateur, élu en décembre 2007]", explique Sin Yul, professeur de l'université Myong-ji [à Séoul]. Tous les deux incarnent en effet des modèles opposés du chef d'entreprise : le président Lee représente "le PDG méchant" qui ne pense qu'au profit, M. Ahn "un PDG gentil", préoccupé par le partage. Ce dernier a déclaré faire don à la société sud-coréenne de la moitié de ses actions du centre de recherche qui porte son nom, d'une valeur estimée à quelque 250 milliards de wons [environ 170 millions d'euros]. Quel rôle jouera-t-il à l'approche de l'élection présidentielle ? S'il ne s'est pas prononcé sur son éventuelle candidature, il a catégoriquement exclu les possibilités de créer un parti politique ou de se présenter aux législatives [d'avril prochain]. Si l'idée persiste qu'il est le seul capable de battre Park Geun-hye [présidente du Grand Parti national, celui de l'actuel président, qui bénéficie de l'aura de son père, l'ancien président Park Chung-hee], il sera probablement sollicité par tous les camps.

An Song-mo

Ils et elles ont dit

Michal Boni, ministre de l'Administration et de la Numérisation polonais

◆ Coïncé
"J'ai comme l'impression qu'il n'y a pas eu de consultations. Je le regrette."

Le gouvernement polonais voulait signer Acta, l'Accord commercial anticontrafaçon, sans en informer l'opinion publique. Pour protester, les hackers d'Anonymus ont détourné le site web du gouvernement polonais en y décrétant un "état de guerre" sur Internet. (TVN24, Varsovie)



Farid Al Dib, avocat de Hosni Moubarak

◆ Poète
"Vous êtes un aigle blessé. Le chef des aigles égyptiens durant la guerre contre Israël. Vous avez affronté la mort et Dieu vous a sauvé pour que vous poursuiviez votre djihad."

Extrait de son plaidoyer au procès de son client, qui se tient au Caire. "Vous êtes toujours le président de l'Égypte", a-t-il assuré à l'ancien chef de l'Etat destitué par la révolution de la place Tahrir. (Elaph, Londres)

Vladimir Poutine, Premier ministre de Russie

◆ Fair-play
"Moi, je ne vous en veux pas quand vous me couvrez de merde", a-t-il lancé à Alexei Venediktov, rédacteur en chef de radio russe indépendante Echo de Moscou, lors d'une rencontre avec les grands médias russes. (RBK Daily, Moscou)

Jimmy Carter, ancien président des Etats-Unis

◆ Décontracté
Et si l'Iran avait sa première bombe atomique ? "Bon, d'accord, les leaders religieux iraniens ont juré sur l'honneur qu'ils n'allaient pas la fabriquer. S'ils mentent, je ne vois pas cela comme une catastrophe majeure, parce qu'ils n'auront que deux ou trois obus. Israël en a probablement environ 300."

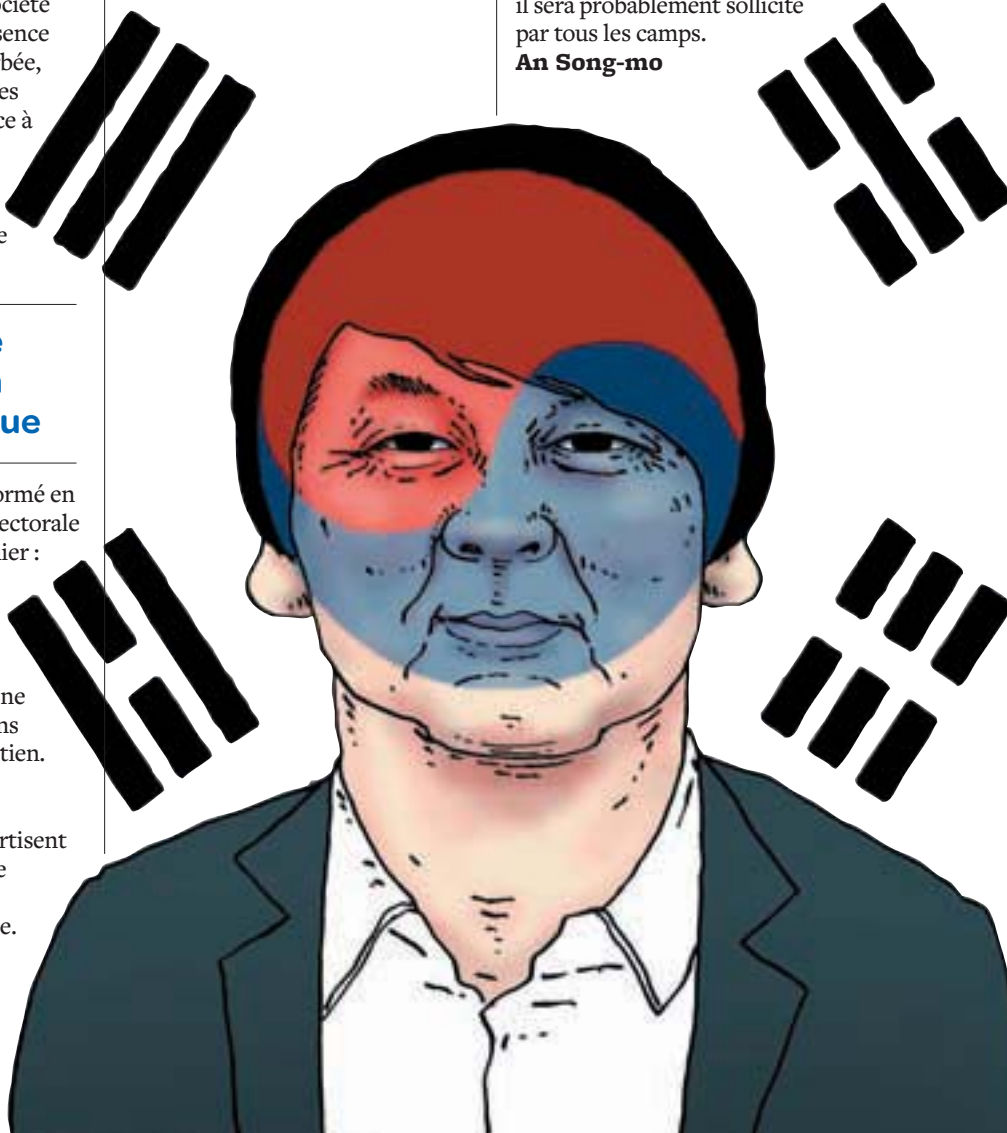


Sam Odio, nouveau millionnaire de la Silicon Valley

◆ Gâté
"Ils savent s'y prendre avec les geeks." Goldman Sachs lui a offert des billets pour l'avant-première du dernier Harry Potter, en guise d'incitation à confier la gestion de sa fortune personnelle à la banque. (International Herald Tribune, Paris)

Leonard Cohen, chanteur, compositeur et poète canadien (78 ans)

◆ Novice
"Je ne comprends pas à quoi correspond la réincarnation", avoue cet ancien moine bouddhiste, "mais si cela existe, j'aimerais me réincarner en chien de ma fille." (The Guardian, Londres)



Controverse



La "perestroïka" birmane, simple poudre aux yeux ?

Non

Il faut croire et encourager l'ancien général, instigateur des réformes.

The Irrawaddy Chiangmai (Thaïlande)

Certes, le président Thein Sein est un ex-général et un des anciens hauts dirigeants de la junte. Certes, son gouvernement prétendument civil a été formé à l'issue des élections truquées de 2010. Beaucoup doutent en conséquence de sa volonté à mettre en œuvre de véritables réformes. Pourtant Aung San Suu Kyi et d'autres le décrivent comme un homme honnête et sincère, et la libération de prisonniers politiques apporte la preuve on ne peut plus flagrante que jusqu'ici il a tenu ses promesses. Et ce n'est pas une mince affaire quand au sein de son gouvernement figurent des tenants d'une ligne dure qui, eux, souhaitent freiner des quatre fers.

La libération [de prisonniers politiques] n'est pas le premier geste audacieux à mettre au crédit du président Thein Sein. Ko Ko Hlaing, qui a servi dans l'armée sous ses ordres et qui est aujourd'hui son principal conseiller politique, nous a confié que, "sous une apparente douceur, Thein Sein est un homme d'une grande détermination. Après mûre réflexion, il prend ses décisions et s'y tient."

L'heure est donc venue d'aller de l'avant. Pour la première fois depuis des décennies, il semble que le peuple ait un dirigeant avec lequel il peut œuvrer dans ce sens et qui est lui-même prêt à œuvrer de concert avec lui. La prochaine grande étape vers la réconciliation nationale sera l'instauration d'une paix durable avec les minorités ethniques en armes. Le 12 janvier, le gouvernement a avancé sur cette voie en signant un accord de cessez-le-feu avec l'Union nationale karen (KNU) [en lutte contre le pouvoir central depuis 1948]. Ne cédon pas à la passivité. Au contraire, engageons-nous avec vigueur et encourageons le président et son gouvernement à aller encore plus loin et à faire en sorte que les réformes deviennent irréversibles.

Le pays n'a peut-être pas su voir dans la libération d'Aung San Suu Kyi [le 13 novembre 2010, au lendemain des élections] un "moment Mandela". Pourtant, depuis l'arrivée au pouvoir de Thein Sein, le président et la "dame de Rangoon" ont permis au pays de connaître une année exceptionnelle. Souhaitons désormais que 2012 soit marqué par d'autres changements de cette envergure et des réformes encore plus profondes en direction de la démocratie et de l'Etat de droit. N'oublions cependant pas que la détention de prisonniers politiques et les combats dans les zones ethniques n'auraient tout simplement jamais dû avoir lieu. La libération de tous les prisonniers et la cessation des hostilités ne constituent au bout du compte qu'un retour à la case départ. Mais, pour une fois, le gouvernement birman – tout au moins une partie – et le peuple se présenteront ensemble sur cette case départ. ◆

Oui

Avec l'ouverture, le gouvernement birman cherche surtout à amadouer l'Occident. Avec pour seul objectif de s'assurer les dividendes des investissements étrangers à venir.

Democratic Voice of Burma (extraits) Oslo

La signature d'un cessez-le-feu avec la rébellion karen et la libération de 300 prisonniers politiques ont mis sérieusement à mal le cynisme de nombre d'observateurs qui doutent des réelles intentions du gouvernement birman. Rares sont ceux qui auraient pu prévoir ce qui s'est déroulé le jeudi 12 et le vendredi 13 janvier – peut-être la fin de la guerre civile la plus longue du monde et le spectacle de centaines d'icônes politiques révérees de retour chez elles après des années passées derrière les barreaux. C'étaient là deux exigences

Contexte

En libérant 300 prisonniers politiques le 13 janvier et en signant, la veille, un cessez-le-feu avec la rébellion karen, le gouvernement birman a donné un nouveau gage – de taille – de sa détermination à poursuivre l'ouverture et les réformes. Conséquence : les Etats-Unis comme l'Europe sont à deux doigts de lever partiellement leurs sanctions (l'Europe s'est ainsi accordée le 23 janvier sur la levée des restrictions de visas pour les dirigeants birmans) et de normaliser leurs relations avec l'Etat paria voilà peu. L'opposante historique Aung San Suu Kyi, officiellement candidate aux élections partielles du 1^{er} avril prochain, est la première à louer la sincérité du président, l'ex-général Thein Sein. Une position épousée par les exilés du webzine *The Irrawaddy*. Son confrère en dissidence, *Democratic Voice of Burma*, continue en revanche à douter des véritables desseins du pouvoir.

essentiels de l'Occident qui, en conséquence, est en passe de réviser son attitude vis-à-vis du pays.

Pendant des décennies, le régime a semblé faire un pas en avant puis deux en arrière. Il donne désormais l'impression que son programme de réformes est sincère. Cela dit, le chemin est encore long et il est nécessaire de se mettre au travail sans attendre. Le fort battage autour de l'amnistie ne doit pas cacher qu'il ne s'agit que d'un acte symbolique qui ne signifie pas grand-chose tant que le gouvernement n'a pas véritablement traduit dans les faits son discours, si séduisant soit-il.

On serait en effet bien avisé de tempérer l'enthousiasme ambiant, en particulier compte tenu du fait que si le calibre des personnes amnistiées témoigne d'une apparente audace de la part du gouvernement, moins de 300 prisonniers politiques ont été libérés – ce qui en laisse plus d'un millier encore dans les geôles. La prudence s'impose également vis-à-vis du cessez-le-feu signé avec l'Union nationale karen (KNU).

L'Occident est désormais sur le point de se ruer sur le pays. Le pouvoir birman a, en apparence tout du moins, fait un pas pour satisfaire les exigences prioritaires des Etats-Unis et de l'Union européenne. En avril est prévu un réexamen des sanctions économiques imposées par l'Europe. Lors des quatre derniers mois, le Fonds monétaire international a, quant à lui, dépêché deux équipes dans le pays pour l'aider à "redresser" son économie mal en point. Gabriele Köhler, économiste spécialiste du développement, avertit toutefois dans *The Guardian* que ces réformes risquent de faire de la Birmanie le nouveau terrain de chasse des néolibéraux décidés à pousser le pays entre les griffes de l'Occident. "L'Histoire montre encore et encore que les mouvements populaires luttant pour les libertés individuelles, la démocratie et les droits de l'homme sont souvent détournés par une tendance visant à introduire le capitalisme néolibéral ou à ouvrir le pays aux investisseurs étrangers."

Une mise en garde qui ne manquera pas de rencontrer un certain écho dans l'Etat karen, où deux jours après la signature du cessez-le-feu, un satellite américain a annoncé la découverte d'un gisement d'or, le plus important du pays, précisément dans les zones que les combattants karens pourraient quitter dans les mois à venir. Cette découverte éclaire d'une lumière cynique mais instructive le cessez-le-feu ainsi que les guerres en cours dans le nord [en particulier dans l'Etat kachin, frontalier de la Chine] : le gouvernement s'ingénie à préparer ces régions riches en ressources pour les investisseurs qui accourront une fois que les réformes "politiques" auront convaincu les Etats-Unis et l'Europe de lever leurs sanctions.

Ces facteurs et d'autres – par exemple, Aung San Suu Kyi pourra-t-elle réellement peser dans un Parlement dominé par l'armée ? –, de même que la "course à la Birmanie" qui a lieu, jettent un sérieux doute sur l'avenir du pays. Le paysage birman a certes changé radicalement et un espoir pointe. Mais les défis à venir sont désormais plus complexes et divers. Le mouvement pour la démocratie devra s'adapter. Son combat est loin d'être achevé. Il devra le poursuivre pour traquer les violations, par l'Etat, des droits que l'on peut légitimement attendre de toute démocratie et que des liens plus étroits avec l'Occident contribueront à éclipser. **Francis Wade**



© XAVIER BELLANGER

LE BLOGUEUR, LE MAGAZINE DE TOUS LES EUROPEENS
PRÉSENTÉ PAR ANTHONY BELLANGER

DIFFUSION LE 29 JANVIER À 20.10

PAN, T'ES MORT !

Enquête en Norvège et en Suisse,
championne de la possession d'armes...

À RETROUVER SUR leblogueur.arte.tv




LA TÉLÉ QUI VOUS ALLUME

En couverture



Elections américaines

Qui peut battre Obama ?

♦ Il y a peu, on tenait Mitt Romney pour le grand favori à l'investiture républicaine, le seul capable de battre Obama en novembre. ♦ C'était oublier les divisions du Parti républicain. La victoire de Newt Gingrich le 21 janvier en Caroline du Sud relance la bataille au sein de la droite américaine. A la grande satisfaction du camp démocrate.

Trois scénarios pour une âpre bataille

La victoire surprise de Newt Gingrich en Caroline du Sud relance la course à l'investiture républicaine. Son rival, Mitt Romney, devra batailler pour l'emporter.

National Journal (extraits) Washington

En remportant le 21 janvier la primaire de Caroline du Sud face au favori, Mitt Romney, Newt Gingrich est revenu dans la course à l'investiture républicaine de manière spectaculaire. Cette victoire surprise plonge le Parti républicain dans une douloureuse et potentiellement longue période d'introspection : lequel de ces deux hommes est-il en mesure de battre Barack Obama ?

Humilié et fragilisé, Mitt Romney reste le favori et le candidat a priori le mieux placé pour battre le président sortant. Il n'a néanmoins remporté pour l'instant qu'une seule primaire, celle du New Hampshire, et ne fait plus si belle figure. La polémique autour de sa feuille d'impôt et ses commentaires peu inspirés sur sa fortune jouent en faveur des démocrates, qui s'efforcent de le présenter comme un opportuniste calculateur et sans convictions, prêt à tout pour se faire élire.

De son côté, Newt Gingrich est un égocentrique invétéré qui n'hésite pas à se comparer à des personnages historiques comme Abraham Lincoln, Charles de Gaulle, le duc de Wellington, Margaret Thatcher ou Ronald Reagan. La liste est longue et pourrait bientôt inclure Jésus, vu le nombre de résurrections politiques par lesquelles il est passé depuis le début de la campagne.

Une campagne incendiaire

Abandonné par son équipe au printemps 2011 et écarté par l'establishment républicain dans l'Iowa, Gingrich a un parcours qui témoigne aujourd'hui tant de sa résistance que de sa volatilité. Ses plus proches collaborateurs lorsqu'il était président de la Chambre des représentants [de 1995 à 1999] se souviennent de lui comme d'un théoricien brillant, mais aussi comme d'un leader totalement imprévisible. Beaucoup d'entre eux sont aujourd'hui hostiles à sa candidature. L'ex-sénateur de Pennsylvanie, également candidat à l'investiture républicaine, Rick Santorum, qui considère Gingrich comme un de ses mentors, a mis le doigt sur la raison pour laquelle la majorité de l'establishment républicain n'imagine pas Gingrich candidat, et encore moins président. "Newt est un ami et je l'adore", a-t-il déclaré juste avant la primaire de Caroline du Sud. "Mais il donne parfois l'impression qu'il va tout simplement exploser. On ne peut pas se permettre d'avoir un candidat comme ça."

Dès lors, comment s'étonner de voir les dirigeants républicains à Washington et dans tout le pays envisager des scénarios auparavant imaginables ?

La première de ces hypothèses prévoit le désistement de Rick Santorum et la marginalisation de Ron Paul au profit de Mitt Romney et de Newt Gingrich. Tournant au duel, la course à l'investiture républicaine pourrait se conclure de

Cafouillage électoral dans l'Iowa

C'est finalement Rick Santorum, ancien sénateur de Pennsylvanie, qui a remporté le caucus républicain de l'Iowa le 3 janvier devant Mitt Romney, pourtant proclamé vainqueur le soir du vote. Le nouveau résultat de l'Iowa, certifié par le Parti républicain, montre que Santorum a devancé Romney de 34 voix, mais les résultats de 8 des 1 774 circonscriptions de l'Etat restent introuvables. Le dépouillement final, rendu public le 19 janvier, a tout de même accordé la victoire à Rick Santorum avec 29 839 voix contre 29 805 voix pour Mitt Romney.

← **Mitt Romney et Newt Gingrich avant un débat le 19 janvier à Charleston, en Caroline du Sud.**

deux manières : rapidement, si Romney l'emporte largement lors de la prochaine primaire, qui se tiendra en Floride le 31 janvier, ou après une longue agonie, si Gingrich s'impose (ou s'incline de justesse) en Floride.

Quel que soit le scénario, c'est Romney qui gagne. La plupart des stratèges républicains lui donnent 80 % de chances de l'emporter.

Autre possibilité, bien qu'improbable : Gingrich décroche l'investiture républicaine après une campagne incendiaire défiant toutes les conventions. N'oublions pas que le Parti républicain, comme la politique américaine en général, a rarement été aussi peu soucieux des conventions qu'aujourd'hui. Si l'ex-candidat Herman Cain a pu transformer la tournée promotionnelle de l'un de ses livres en campagne présidentielle de premier plan, si l'homme d'affaires new-yorkais Donald Trump a pu faire une percée dans les sondages avant de renoncer à se présenter et si Sarah Palin a longtemps fait figure de candidate sérieuse, comment pourrait-on écarter Newt Gingrich, un homme à l'ambition dévorante ?

Zone de turbulences

Enfin, dernier scénario possible, tout aussi improbable : les républicains ne désignent ni Gingrich ni Romney. S'il est vraisemblablement trop tard pour voir un outsider entrer dans la course, les responsables républicains commencent à parler de manière informelle d'un accord négocié pour la désignation de Jeb Bush [ancien gouverneur de Floride, frère de George Jr.], de Mitch Daniels [gouverneur de l'Indiana depuis 2005] ou de tout autre poids lourd du parti qui n'aurait pas participé aux primaires.

Interrogés sur cette éventualité, plusieurs responsables républicains ne lui donnent que 10 % de chances, même s'ils y seraient plutôt favorables.

Le retour de Gingrich n'en reste pas moins remarquable. Il y a deux semaines encore, il semblait condamné alors que Romney avait été déclaré vainqueur du caucus de l'Iowa, avait remporté la primaire du New Hampshire et avait plus de dix points d'avance dans les sondages en Caroline du Sud. C'est alors que tout

Le New York Magazine a choisi de mettre Mitt Romney, Barack Obama et Newt Gingrich en couverture de son numéro du 23 janvier. Pour l'hebdomadaire new-yorkais, la campagne de 2012 promet d'être la plus "sanglante".



a commencé à dérailler : après recomptage, Rick Santorum a été désigné vainqueur de l'Iowa ; le gouverneur du Texas, Rick Perry, a jeté l'éponge et s'est désisté en faveur de Gingrich, et Romney est entré dans une zone de turbulences après que les médias ont révélé qu'il possédait des millions de dollars sur un compte aux îles Caïmans et considérait que ses 300 000 dollars de cachet de conférencier ne représentaient "pas beaucoup d'argent".

Au lieu d'être le premier candidat à avoir remporté les trois premiers scrutins, Romney n'a finalement remporté qu'un Etat sur trois. C'est la première fois dans l'histoire du Parti républicain que trois candidats à l'investiture remportent chacun un scrutin.

La suite du calendrier des primaires reste plutôt favorable à l'ancien gouverneur du Massachusetts, qui est en bien meilleure position que Gingrich pour rassembler les 1 144 délégués nécessaires pour être désigné candidat du parti lors de la convention nationale qui se tiendra à Tampa Bay, en Floride, du 27 au 30 août prochain.

Contrairement à Gingrich, Romney a une expérience des responsabilités dans le secteur privé. Jouissant d'une réputation d'homme modéré, il a relativement bien réussi tant dans les affaires qu'en tant que gouverneur du Massachusetts. Conclusion, l'équipe de campagne de Barack Obama considère Romney comme la véritable menace et croise les doigts pour lire prochainement en une des journaux : "Newt Gingrich, candidat républicain à la présidentielle".

Ron Fournier

Calendrier

Primaires républicaines, mode d'emploi

Si Barack Obama a annoncé dès le mois d'avril 2011 qu'il brigait un second mandat, son rival républicain ne sera désigné qu'au terme d'un long processus. Les électeurs doivent en effet se prononcer Etat par Etat lors d'élections primaires classiques ou de caucus. Particularité du système américain, ces caucus sont des assemblées populaires locales où le vote se fait la plupart du temps à main levée. C'est le cas du caucus de l'Iowa, qui a ouvert

la saison des primaires le 3 janvier. Les prochains scrutins prévus au calendrier républicain sont la primaire de Floride le 31 janvier, les caucus du Maine et du Nevada le 2 février, et surtout le Super Tuesday [Super Mardi] le 6 mars, où des primaires se dérouleront simultanément dans 11 Etats. Dans certains Etats, le candidat arrivé en tête du scrutin récolte le vote de tous les délégués ; d'autres Etats répartissent leurs délégués à la proportionnelle. Sera

finallement retenu comme candidat du parti celui qui recueillera la majorité des voix de ces grands électeurs. Ce candidat sera investi au cours de la Convention nationale républicaine, prévue du 27 au 30 août à Tampa Bay, en Floride. Côté démocrate, le président Barack Obama étant seul en lice, des caucus et des primaires sont tout de même organisés, ces scrutins servant de répétition générale avant la présidentielle du 6 novembre 2012.

En couverture Qui peut battre Obama ?

Les milliardaires s'invitent dans la campagne

Connaissez-vous les super-PAC, ces comités d'action politique d'un nouveau genre ? Ils peuvent recevoir des dons sans limites...

Financial Times (extraits) Londres

Pas de doute, Rick Santorum est le plus présidenciable des candidats républicains : "Il est jeune et dynamique. Il commence la journée en faisant 50 pompes. C'est le genre d'énergie dont le parti républicain a besoin en ce moment", souligne Foster Friess, milliardaire et gestionnaire d'un fonds commun de placement dans le Wyoming, qui n'hésite pas à joindre le geste à la parole – M. Friess a d'ores et déjà signé un énorme chèque pour le Red, White and Blue Fund, le super-PAC [comité d'action politique] qui soutient Rick Santorum, ancien sénateur de Pennsylvanie, très conservateur sur les questions sociales et farouchement opposé à l'avortement, à la contraception et au mariage homosexuel. "Mes dons dépasseront certainement le million de dollars", affirme M. Friess.

Il fait partie de ce petit groupe de milliardaires qui jouent, cette année, un rôle démesuré dans la course à l'investiture républicaine en donnant d'importantes sommes d'argent aux super-PAC. Ces comités d'action politique d'un nouveau genre sont apparus en 2010 à la faveur d'une décision de la Cour suprême. Alors que la participation du citoyen lambda au financement de la vie politique est plafonnée à 2 500 dollars par candidat, elle ne connaît aucune limite en ce qui concerne les super-PAC, qui ne doivent pas avoir de lien direct avec les candidats.

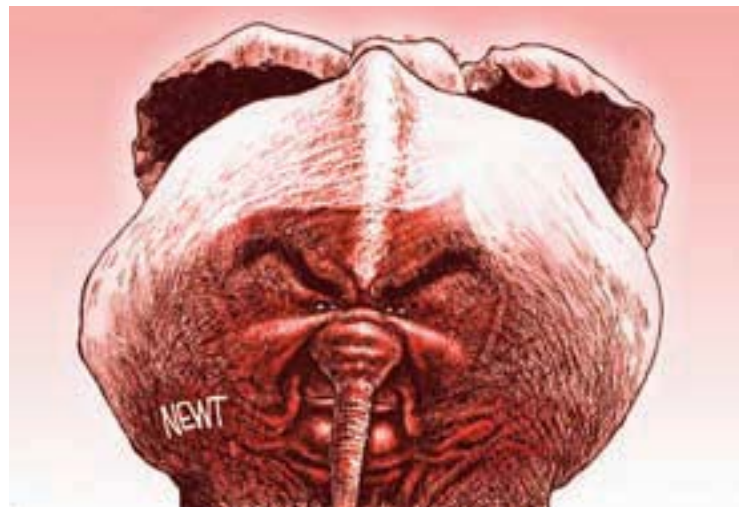
Sheldon Adelson, un magnat des casinos de Las Vegas, a donné la semaine dernière 5 millions de dollars au groupe Winning Our Future, qui soutient la candidature de Newt Gingrich. Cela lui a permis de faire déferler une vague de spots



A la une

C'est tout en finesse que l'hebdomadaire *The New Yorker* a choisi d'illustrer, à la mi-janvier, la guerre fratricide que se livrent les candidats républicains.

↓ Newt Gingrich. Dessin de **Bill Day**, Etats-Unis.



CAGLE CARTOONS

télévisés critiquant le favori, Mitt Romney, juste avant la primaire de Caroline du Sud du 21 janvier. Jon Huntsman Sr, un milliardaire du secteur de la chimie, a quant à lui choisi d'aider l'ancien gouverneur de l'Utah qui n'est autre que son fils, Jon Huntsman Jr, lequel a finalement décidé de jeter l'éponge le 16 janvier.

Toute cette activité modifie la course à l'investiture – et pas dans le bon sens, à en croire les experts. "On se demande si ces milliardaires ne vont pas chercher à tirer parti de tout cela", explique Anthony Corrado, professeur au Colby College. "Il est certain que si leur candidat favori gagne, ces généreux donateurs en bénéficieront par le biais de politiques qu'ils jugent importantes."

Par le passé, la défiance concernait les *bundlers*, ces super-collecteurs de fonds qui levaient d'importantes sommes d'argent pour les candidats, et qui étaient récompensés par des postes d'ambassadeurs ou autres. Mais aujourd'hui, les bailleurs de fonds n'ont même plus à organiser des collectes. Ils n'ont qu'à signer un chèque.

"Cela va créer une compétition entre les milliardaires, qui vont chercher à montrer combien ils sont

importants, analyse M. Corrado. C'est inquiétant car ce sont eux qui vont jouer un rôle prépondérant dans la course à la présidentielle." Pourtant, Foster Friess insiste : il n'attend rien en échange de ses contributions. "Pour moi, il s'agit simplement d'une preuve d'amour pour mon pays", affirme le milliardaire qui depuis un bon moment soutient activement des principes chers au mouvement ultraconservateur Tea Party.

"En selle, avec nous, pour défendre les principes des Pères fondateurs : la libre entreprise, les limites constitutionnelles au gouvernement, la responsabilité budgétaire et les valeurs américaines traditionnelles", clame son site Internet, qui le présente, le Stetson sur la tête, monté sur un cheval blanc. Le milliardaire se rend régulièrement dans le Colorado aux réunions privées organisées par les frères Koch, des magnats de l'industrie, identifiés comme les principaux bailleurs de fonds du Tea Party. Là, ils élaborent des stratégies pour faire avancer les causes ultraconservatrices. M. Friess aurait donné au moins 1 million de dollars à des causes soutenues par les frères Koch.

Les super-PAC sont également critiqués parce qu'ils font traîner en longueur la course à l'investiture républicaine. De fait, par le passé, Newt Gingrich et Rick Santorum auraient probablement déjà dû jeter l'éponge par manque de fonds. Mais Foster Friess affirme qu'une bataille plus longue ne fait qu'aider le candidat gagnant à se renforcer, à l'instar de Barack Obama, qui avait subi un examen complet avant de battre sa rivale, Hillary Clinton, lors des primaires démocrates de 2008. "Les candidats se bonifient en passant par ce processus", affirme-t-il.

Les électeurs, eux, vont devoir s'habituer à l'implication des super-PAC, souligne Michael Toner, ex-président de la Commission électorale fédérale. "Les super-PAC s'institutionnalisent de plus en plus, et ils sont là pour rester, dit-il. Je frissonne déjà à l'idée du nombre de spots de campagne financés par les super-PAC que nous allons voir à la télévision en septembre et en octobre." **Anna Fifield**

Humeur

Romney contre Gingrich : le duel de l'establishment

Millionnaires l'un et l'autre, les deux candidats républicains soignent leur image d'outsiders proches du peuple.

Dans un discours célébrant sa victoire du 21 janvier à la primaire républicaine de Caroline du Sud, Newt Gingrich s'en est pris violemment aux "élites de Washington et de New York" qui, a-t-il dit, "ne comprennent pas [le peuple], ne s'en préoccupent pas, ne sont pas dignes de confiance" et visent à ce que "les Américains renoncent à être des Américains". Il n'y a rien de nouveau ni de particulièrement original dans le fait de voir un candidat chercher à se distancier ainsi de l'establishment de la côte Est. Mais il est assez savoureux de voir Newt Gingrich tenter de se positionner en outsider.

Newt Gingrich a accompli dix mandats au Congrès de Washington [il fut représentant de la Géorgie de 1979 à 1999] et été président de la Chambre des représentants de 1995 à 1999, soit à deux doigts de la présidence [le poste de président de la Chambre des représentants vient en troisième ligne dans l'organigramme du gouvernement américain]. Autrement dit, il était pratiquement au sommet de l'élite de Washington. Quant à ses sarcasmes sur l'élite de New York – une allusion aux grands médias qu'il fustige depuis des semaines –, il convient de rappeler que lui-même est un écrivain prolifique qui a un jour reçu 4,5 millions de dollars d'avance sur recettes avant de devoir les restituer pour des raisons éthiques. Et point n'est besoin de mentionner qu'il a fait fortune à Washington (il a par

exemple gagné 1,6 million de dollars en donnant des "avis stratégiques" à Freddie Mac, la société quasi gouvernementale de refinancement hypothécaire). En outre, Gingrich aime à se présenter comme un outsider tout en s'attribuant le mérite de ses succès d'initié. Il affirme par exemple avoir contribué à créer des emplois avec Ronald Reagan et Bill Clinton. Mais comment a-t-il pu procéder s'il ne faisait pas partie de l'"élite"? La réponse, bien sûr, est qu'il en faisait partie. Quelle que soit leur part de réussite et d'échec, ses actes s'inscrivent au cœur de la vie politique du pays où il évolue depuis des années. A ce stade de la campagne, les chances semblent encore du côté de Mitt Romney, qui dispose d'une organisation et de finances suffisamment solides pour l'emporter

dans les grands Etats. Mais ce qui aurait pu être une simple promenade de santé pour l'ancien gouverneur du Massachusetts s'apparente aujourd'hui à un défi. En l'espace d'une semaine, il a perdu deux des trois grandes batailles qu'il semblait en mesure de gagner. Il n'a pas encore réussi à convaincre une majorité de conservateurs, en particulier les conservateurs religieux, et il n'a pas réussi à battre Gingrich. Un millionnaire, ancien dirigeant d'une société de capital-investissement, va donc affronter un autre millionnaire, ténor de Washington et friand de pouvoir. Et, chose amusante, chacun d'eux va tenter de convaincre les électeurs qu'il est, contrairement à son rival, un véritable outsider proche du peuple. **Los Angeles Times** (extraits) Los Angeles

Bio express

Quatre personnalités, quatre tendances

Mitt Romney, 64 ans, ex-gouverneur du Massachusetts et candidat à l'investiture républicaine en 2008.

Républicain modéré, Mitt Romney s'est droité depuis le début de la campagne, quitte à renier certaines de ses réalisations passées comme sa réforme du système de santé du Massachusetts. Il est aujourd'hui attaqué pour son

manque de rigueur idéologique et sa fortune amassée à la tête de la société de capital-investissement Bain Capital. Le fait qu'il soit mormon représente un handicap supplémentaire.

Newt Gingrich, 68 ans, ancien président de la Chambre des représentants de 1995 à 1999. Artisan de la révolution conservatrice de 1994,

au cours de laquelle les républicains ont regagné la majorité au Congrès de Washington, il est connu tant pour son franc-parler et ses positions conservatrices décomplexées que pour ses aventures extraconjugales. Bien qu'ayant fait toute sa carrière à Washington, il se présente aujourd'hui comme un candidat anti-establishment afin de s'attirer le soutien des militants du mouvement ultraconservateur Tea Party.

Rick Santorum, 53 ans, ancien sénateur de Pennsylvanie. Catholique intégriste, il a des positions

très conservatrices sur les sujets de société – avortement, anticontraception, antimariage homosexuel – et se présente comme la meilleure alternative à l'investiture de Mitt Romney et de Newt Gingrich par le Parti républicain.

Ron Paul, 76 ans, député du Texas. Ce libertarien se présente pour la troisième fois à une élection présidentielle.

Sa première tentative remonte à 1988, en tant que candidat du Parti libertarien, et sa deuxième à 2008, lorsqu'il a brigué l'investiture du parti républicain. Isolationniste et antigouvernement fédéral, il est soutenu par une partie du Tea Party.

DESSIN DE HAJI DE REIJDER, PAYS-BAS / CAGLE CARTOONS

Le businessman qui vise la Maison-Blanche

Redoutable en affaires, Mitt Romney a fait fortune en restructurant des entreprises. Son équipe de campagne mise sur cette réputation d'efficacité, mais, pour certains, il n'est qu'un capitaliste sans pitié.

New York Magazine (extraits)
New York

En août 2011, Mitt Romney a prononcé un discours devant quelques centaines de personnes dans l'Iowa. Selon plusieurs de ses amis, la répétitivité de la campagne l'ennuie fortement, et cet ennui est à l'origine du fossé qui sépare l'homme charismatique qu'ils connaissent en privé de la figure mollassonne qui apparaît souvent en public. Romney, bien sûr, n'est pas la seule personne lassée par cette campagne, et ce candidat, censé apporter son efficacité d'homme d'affaires à la Maison-Blanche, peine à susciter l'enthousiasme. "Au cours des prochaines décennies, a-t-il déclaré dans l'Iowa, pour équilibrer notre budget, nous devons nous assurer que nous pourrions tenir les promesses en matière de protection sociale. Il y a plusieurs façons de le faire. L'une d'entre elles consiste à augmenter les impôts des personnes..."

"Des entreprises !" a-t-on alors crié dans l'assistance. Romney s'est arrêté net et s'est tourné vers les perturbateurs, l'un d'eux étant un ancien prêtre catholique âgé de 71 ans. Bref, l'incarnation de la morale. "Des entreprises", a répété quel qu'un. Romney a esquissé un sourire. "Les entreprises sont des personnes, mon cher", a-t-il rétorqué, d'un ton sans appel. Soudainement, des objections ont fusé de toutes parts. "Bien sûr, les entreprises sont des personnes", a-t-il insisté, avant de développer sa logique : "Tout ce que gagnent les entreprises va en fin de compte aux personnes. Alors..."

Cette réponse rapide, lancée avec naturel semble avoir révélé le véritable Romney. Et bien que la presse ait présenté l'épisode comme une "bêvue", l'équipe de Romney n'a pas cherché à étouffer l'affaire, bien au contraire, ils en ont fait

un argument de campagne. Rétrospectivement, Romney est certes apparu comme un homme privilégié, mais l'incident a surtout révélé quelque chose de plus profond chez lui : sa propension à idéaliser le monde de l'entreprise. Il a passé une bonne partie de sa vie – d'abord comme consultant en stratégie, puis comme PDG de la société de capital-investissement Bain Capital – à perfectionner l'entreprise, à en supprimer tous les grains de sable, pour en faire une machine économique bien huilée.

250 millions de dollars de fortune

Romney est un homme d'affaires qui a connu une réussite extraordinaire et qui a accumulé une fortune personnelle de quelque 250 millions de dollars [195 millions d'euros]. Mais, surtout, il a révolutionné l'entreprise. Notre économie a remarquablement évolué au cours des années 1980, lorsque Wall Street a repris le contrôle des sociétés américaines. Et Romney a développé un des outils qui ont rendu cette mutation possible : il fait partie des premiers à avoir utilisé la procédure d'acquisition d'une société pour en modifier le fonctionnement au nom de l'efficacité.

Le système qui a émergé de cette décennie est plus souple et plus efficace que le système d'avant ; mais il est en revanche moins égalitaire,



A la une

Le prochain PDG de l'Amérique ? s'interroge *The Economist*.

↓ Le programme des républicains. Romney : J'adore virer les gens. [Fire signifie aussi mettre le feu]. Santorum et Gingrich : "Nous aussi." Sur le bûcher : Homosexuels, clandestins, protection sociale, etc. Dessin de Turner paru dans *The Irish Times*, Dublin.

moins stable, et plus brutal. Cette évolution n'était pas inévitable. Elle résulte en partie d'innovations développées depuis un quart de siècle par une poignée d'hommes d'affaires et, aujourd'hui, l'un d'eux a des chances de devenir président des Etats-Unis.

En 1975, lorsque Mitt Romney a obtenu son diplôme à Harvard, il fait partie des meilleurs étudiants de sa classe et le conseil était encore un métier neuf. Les trois plus prestigieux cabinets (aujourd'hui comme alors : McKinsey, le Boston Consulting Group et Bain & Company) offraient une nouvelle approche de gestion des entreprises, quantitative et sophistiquée, pour aider l'industrie américaine à se moderniser. Ils se considéraient comme des intellectuels, et ils payaient mieux que quiconque. Aussi Romney fit-il un choix de carrière évident à l'époque : il devint consultant, d'abord au Boston Consulting Group, puis, trois ans plus tard, au sein de Bain & Company.

Son père était gouverneur

Pour les consultants de Bain & Company qui faisaient la tournée des entreprises américaines à l'orée des années 1980, la période était marquée par une grande désillusion. Les cabinets de conseil espéraient changer le monde en s'appuyant sur une approche quantitative aux antipodes de la manière de faire des affaires à l'époque qui était très paternaliste. Alors que la théorie voulait que chaque société se concentre sur son cœur de métier, la tendance était plutôt aux projets de conglomérats boiteux.

Ces consultants sont toujours dans les affaires. Plusieurs d'entre eux continuent à travailler pour Romney depuis qu'il s'est lancé en politique. Ils sont immensément riches et bronzés, actifs et pleins d'entrain. A leurs débuts, ils n'étaient pourtant que des jeunes loups. "Dans les années 1960 et 1970, faire carrière dans les affaires n'était pas un métier bien vu, se souvient Geoffrey Rehnert, un des premiers associés de Bain. Les meilleurs faisaient médecine, les autres faisaient du droit." Les hommes de Bain évoluent dans une culture "où rien n'était acquis. Personne n'était issu d'une famille riche, tous venaient du milieu" ► 14



CAGLE-NYT

En couverture Qui peut battre Obama ?

13 « ouvrier ou de la classe moyenne » ; « tous sauf Mitt Romney », dis-je. Son père avait été président d'American Motors Corporation [un constructeur automobile aujourd'hui disparu], gouverneur du Michigan et membre du gouvernement Nixon. « Même lui n'était pas si riche, insiste Rehner. Ce n'était pas un rentier. » Peut-être veut-il simplement dire par là que Romney n'est pas un Wasp. A l'époque, il parlait peu de son appartenance à l'Eglise de Jésus-Christ des saints des derniers jours. Aujourd'hui, il plaisante parfois avec ses collègues juifs en disant qu'ils ont en commun d'être des marginaux sur le plan de la religion.

Une peur bleue de l'échec

A leurs débuts, les consultants de Bain étaient souvent confrontés à un problème persistant : Bain était un cabinet de conseil et « un cabinet de conseil ne peut rien faire directement », explique David Dominik, ancien collègue de Romney. Les économistes Michael C. Jensen et William H. Meckling apportèrent la solution : trouver les fonds nécessaires et créer sa propre entreprise, une société performante et efficace. Ce modèle adopté par Bain Capital, Romney fut invité à y participer en 1983.

La nouvelle entreprise était à l'image de Romney par son obsession du détail et de la procédure. « Mitt avait toujours peur que quelque chose n'aille de travers, il ne prenait jamais de gros risque, se souvient un de ses collègues. Je pense qu'il avait une peur bleue de l'échec. » Romney ne se fonde jamais sur une théorie. Il se fait toujours l'avocat du diable et formule, jusqu'à l'épuisement, toutes les objections possibles à un projet jusqu'à ce qu'émerge une solution faisant consensus. Travailleur acharné, Romney dirige de manière

collégiale et certains proches le décrivent encore aujourd'hui comme le PDG idéal.

En 1985, Tom Stemberg, un responsable d'un supermarché de Boston, eut l'idée de créer un détaillant vendant uniquement des fournitures de bureau. Le capital-risque de Boston était un petit monde et le jeune entrepreneur tomba rapidement sur Romney et ses 37 millions de dollars à placer. « La plupart des gens trouvaient l'idée stupide, explique Stemberg. Mitt était une exception et il prit la peine d'étudier le projet. »

Et l'idée devint Staples [la chaîne dispose aujourd'hui de plus de 2 000 magasins à travers le monde]. Aux premiers jours de Staples, les collègues de Romney chez Bain Capital géraient l'entreprise en employant des méthodes analytiques – ils passaient en revue le nombre de petites entreprises autour d'un site potentiel, le trafic routier. Ils s'efforçaient en outre de calculer quelle taille une commande devait atteindre avant qu'un client puisse exiger sa livraison. Pendant des années, Romney siégea au conseil d'administration de Staples, et sa société gagna près de sept fois ce qu'elle avait investi dans l'entreprise.

Ce genre de coup, Romney et son équipe l'ont répété à maintes reprises, le plus souvent en rachetant des sociétés. En 1986, Bain Capital acquit Accuride, une filiale de Firestone en difficulté qui produisait des pneus et des jantes de camion. Bain choisit donc de rassembler un groupe de responsables qui, auparavant, gagnaient en moyenne moins de 100 000 dollars et leur proposa des primes à la performance. Novatrice, cette approche produisit des résultats étonnants : les dirigeants s'empressèrent de contribuer à la reorganisation de deux usines tout en consolidant les opérations – avec d'inévitables licenciements. Au



↑ Mitt Romney (au centre), à l'époque où il était PDG de Bain Capital.

retour des profits, ces dirigeants reçurent 18 millions de dollars sous forme de participation aux bénéfices. En moins de deux ans, Bain Capital avait obtenu un retour de 121 millions de dollars pour un investissement de départ de 5 millions.

Une couverture santé universelle

Des universitaires ont étudié les résultats obtenus par ces sociétés de financement par capitaux propres depuis leur avènement. Ces analyses concluent généralement que les reprises opérées par ces sociétés améliorent la productivité et réduisent le nombre de salariés. En trois ans, au début des années 1990, selon l'économiste de Princeton Henry Farber, environ 10 % des cadres supérieurs masculins blancs ont perdu leur emploi. Ceux qui ont conservé leur poste ont travaillé plus dur, et les avantages financiers, jusqu'alors distribués à tous les niveaux de la hiérarchie jusqu'aux cadres moyens, l'ont été en priorité aux échelons supérieurs. En 1980, un PDG gagnait 35 fois le salaire d'un salarié moyen. En 2000, il empochait à peu près 300 fois plus.

Elu gouverneur du Massachusetts en 2002, Romney prit Tom Stemberg, le fondateur de Staples, dans son équipe de transition, et lui demanda s'il avait des idées à lui proposer. A l'époque comme aujourd'hui, Stemberg était membre du conseil d'administration du Centre hospitalier du Massachusetts. Il lui parla de « tous ces gens sans couverture médicale qui encombraient les urgences ». L'hôpital était obligé de les soigner. « Il y avait une loi qui disait que toutes les compagnies d'assurances devaient financer la gratuité des soins. C'était un système complètement absurde. Je ne croyais pas que Romney se saisirait de l'affaire. » Mais l'équipe du jeune gouverneur, au fil de consultations avec des spécialistes, a élaboré une solution qui oblige presque chaque citoyen de l'Etat à disposer d'une couverture, subventionnant ceux qui ne peuvent pas se le permettre. Trois ans et demi plus tard, Romney présentait son plan de couverture santé universelle.

La chute de l'histoire, c'est que le plan qu'il a concocté a servi de modèle à Obama, pour faire adopter une réforme fédérale de la santé en 2010. [Cette parenté vaut aujourd'hui à Romney de vives critiques venues de la droite de la droite] Mais ce qui distingue le plan de Romney de celui d'Obama, c'est son côté presque accidentel. Romney n'a jamais ambitionné d'améliorer le système de santé. Il a simplement cherché à régler un problème.

Benjamin Wallace-Wells

Religion

Le grand méchant mormon

Mitt Romney est le premier mormon à s'approcher si près de la Maison-Blanche. Pour l'emporter, il doit désarmer les préjugés qui persistent contre cette religion.

Pour avoir fait œuvre d'apostolat mormon en France [il fut missionnaire dans la région de Bordeaux et à Paris de 1966 à 1968], Mitt Romney connaît bien les combats difficiles. Pas commode de prêcher dans les bistrotis parisiens une religion exigeant le renoncement à la cigarette, au café et à l'alcool. Comparativement, la conquête de la Maison-Blanche peut sembler facile. Pourtant, l'appartenance à l'Eglise de Jésus-Christ des saints des derniers jours demeure un obstacle. Environ 20 % des républicains et 23 % des protestants déclarent à l'institut de sondage Gallup qu'ils ne soutiendraient pas un candidat mormon à la présidentielle. Certains

chrétiens conservateurs l'excluent catégoriquement, considérant la doctrine mormone comme dangereusement sectaire et hermétique. La foi de Romney ne devrait pourtant pas poser problème. Les présidents sont élus pour leurs idées politiques, leurs capacités de leader et leur caractère, non pour leur religion. Parmi les conservateurs, cette opposition à la religion mormone est cependant plus susceptible de s'atténuer que de se renforcer. Aucun opposant de Romney aux primaires ne peut exploiter ces sentiments, du moins pas ouvertement. L'ancien gouverneur de l'Arkansas Mike Huckabee a bien tenté de le faire en 2008, mais il a rapidement été forcé de présenter des excuses publiques [les deux hommes étaient alors engagés dans la course à l'investiture républicaine]. L'Eglise de Jésus-Christ des saints des

derniers jours est la quatrième religion aux États-Unis ; les mormons constituent l'un des électors conservateurs les plus puissants du pays. Un candidat républicain sérieux ne peut tout simplement pas mener une campagne contre la religion mormone. Mais, si les objections conservatrices aux croyances mormones de Romney vont probablement diminuer, les critiques des libéraux athées vont sans doute fleurir. En effet, 27 % des démocrates affirment aujourd'hui qu'ils ne voteraient pas pour un mormon. Alors, la foi mormone de Romney aura-t-elle de l'importance ? Cela dépend. Pour une bonne partie de la droite, les idées politiques finiront par l'emporter sur la théologie. Mais pour une partie de la gauche, l'athéisme l'emportera sur la tolérance. **Michael Gerson, The Washington Post** (extraits) Washington

Un prophète moderne

Dès l'âge de 14 ans, Joseph Smith est sujet à des visions. Après la publication du Livre des mormons, récit gravé sur des plaques en or que des anges lui auraient confiées, le prophète autoproclamé fonde, en 1930, l'Eglise de Jésus-Christ des saints des derniers jours. Malgré l'ostracisme, elle fait rapidement des adeptes. Smith est emprisonné, puis tué en 1844 par une foule en colère, dans l'Illinois. Les mormons quittent alors massivement cet Etat pour aller s'installer dans l'Utah. Depuis sa fondation, cette religion prône une éthique du travail très stricte ainsi qu'un grand attachement à la famille. Elle reste associée à la polygamie, pratique qui, bien qu'officiellement abandonnée en 1890, a cependant toujours cours dans certaines communautés mormones radicales. Il y aurait aujourd'hui 14 millions de mormons dans le monde.

Voyage au cœur de la machine de guerre d'Obama

Dans son quartier général de Chicago, l'équipe de campagne du président peaufine une stratégie encore plus ambitieuse qu'en 2008. Reportage.

Newsweek (extraits) New York

L'équipe de campagne du président Obama ne plaisante pas. J'ai récemment visité son quartier général à Chicago et je peux vous assurer personnellement qu'elle ne plaisante pas. Il y a bien une table de ping-pong bleue ornée du logo de la campagne 2012 au beau milieu de la pièce, une casquette orange du Dakota du Sud portant l'inscription "Big Cock Country" [pays des gros faisans. Cock signifie également "bite"], une table de air hockey et une banane rasta en peluche, mais ne vous y trompez pas. Pendant ma visite, un chaperon me suivait partout et enregistrait tout ce que les gens me disaient. Ben LaBolt, le porte-parole de la campagne d'Obama, et Stephanie Cutter, sa directrice de campagne adjointe, ont tous deux fermé la porte de leur bureau lorsque je suis passé devant. La seule fois où mon chaperon a accepté de me laisser seul l'espace de quelques millisecondes, j'ai à peine eu le temps de m'approcher d'un tableau couvert de graphiques incompréhensibles qu'elle s'est instantanément matérialisée à mes côtés. "Désolée, vous n'avez pas le droit de regarder ça", m'a-t-elle annoncé. Le lendemain, le tableau était recouvert d'un tissu.

A Chicago, l'ambiance est tendue

Bref, on ne rigole pas au QG d'Obama. Le personnel de campagne fait preuve de beaucoup de gravité, quitte à afficher çà et là des pancartes incitant à être moins sérieux.

Mais on le serait à moins. A dix mois de l'élection présidentielle, la cote de popularité du président stagne aux alentours de 46 %. Depuis Franklin Roosevelt, en 1936, aucun président n'a été réélu avec un taux de chômage supérieur à 7,2 % (le taux actuel est de 8,6 %). De même, depuis 1956, aucun président n'a été réélu quand la croissance du PIB était égale ou inférieure à la croissance actuelle (2 %). Si aucun de ces obstacles n'est insurmontable en lui-même, Obama doit faire face aux trois simultanément.

Il n'est dès lors pas étonnant que l'ambiance à Chicago soit un peu tendue. L'aura dont jouissait Obama lorsqu'il était encore le candidat de l'espoir et du changement a été remplacée par une aura d'homme politique beaucoup moins céleste. Qui plus est, en 2008, Obama partait perdant. Les membres de son équipe de campagne n'avaient tout simplement pas le temps d'être anxieux ; il y avait toujours un combat à mener, une autre victoire impossible à décrocher lors de primaires. Cette année, il n'y a qu'un rendez-vous : celui du 6 novembre 2012, date de l'élection présidentielle. Et puisqu'ils ont tout à perdre, les membres de l'équipe sont inquiets. Ils savent que la Maison-Blanche a eu du mal à faire valoir ce



A la une

"Et s'il perdait" : The Washington Monthly se projette au mois de novembre 2012 et imagine ce à quoi les Etats-Unis ressembleront en cas de victoire de l'un ou l'autre des candidats républicains.

↓ Obama dans les starting-blocks. Dessin de Hajo de Reijger, Pays-Bas.



qu'elle considère comme un bilan impressionnant. "Il va y avoir des moments stressants", m'a confié un vétéran de la campagne 2008.

La bonne nouvelle pour Obama, c'est que la course sera peut-être encore plus difficile pour ses adversaires. Tandis que les candidats républicains ont passé la dernière année à se donner en spectacle sur la chaîne de télévision ultraconservatrice Fox News, l'équipe du président a mis sur pied – avec calme et méthode – une machine électorale encore plus monumentale et plus réactive que celle de 2008, qui était déjà révolutionnaire.

Le principal avantage du président, c'est le temps, m'a expliqué son nouveau directeur de campagne, Jim Messina. Au cours des dix derniers mois, son équipe a pu se consacrer exclusivement aux préparatifs du scrutin de novembre, ce qui a donné au Parti démocrate une longueur d'avance non seulement par rapport à 2008, mais également vis-à-vis des candidats républicains trop occupés à se tirer dans les pattes pour s'intéresser à la collecte de fonds et à l'organisation de terrain. "Nous avons maintenant des gens aux quatre coins du pays. Ils font partie du système depuis quatre ou cinq ans, ils savent ce qu'ils font, ils ont confiance en Obama et ils sont formés", souligne Jim Messina. Il s'agit d'un élément crucial de notre campagne."

Examinons les chiffres de plus près. A l'heure actuelle, le QG de Chicago compte plus de 200 salariés, soit deux fois l'effectif de George W. Bush en 2004 et plus du double de celui du candidat républicain Mitt Romney. M. Messina a déjà recruté une équipe de designers graphiques, une de merchandising et une autre de développeurs. Ces derniers travaillent sur une application ultrasecrète qui va permettre d'assurer un suivi des actions des bénévoles faisant campagne sur le terrain, depuis les opérations de porte-à-porte jusqu'aux conversations engagées avec les

Barack Obama

Président des Etats-Unis depuis le 20 janvier 2009
Age : 50 ans



✓ Président sortant, il part avec un net avantage. Depuis 1789 (première élection présidentielle américaine), seuls neuf présidents ayant brigué un second mandat n'ont pas été réélus.

✓ Il dispose d'une remarquable machine à lever des fonds. Fin décembre 2011*, Obama et le Parti démocrate avaient engrangé 242 millions de dollars. L'objectif est d'atteindre 1 milliard de dollars d'ici au 6 novembre 2012.

✓ Très vite après son entrée en fonction, en janvier 2009, le taux de chômage a atteint les 10 %. Mais, depuis novembre 2010, cet indicateur est à la baisse, une tendance qui valide le bilan économique du président.

* Les plus récents chiffres disponibles.

électeurs. "En 2008, nous avons atteint ce degré d'organisation à la fin de la campagne des primaires, pas au début de l'année", souligne un vétéran de la dernière campagne.

L'homme qui valait un milliard

En l'espace de six mois, soit deux fois plus rapidement que lors de la campagne précédente, le candidat démocrate a franchi le seuil symbolique du million de donateurs. Près de la moitié de l'argent récolté provient de petits donateurs (200 dollars ou moins), une proportion beaucoup plus élevée qu'en 2008. Fin septembre, Obama avait récolté 15,6 millions de dollars auprès des employés du secteur financier, soit plus que l'ensemble des candidats républicains. Au total, la campagne d'Obama et le Comité national démocrate ont amassé 242 millions de dollars et les experts s'attendent à ce que cette somme atteigne 1 milliard de dollars d'ici novembre.

Mais l'argent et les ressources humaines ne servent à rien si le message qu'ils contribuent à relayer n'est pas pertinent. Lorsque j'ai interrogé les principaux conseillers d'Obama au sujet de son problème d'image – le fait qu'il soit caricaturé à la fois comme un radical cryptomarxiste et comme un intellectuel hautain –, ils m'ont d'abord servi les excuses habituelles : "Vous savez, nous avons hérité d'une économie exsangue et nous avons quand même promulgué de nombreuses lois." Mais ce n'est pas le genre de cri de ralliement qui permettra de mobiliser de nouveau les jeunes et les électeurs indépendants, des groupes clés dont le soutien pour le président a chuté depuis 2008.

C'est pourquoi Chicago est en train de mettre au point un nouveau message, plus combatif. Selon David Axelrod, le principal conseiller politique d'Obama, la stratégie pour 2012 est de vanter les réalisations du président tout en reconnaissant que "la population s'intéresse moins à ce qui a été fait [qu'à] la façon dont nous et nos adversaires avons l'intention de répondre aux défis économiques" auxquels la classe moyenne est confrontée. En d'autres mots, les électeurs peuvent s'attendre à des discours axés davantage sur l'avenir que sur un passé récent et douloureux. De même, ils assisteront à des attaques sans merci contre la croyance des républicains en un ► 16

En couverture Qui peut battre Obama ?

15 ◀ “darwinisme social qui s’appuie sur une idéologie du chacun pour soi”, conçue, selon M. Axelrod, pour s’assurer que “quiconque part avec un avantage puisse le multiplier alors que tous les autres doivent pédaler de plus en plus vite pour le suivre”. Quant au slogan de campagne, ce sera plutôt “Non, on ne devrait pas élire un républicain” que “Oui, nous le pouvons” [Yes, we can].

L’équipe de campagne du président reconnaît toutefois que ce nouveau message n’inspirera probablement pas la ferveur qui a permis à Obama d’obtenir son premier mandat. Il faudra faire encore plus d’efforts qu’il y a quatre ans pour optimiser la participation électorale et persuader les électeurs d’accorder leur soutien au président, tant sur internet que sur le terrain. Mais Jim Messina est prêt. “Nous déploierons les efforts nécessaires. En comparaison, les moyens mis en œuvre pendant la campagne de 2008 auront l’air d’appartenir à la préhistoire”, promet-il.

Dans un coin sombre du QG de Chicago, plus d’une dizaine de développeurs sont assis sur de gros ballons et pianotent sur des claviers noirs. Plusieurs d’entre eux affichent une pilosité faciale inhabituelle et des piercings. Ces développeurs ont malgré tout été accueillis à bras ouverts au 1, Prudential Plaza [l’adresse du QG de campagne]. Depuis des mois déjà, ils tentent de réécrire le code de la campagne – créé à une époque où l’iPhone n’existait pas, où Twitter était encore balbutiant et où Facebook faisait un dixième de sa taille – pour l’adapter au paysage numérique de 2012. Et ils ont fait quelques constats intéressants.

Le premier, c’est que la campagne devra réussir à “traiter les gens comme des gens”, explique Michael Slaby, responsable de l’intégration et de l’innovation, à condition de se procurer les bonnes données. Ne demandez pas à un citoyen désabusé de l’Ohio qu’il vous donne de l’argent ; courtisez-le d’abord. Et ne vous adressez pas à un partisan qui a fait un don de 5 dollars au lendemain d’un discours d’Obama de la même façon qu’à un autre qui a donné le même montant à la suite d’un débat républicain, car ils répondent à des motivations différentes. Afin de comprendre qui sont les électeurs et ce que chacun d’entre eux souhaite, M. Slaby et son équipe développent actuellement un programme de modélisation informatique permettant de passer au peigne fin les schémas de comportement en ligne et hors ligne. Avec l’objectif d’obtenir le maximum d’informations sur les électeurs pour personnaliser les interactions liées aux différents aspects de la campagne : les collectes de fonds, le volontariat, la persuasion et la mobilisation. C’est ce qu’ils appellent le *microlistening* [microprofilage]. “Les électeurs que nous tentons de persuader, les donateurs que nous voulons sensibiliser et les bénévoles et supporters que nous souhaitons pousser à agir font tous partie d’un même groupe de personnes, m’a-t-il expliqué. Nous devons évoluer afin de pouvoir communiquer avec eux de manière intelligente et intégrée. Nous pourrions dès lors mieux les écouter, ce qui nous permettra d’atteindre nos objectifs.” En 2012, l’équipe de campagne d’Obama n’enverra pas une vidéo à ses partisans en leur demandant de la par-



↑ Obama : “Je t’aime tant”. Sur le monstre : Dépenses financées par le déficit. Le public : “Waouh ! Quelle voix incroyable”. Lors d’une collecte de fonds à New York, le 19 janvier, Obama a entonné une chanson d’Al Green. Dessin de **Nate Beeler** paru dans **The Washington Examiner**, Etats-Unis.



A la une

A contre-courant, Newsweek fait les honneurs de sa couverture à Barack Obama. Titré “Pourquoi les contempteurs d’Obama sont-ils si bêtes ?”, le dossier de l’hebdomadaire défend, point par point, le bilan du premier mandat du locataire de la Maison-Blanche.

tager avec tous ceux qu’ils connaissent. Elle leur dira de la partager avec leurs quatre amis Facebook qui résident à Lehigh Valley, en Pennsylvanie, et qui sont préoccupés par la politique fiscale du président.

Le second constat, c’est que les opérations en ligne et sur le terrain devront être beaucoup plus intégrées qu’en 2008. A l’époque, la campagne encourageait les supporters d’Obama à se créer un profil sur un site de réseau social appelé MyBarackObama.com. Si MyBO constituait une innovation il y a quatre ans, le site fonctionnait de manière beaucoup trop indépendante par rapport à la structure de terrain et à Facebook, devenu, depuis, le premier réseau social mondial. M. Slaby a donc décidé de l’abandonner et de repartir de zéro pour la campagne de 2012.

Smartphones et réseaux sociaux

Si l’équipe d’Obama n’a pas encore dévoilé ce qui remplacera MyBO, j’ai tout de même réussi à recueillir quelques indices lors de ma visite à Chicago. “Nous ne créerons pas un nouveau réseau social”, m’a dit une source bien informée. “Vous n’aurez pas besoin de créer un profil ni de télécharger une photo.” Les volontaires n’auront qu’à se connecter avec leur identifiant Facebook pour disposer d’un accès immédiat à “tous les outils généralement disponibles dans un bureau de campagne. Vous pourrez avoir tout ça à la maison, sur votre ordinateur et en temps réel, et demeurer informé de ce que font vos amis et les membres de votre entourage.” Le personnel de campagne bénéficiera quant à lui d’un accès à votre réseau d’amis Facebook et à toute information que vous choisirez de saisir au sujet des électeurs que vous contactez. De cette façon, m’a expliqué l’initié, “nous pourrions vous demander d’appeler telle personne, l’ami d’un ami par exemple. Il y a beaucoup plus de chances qu’il se laisse persuader par quelqu’un qu’il connaît” que par un bénévole anonyme.

Les smartphones constituent la dernière pièce du puzzle technologique. La campagne de 2008 était axée sur les SMS parce que c’était ce que la plupart des électeurs pouvaient faire de mieux avec leur téléphone. Or, aujourd’hui, presque tous les portables permettent de surfer sur le Web, de partager des vidéos et de se connecter à un compte Twitter ou Facebook. En novembre dernier, l’équipe de campagne d’Obama a procédé à une refonte de son site internet pour qu’il apparaisse et fonctionne de la même façon sur PC, téléphone ou tablette. Ce n’était pas seulement une question d’esthétique. En effet, il est beaucoup plus facile pour les bénévoles d’inscrire de nouveaux électeurs lorsqu’ils sont en déplacement si le site s’affiche correctement sur leur

smartphone. Or, cette forme d’efficacité peut se traduire par l’obtention de voix supplémentaires au moment de l’élection. C’est du moins ce qu’espère l’équipe d’Obama.

Sur le terrain, les démocrates se montrent tout aussi audacieux. Jeremy Bird, le directeur de terrain d’Obama au niveau national, m’a clairement fait comprendre que l’équipe de Chicago ne se contentait pas de spéculer sur différents scénarios, mais qu’elle sondait activement le terrain depuis un certain temps déjà. Dans l’Iowa, par exemple, M. Bird et ses collègues ont fait tous les préparatifs en vue des caucus démocrates [Obama étant seul en lice, ceux-ci sont une pure formalité]. Les premiers salariés sont arrivés à Des Moines [la capitale de l’Etat] il y a presque deux ans et l’organisation de campagne d’Obama dans l’Iowa – avec ses huit bureaux, sa dizaine d’employés, sa centaine de bénévoles, ses 1 280 événements officiels, ses 4 000 conversations en tête à tête et ses 350 000 appels aux supporters – était plus importante que celle de n’importe quel candidat républicain.

Répétition avant novembre

Les démocrates ne se contentent pas de monter des opérations dans les Etats où auront lieu les premières primaires. En Caroline du Nord, les volontaires et le personnel de campagne d’Obama ont utilisé la course à la mairie de Charlotte, la ville où se tiendra la Convention démocrate de 2012, comme une répétition générale pour l’élection de novembre. Ils ont pu tester leurs méthodes pour optimiser le taux de participation et faciliter l’inscription des électeurs dans un véritable contexte électoral. “Il y avait des délais à respecter et le personnel devait être concentré comme il devra l’être à la fin de l’année”, explique M. Bird. Le jour de l’élection, Anthony Foxx, le candidat démocrate sortant, comptabilisait plus de 200 000 appels téléphoniques passés en sa faveur, soit dix fois plus que son rival. Ce qui lui a permis de remporter le scrutin avec une confortable avance. Des opérations semblables sont également en cours dans plus d’une dizaine d’Etats clés, notamment l’Ohio et l’Arizona. Récemment, un stratège républicain de Raleigh, en Caroline du Nord, a confié à un journaliste du *New York Times* : “C’est vrai, je l’ai vu de mes yeux. J’arrive du front et je peux vous dire qu’ils ne plaisantent pas et qu’il vaut mieux se tenir prêts.”

Pendant ce temps, à Chicago, les éternels inquiets de l’équipe de campagne d’Obama bossent dur pour s’assurer que le président ne perdra pas la présidentielle de 2012 à cause d’une faille dans l’organisation ou d’une mauvaise utilisation des technologies – et grâce à eux, cela n’arrivera probablement pas. Mais personne ne peut véritablement garantir que leurs méticuleux efforts de planification suffiront à éviter une défaite. Ni Axelrod. Ni Messina. Pas cette année du moins. Si Mitt Romney remporte l’investiture du Parti républicain, il sera beaucoup plus difficile pour Obama d’être réélu. Si le soutien accordé au président par les électeurs hispaniques, qui s’est érodé depuis 2008, ne rebondit pas, plusieurs des scénarios envisagés par le directeur de campagne d’Obama risquent de tourner court. Et si le nouveau message adressé à la classe moyenne ne suffit pas, les électeurs indépendants pourraient décider d’accorder leur soutien aux républicains. Dès lors, il n’est pas étonnant que l’équipe d’Obama cherche à tout maîtriser : moins on a de contrôle sur une situation, plus on cherche à l’exercer d’une main de fer.

Andrew Romano

**Cette année, le slogan sera :
“Non, on ne devrait pas élire
un républicain”, plutôt que :
“Oui, nous le pouvons”**



Obsèques d'un policier assassiné à Ciudad Juárez (Mexique)



**Le 2 février avec
Courrier international**
*L'atlas du crime
organisé*

Chez votre marchand
de journaux

Courrier international peut être vendu seul (3,50 €)



L'atlas
de 64 pages
6,40 €
en plus de Courrier
international

en partenariat
avec :



Tout un monde en cartes

Une série de 12 atlas proposée par **Courrier international** et **autrement**

France

Marchés publics

Complots sur les eaux hongroises

Suez et Veolia se sont partagé les eaux de Budapest. Au grand détriment des consommateurs, accuse l'hebdomadaire de centre droit *Heti Válasz*. Dans la capitale hongroise, la pilule ne passe pas.

Heti Válasz (extraits) Budapest

L'eau est l'une des richesses naturelles les plus importantes en Hongrie. Sa valeur marchande est inestimable. Celui qui distribue l'"or bleu" jouit d'une situation de monopole et, faute de conditions réglementées, il peut demander n'importe quel prix pour son travail. C'est par sa vulgarité qu'on saisit le mieux le principe de ce business : puisque les gens iront toujours boire et pisser, l'exploitation des "usines à eau" et des égouts est vouée au succès.

Cette conception, qui fait fi des considérations d'intérêt général, ne plaît pas aux Etats de droit européens. En France par exemple, la Ville de Paris, qui [pendant vingt-cinq ans] a confié la gestion de son eau aux deux principales entreprises du secteur, Rive gauche à Suez, Rive droite à Veolia, s'est séparée en 2010 des prestataires nationaux, qui ne visaient que le profit. Et la capitale française a repris en direct la gestion des eaux, car – suivant la formule des hommes politiques locaux – "l'eau n'est pas une marchandise, il est normal de retirer sa gestion à la sphère privée pour la rendre à la collectivité".

Malgré cela, le pouvoir central français n'hésite pas à engager les moyens diplomatiques de son capitalisme d'Etat pour que Suez et Veolia puissent tranquillement encaisser des profits à l'étranger, comme en Hongrie. Nicolas Sarkozy, dans une lettre du 23 novembre 2011 adressée au Premier ministre Viktor Orbán et récemment publiée sur le site Internet de l'hebdomadaire *Magyar Narancs*, dit sans ambages son "inquiétude". Il attend des "résolutions satisfaisantes", ajoute-t-il, notamment dans "le cas des concessions de

service public (distribution et traitement des eaux à Budapest)". Bien que la lettre présidentielle ne mentionne aucune entreprise, on comprend clairement qu'elle parle de Suez et de Veolia. Ces entreprises gèrent respectivement la Société de distribution des eaux et celle du Traitement des eaux de Budapest, privatisées en 1997 pour vingt-cinq ans. Mais les bénéficiaires de Suez et de Veolia sont menacés. Surtout si le maire de Budapest, István Tarlós [Coalition Fidesz, KDNP, droite], tient parole et qu'il s'inspire de la reprise du contrôle sur la société des eaux de la ville de Pécs, qui en 2009 a brutalement remercié les entreprises françaises [voir encadré].

Le maire a annoncé sa stratégie dès son élection, en 2010, dans une interview au quotidien *Népszabadság* concernant ces privatisations : "Je préférerais dénoncer ces contrats, mais dans un premier temps nous souhaitons les renégocier. S'ils disent non, on pourra entrer dans le deuxième round, qui sera moins amical."

L'indignation de Tarlós est compréhensible. Le bilan de la privatisation du réseau des eaux est lamentable – sauf du

Précédent

A Pécs, un sujet explosif

1995

La Ville de Pécs (au sud de la Hongrie) confie à Suez Environnement la gestion de ses eaux pour vingt-cinq ans.

30 septembre 2009

La commune, dont l'eau est devenue l'une des plus chères du pays, accuse Suez de malversations et prend

le contrôle des installations gérées par Pécsi Vizmű Zrt, filiale de Suez Environnement. Elle confie la gestion des eaux à la régie municipale Tettye Forrásház Zrt.

Mars 2010

La Chambre de commerce et d'industrie avalise la rupture

unilatérale du contrat.

27 septembre 2011

La Cour suprême de Hongrie casse l'arbitrage de la Chambre de commerce et d'industrie et se prononce en faveur de Suez Environnement. Le cabinet Compass Lexecon réclame 26,6 millions d'euros de dommages et intérêts.

côté français. A l'époque [en 1997], le consortium dirigé par Suez Environnement avait acheté 25 % des parts de l'usine de traitement des eaux pour 16,5 milliards de forints [52 millions d'euros]. En contrepartie, Suez avait obtenu le droit de diriger l'entreprise, qui lui a finalement rapporté 35 milliards de forints jusqu'en 2011. Selon les prévisions, Suez pourrait écumer 30 autres milliards d'ici à la fin du contrat, en 2022. La disproportion du bilan est encore plus flagrante quand on sait que, à la fin du contrat, Budapest sera obligée de racheter les actions – d'après nos calculs – pour au moins 17 milliards de

"Si le contrat n'est pas renégocié, le deuxième round sera moins amical"

forints. Côté assainissement, la privatisation avait suivi le même schéma. Veolia, qui avait acheté sa part de 25 % pour 16,9 milliards, a perçu un peu plus de 42 milliards et pourrait encore toucher 35 milliards jusqu'en 2022, avant d'empocher 18 milliards au rachat.

L'enquête judiciaire, déclenchée il y a deux mois, dira si Gábor Domszky [le précédent maire de Budapest, accusé d'avoir attribué ces marchés publics dans des conditions opaques] et les entreprises françaises avaient négocié ces privatisations. Une chose est sûre : le délégué du maire négocie encore avec Suez, mais un "second round" moins amical n'est plus exclu. Selon nos informations, les experts de la mairie ont la preuve formelle que les Français n'ont pas respecté le contrat, mais ils n'en disent pas plus. (Avec Veolia, les relations de la mairie sont plus harmonieuses. Selon une de nos sources, ce sont de "bons Français". Lorsque, par exemple, la municipalité a établi le prix des eaux usées pour 2012, ils ont accepté une faible hausse, de 2,56 %.)

Quant à la lettre du président Sarkozy adressée à Viktor Orbán, c'est une pression

supplémentaire, à un moment fort opportun. Car l'action intentée contre Suez ne peut plus être annulée qu'en très haut lieu. Par exemple si l'on confie à une personne compétente la tâche de monter un dossier pour ensuite mettre en avant le thème de la sécurité juridique lors des négociations du gouvernement hongrois avec le FMI et la Commission européenne. Le but : obtenir que les sociétés françaises des eaux deviennent intouchables.

Suez a compris, il y a un an, qu'il fallait que ses conflits en Hongrie prennent une dimension internationale. Il a confié un travail d'expertise à Compass Lexecon, un cabinet de conseil américain, dont le chargé d'affaires, Jonathan M. Orszag [d'origine hongroise] est un intime des Clinton. Pendant la présidence de Bill Clinton, Orszag a été conseiller économique à la Maison-Blanche, puis collecteur des dons de la Fondation Clinton, et haut responsable au Center for American Progress (CAP), un think tank proche de Hillary Clinton.

Pour l'instant, le cabinet de Jonathan Orszag a juste établi le montant d'indemnisation que les Français vont essayer d'obtenir de la ville de Pécs pour avoir été écartés de la gestion des eaux de la ville par la municipalité : près de 10 milliards de forints de dommages et intérêts (26,6 millions d'euros). C'est évidemment une somme extravagante, mais le but est d'intimider István Tarlós dans sa bataille contre Suez.

Nous n'en concluons pas qu'il existe un lobby franco-américain des eaux, ni que Jonathan M. Orszag a réactivé ses relations avec les Clinton. Nous constatons seulement que, à l'automne 2011, l'ambassade des Etats-Unis à Budapest s'est enquis, tant par courrier que personnellement, auprès des autorités locales de Pécs et de leur avocat, István Szabó, de leurs intentions dans le procès qui les oppose à Suez. Pourtant, en principe, l'ambassade américaine n'est nullement concernée par le contentieux "Français contre Pécs".

András Bódis

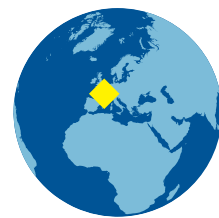


↑ Dessin de Gourski paru dans *Izvestia*, Moscou.



Héros populaire. Le "journal intime du candidat Cantona" est à retrouver en intégralité sur le site de *Courrier international*. Eric Cantona reste une figure adulée en Grande-Bretagne, et particulièrement à Manchester,

où, entre 1992 et 1997, il a conduit le club Manchester United aux sommets. Les supporters lui ont dédié une chanson, *Ooh Aah Cantona*, et Ken Loach lui a fait jouer son propre rôle dans le film *Looking for Eric*, en 2008.



Pastiche

Le journal intime d'Eric The King

La fausse candidature d'Eric Cantona inspire les chroniqueurs. The Sunday Telegraph a imaginé son journal de campagne : un texte truffé d'envoies dans le plus pur style du "King Eric".

The Sunday Telegraph
(extraits) Londres

Dimanche 5 janvier

La politique, c'est un peu comme le cinéma ou le football. Il y a une scène, un public et, si vous êtes français, vous pouvez faire beaucoup d'argent – parfois légalement – sur les trois tableaux.

L'élément de surprise est toujours important pour moi. Sur un terrain de football, lorsqu'un défenseur croit que je vais passer à gauche, je passe à droite. Quand Leeds croit que je vais rester après avoir remporté le titre, je passe les Pennines [la chaîne montagneuse située au centre de l'Angleterre] et je pars pour Manchester. Et quand le supporter du Crystal Palace croit que je vais tranquillement rentrer me doucher après avoir été expulsé par l'arbitre, je le démonte façon kung-fu.

C'est pareil au cinéma. Tout le monde pense que vous allez vous planter, et vous les surprenez en étant juste un peu meilleur que Vinnie Jones [ancien footballeur britannique devenu acteur].

Beaucoup d'acteurs font de superpoliticiens : Ronald Reagan, Tony Blair, Meryl Streep. Moi aussi, je pense, je peux faire un bon politique. D'ailleurs, mon coup de génie, aujourd'hui, consiste à prendre tout le monde de court en disant que, finalement, je me présente après avoir dit que je ne me présentais pas, juste après avoir dit que je me présenterai.

Le chien, il ne reste pas sous la table parce qu'il pleut dehors.

Lundi 16 janvier

Aujourd'hui, les journalistes m'interrogent sur mon programme. *Parbleu !** Je ne suis pas un homme, je suis Cantona ! Vous pouvez amener le cheval à l'abreuvoir mais vous ne pouvez pas le faire voler. "Alors, votre programme ?" me redemande le journaliste. OK, je réponds. Je le regarde droit dans les yeux et remonte le col de ma chemise que je porte avec une cravate, mais sans numéro sept sur le dos. Le voilà, mon "programme", monsieur le journaliste : le logement. C'est important. En Angleterre, il y a plein de footballeurs qui ont deux ou trois maisons et pas un seul livre d'Albert Camus, Bernard Henri-Lévy ou Michel Houellebecq. En France, il y a 10 millions de personnes qui peuvent lire Camus mais qui n'ont pas un logement décent. C'est vraiment une injustice.

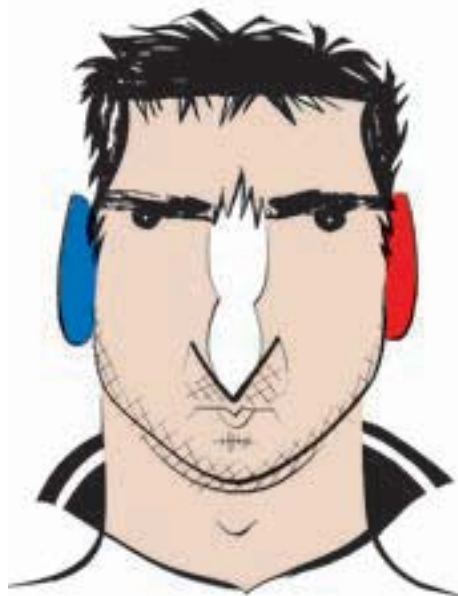
Je poursuis : à propos de justice, si je suis élu président, je nommerai Zinedine Zidane au ministère de la Justice. Il est comme moi, il a le sang chaud. Il croit au principe "œil pour œil, dent pour dent et coup de boule pour insulte à ma sœur". Le journaliste me demande ensuite si je nommerai d'autres footballeurs au sein de mon gouvernement : "Pourquoi pas Franck Leboeuf au ministère de l'Agriculture ?" (il est vraiment con, ce journaliste). Ouais, je réponds, et puis je mettrai Thierry Henry aux Transports. Vroom vroom.

Je rigole. Des fois, les gens me prennent trop au sérieux.

Qui s'y frotte s'y pique.

Mercredi 25 janvier

La campagne marche bien. Je suis en tête dans les sondages, je fais même mieux que Dominique Strauss-Kahn avant New York. Les gens m'aiment parce que je les fascine.



↑ Dessin de Gary paru dans *Sunday Times*, Londres.

Oui, je joue au *beach soccer* mais je prends aussi des photos de taureaux, je peins des tableaux abstraits pleins de couleurs et j'écris les paroles des chansons de ma seconde épouse. Elle est actrice et chanteuse aussi. Carla Bruni aussi, elle chante. Mais moi, je préfère me mettre la tête dans la cuvette et écouter Paul Scholes chanter *Come On The Reds* [l'hymne de Manchester United, le club britannique où Eric Cantona a construit sa légende].

L'hirondelle, elle ne part pas au sud pour chasser la lune.

Mardi 13 mars

Aujourd'hui, je fais un grand débat présidentiel avec François Hollande, Marine Le Pen, Nicolas Sarkozy et Dominique de Villepin. Je l'aime bien, Villepin. C'est un poète comme moi. Les autres, je ne suis pas loin de croire que c'est juste des sacs

à merde*. Sarkozy, c'est le pire des crétiens. J'étais en train de parler de mon idée de génie de 2010 (quand j'ai dit aux gens de retirer toutes leurs économies des banques le même jour) quand il me répond que ma femme a tourné une pub pour le Crédit Lyonnais. Du coup, je réponds que sa femme a couché avec tout le monde sur le continent. Il me traite de racaille. J'essaie de lui balancer un coup de pied dans la tronche mais il est trop petit et c'est Marine Le Pen qui prend. C'était très drôle.

A la fin du débat, j'ai 95 % d'opinions favorables.

Vendredi 30 mars

Aujourd'hui, j'ai fait une grave erreur. Un journaliste m'a interrogé sur ma politique avec l'Angleterre. Je réponds que je ne suis pas stupide comme Sarkozy. J'ai plein d'amis en Angleterre et avec David Cameron on va construire des grands ponts au-dessus de la Manche.

Ce soir, je n'ai plus que 5 % d'opinions favorables.

Le taureau se bat pour la gloire et pour survivre, mais aussi pour une vache à quatre estomacs et seulement un cul.

Jeudi 5 avril

Aujourd'hui, j'ai décidé de vivre en Angleterre. Pourquoi vouloir devenir président quand on peut être *king* ? Et le roi, il n'est jamais aimé dans son propre pays. C'est ce que je me dis à bord de l'Eurostar en regardant Sky Sports avec mon déodorant L'Oréal et ma paire de Nike. Je pense que je serai très heureux en Angleterre. Cameron dit que je peux aider l'Angleterre à financer ses prochains blockbusters et sir Alex Ferguson [légendaire manager de Manchester United] que je peux l'aider à devenir le premier nouveau roi d'Ecosse, après Salmond. **Iain Hollingshead**

* En français dans le texte.

Campagne présidentielle

Le Royaume-Uni a voté : ce sera Cantona !

Le King Eric fait l'unanimité dans la presse britannique, où l'on regrette que sa candidature ne soit pas sérieuse. Ne serait-ce que pour secouer un peu la morne campagne présidentielle. Quel dommage que la vraie-fausse candidature d'Eric Cantona à l'élection présidentielle ne soit qu'un coup médiatique ! L'ancien footballeur a annoncé le 9 janvier dans *Libération* qu'il était à la recherche des 500 signatures nécessaires pour présenter sa candidature

à l'Elysée, mais la vérité a été révélée depuis : il s'agissait d'un stratagème pour attirer l'attention et soutenir la Fondation Abbé-Pierre. Certes, Eric Cantona ne semble pas le plus qualifié pour les hautes sphères de l'Etat. Presque aussi connu pour l'agression d'un supporter railleur que pour son jeu agressif sur le terrain, on pourrait le soupçonner de ne pas avoir le *sang-froid** nécessaire pour se lancer dans une carrière politique. Sa façon de s'exprimer, bien que

galvanisante à sa manière, est incompréhensible. Un jour, lors d'une conférence de presse, il a abasourdi toute la salle avec une déclaration qui semblait sortir de nulle part : "Quand les mouettes suivent un chalutier, c'est parce qu'elles pensent que des sardines seront jetées à la mer." Il aurait pourtant contribué à casser le train-train de la campagne présidentielle française. Impossible, en effet, de qualifier d'ennuyeux un homme qui, devant se décrire en cinq mots [dans une

interview au magazine britannique *GQ*, en juillet 2011], répond "the big sex of a sports fish" [le grand sexe d'un poisson de sport]. Son absence dans la campagne va sans doute décevoir les Français, mais c'est peut-être mieux comme ça. De nombreuses stars du sport ont tenté de se lancer dans la politique et ont vu leur campagne échouer ou être ridiculisée. George Weah, gagnant du Ballon d'or en 1995, s'est présenté à l'élection présidentielle dans son pays, le Liberia, et a été humilié quand

on révéla qu'il n'avait pas réellement le diplôme en management du sport de la Parkwood University de Londres. Depuis qu'il a arrêté le football, Eric Cantona s'est reconverti avec succès en acteur et en penseur. Devenir politicien ne ferait que desservir cet homme extraordinaire. Mieux vaut être le roi d'Old Trafford [stade de Manchester United] qu'un simple président*. **Vive le roi !*** **Financial Times** Londres

* En français dans le texte.

Hongrie

“Une étoile jaune collée sur ma boîte aux lettres...”

Une culture de la haine règne à Budapest, s'inquiète le journaliste Boris Kálnoky. Les hostilités entre “Juifs”, “fascistes” et “communistes” menacent la démocratie.

Die Welt (extraits) Berlin

Pendant les fêtes de fin d'année, une étoile de David a été collée sur ma boîte aux lettres, à Budapest. J'en ai parlé à mon voisin. “*En quoi cela me regarde-t-il ?*” m'a-t-il rétorqué, avant d'ajouter : “*C'est sur celle de ton voisin de palier qu'ils auraient dû la coller, parce que lui, c'en est un. Peut-être qu'ils se sont trompés.*” L'affaire m'a quelque peu étonné, pour deux raisons : en tant qu'Européen, d'abord, je pensais que nous n'en étions plus là depuis 1945 ; en tant que citoyen hongrois, ensuite, je suis à peu près certain que personne n'a eu de conjoint juif dans ma famille au cours des huit cents dernières années. En tout cas, je n'en ai trouvé aucun lors des trois années que j'ai consacrées à un ouvrage sur l'histoire de ma famille [*Ahmenland* (Le pays des ancêtres), Droemer, février 2011]. Mais peut-être cela se produira-t-il un jour, à mesure des brassages.

Ce n'est pas la première fois que je me fais traiter de “Juif”. La dernière fois, c'était après avoir interviewé l'écrivain juif hongrois György Dalos [voir CI n° 992, du 5 novembre 2009]. Le site d'extrême droite <hunhr.hu> m'avait alors défini comme un journaliste juif allemand (je ne suis ni l'un ni l'autre) et avait qualifié le quotidien *Die Welt* d’“organe cosmopolite haineux aux mains des Juifs ultralibéraux”. Ma belle-mère lit ce type de sites web – qui connaissent,

Divisions

1^{er} janvier Entrée en vigueur de la nouvelle Constitution, élaborée par la Fidesz, du Premier ministre Viktor Orbán, élu en 2010, avec les deux tiers des députés au Parlement. Les nouvelles mesures suppriment la référence à la “république” de Hongrie, accroissent le contrôle du gouvernement sur la justice et, en matière économique, sur la Banque centrale.

2 janvier Bien que divisée, l'opposition rassemble quelque 70 000 personnes dans une manifestation contre la nouvelle Constitution, jugée liberticide.

17 janvier La Commission européenne lance trois procédures du chef d’“infraction au droit communautaire” à l'encontre de la Hongrie.

18 janvier Critiqué au Parlement européen, Viktor Orbán obtient le soutien du PPE, le Parti populaire européen (dont il est l'un des vice-présidents) le plus puissant de l'assemblée de Strasbourg.

21 janvier Plus de 100 000 Hongrois défilent à Budapest pour manifester leur soutien au Premier ministre.



↑ Dessin d'Andrzej Jacyszyn paru dans *Rzeczpospolita*, Pologne.

semble-t-il, un succès croissant – et vit dans la crainte des conspirations sionistes. J'avais voulu réaliser cet entretien car György Dalos, détracteur acharné du gouvernement conservateur hongrois, avait déclaré que ce type d'attaques l'inquiétait de plus en plus. Si elles étaient légitimes, disait-il, leur virulence, en revanche, portait préjudice au pays. C'était également mon avis. Nous voulions voir si nous parviendrions à trouver un terrain d'entente par-delà les frontières idéologiques – il est libéral de gauche, je penche plutôt vers la droite chrétienne.

Mises à mort verbales

Ce terrain d'entente, nous le cherchons toujours. Mais nous sommes d'accord sur le fait que la Hongrie voit s'installer, à gauche comme à droite, une dangereuse culture de la haine qui ne constitue pas un terrain favorable à une démocratie saine.

Quel dommage ! A la fin des années 1980, les prédécesseurs des actuels conservateurs, socialistes et libéraux étaient parvenus, ensemble, à faire tomber le rideau de fer. Tous avaient contribué à faire de la Hongrie une société libre et démocratique, membre de l'UE et de l'Otan. Or, à en croire aujourd'hui les discours des conservateurs, des socialistes et des libéraux, les démocrates auraient disparu du paysage hongrois.

N'est démocrate que celui qui a la parole. Il n'y a pas de socialistes : selon la terminologie quasi officielle du gouvernement de la Fidesz, ce sont des communistes. Il n'y a pas de centre droit (comme

se considère pourtant la Fidesz) : selon la terminologie quasi officielle des socialistes et des libéraux, ce sont des fascistes, autoritaires, dictatoriaux et totalement antidémocratiques. Il n'y a pas de libéraux : s'ils sont de gauche, ce sont eux aussi des communistes ou, comme cela se dit plus ou moins ouvertement, des Juifs. C'est dans cette culture de la mise à mort verbale de l'adversaire politique que prolifère un nouveau parti d'extrême droite ouvertement raciste : le Jobbik. Les socialistes aiment le Jobbik : il leur permet de discréditer la Fidesz, accusé d'en être “idéologiquement proche”. Les nouveaux Verts (LMP) ont voulu former une coalition avec lui. La Fidesz tente de récupérer une partie de ses électeurs en lui emboitant le pas de temps en temps.

J'ai parfois l'impression que nous avons tous sombré dans la folie. Il existe un antisémitisme qui, comme j'ai pu le constater sur ma boîte aux lettres, peut au besoin se passer des Juifs. Tout comme il existe un anticommunisme sans communistes, un antifascisme davantage dirigé contre la Fidesz que contre le fascisant Jobbik, et

L'auteur

Citoyen à la double nationalité, hongroise et américaine, Boris Kálnoky est né à Munich en 1961, d'un père originaire de Transylvanie (actuelle Roumanie). Journaliste au quotidien *Die Welt*, il a couvert la guerre des Balkans et d'autres zones de conflit. Depuis 2004, il est correspondant à Istanbul.

une lutte contre la dictature en l'absence de dictateur. C'est un peu comme si tout ce qui avait été dissimulé sous le tapis à l'époque de la chute du communisme ressortait aujourd'hui.

Vingt ans plus tard, on rattrape le temps perdu. Le pouvoir communiste des années d'après-guerre comptait de nombreux Juifs – aujourd'hui, on voit monter à leur endroit une haine qui repose de manière subconsciente sur l'antisémitisme politique des décennies précédentes.

Esprit de vengeance

Le fait que le gouvernement post-communiste au pouvoir de 2002 à 2010 se soit distingué par un climat de corruption sans précédent et ait mené le pays à la ruine économique n'a fait qu'alimenter un stéréotype déjà profondément ancré dans les esprits selon lequel les socialistes sont des Juifs, lesquels sont des voleurs. Les socialistes sont chassés des médias. On cherche à sanctionner rétrospectivement les ex-communistes. Et la haine fonctionne à l'identique en sens inverse. Tout conservateur, voire tout chrétien, est traité de fasciste. L'écrivain juif Akos Kertész [survivant de la Shoah] s'est laissé aller à de basses tirades biologistes en écrivant : “*Le Hongrois est né vassal, c'est dans ses gènes.*” Beaucoup d'intellectuels “progressistes” en Hongrie ont exprimé leur compréhension.

Voilà donc où nous sommes rendus. Tout le monde vitupère et s'invective. Pour la première fois, un gouvernement [celui de Viktor Orbán], fort d'une majorité des deux tiers, a la possibilité de mener une politique volontariste et tournée vers l'avenir. Au lieu de cela, c'est un programme rigide, idéologique et à maints égards empreint d'un esprit de vengeance qui est mis en œuvre, dans un tumulte de discours extrémistes de tous bords politiques.

Beaucoup d'idées de la Fidesz étaient pourtant bonnes : mettre provisoirement les multinationales à contribution, faire baisser et simplifier l'impôt, réduire la dette publique en puisant partiellement dans les fonds de retraite, c'est-à-dire en prenant l'argent de la génération responsable de la dette plutôt qu'en accablant la suivante. Mais voilà, cela n'a pas fonctionné. Le forint dévise et l'endettement public reste élevé malgré l'amortissement de la dette. On assiste au règne de l'improvisation, l'impôt se complexifie et repart à la hausse. Il flotte dans l'air un sentiment généralisé de fiasco. C'est un sentiment que j'avais déjà évoqué avant les dernières élections : ce n'est pas la Fidesz qui bénéficie d'une majorité des deux tiers, c'est la colère citoyenne. Et celle-ci trouvera bientôt d'autres modes d'expression. Au plus tard, lors de la fête nationale du 15 mars, où des manifestations monstres sont attendues. **Boris Kálnoky**



Retrouvez sur presseurop.eu, premier site d'information multilingue européen, le portrait de Raed Arafat, le sauveur de la réforme de la santé.



Roumanie

Les "indignés" enflamment Bucarest

Les manifestations se multiplient et le gouvernement incrimine les "casseurs". Mieux vaudrait prendre ce mouvement au sérieux, note un sociologue roumain.

România Libera
(extraits) Bucarest

Il s'agit peut-être de la démonstration la moins homogène qu'il m'ait jamais été donné de voir en Roumanie : la diversité des participants – retraités, étudiants, révolutionnaires, intellectuels, chômeurs, supporters de football, chanteurs, etc. – n'a d'égale que celle de leurs revendications et de leurs griefs – salaires, retraites, taxe sur les voitures achetées à l'étranger, démission de Traian Basescu, le président.

Un seul dénominateur commun : l'indignation. Ces jours-ci, parmi les révoltés, on trouve aussi sur la place de l'Université de Bucarest des bandes de jeunes margi-

naux, mécontents – eux aussi – de ne pas trouver de travail, mécontents de la réduction des prestations sociales, de l'augmentation du coût de la vie. Qu'on le veuille ou non, ils font également partie de la société civile. Pour eux, la confrontation consiste avant tout à causer le plus de dégâts possible à l'adversaire, à lui cracher dans les yeux, à lui mettre un poing dans le plexus. Bon nombre d'entre eux font également partie des clubs de supporters des équipes de football. Ils ont toujours besoin d'un exutoire pour leur colère. Ils sont ici parce qu'ils peuvent hurler à leur guise leur exaspération, parce que enfin ils trouvent une place parmi ceux qui d'habitude les rejettent, parce qu'ils espèrent, comme nous tous, que quelque chose va changer dans leur vie.

Ces jours-ci, les protestataires ont fraternisé avec les gendarmes, les opposants avec ceux qui soutiennent le pouvoir... Tout le monde a fraternisé avec tout le monde, sauf avec les casseurs. Les manifestants ont en effet toujours pris soin de dire qu'ils protestaient pacifiquement. La violence

nous répugne tous. Mais la violence, ce n'est pas seulement arracher les pavés des rues. La violence, c'est aussi imposer une loi électorale sans arguments valables et sans débat public [lire ci-dessous]. Ou réduire les salaires de ceux qui travaillent honnêtement. En imputant la violence aux seuls casseurs, on risque de perdre le sens fondamental de la protestation.

Quant au gouvernement, il exprime sa pleine compréhension des griefs des manifestants et affirme reconnaître leur respect du droit démocratique de manifester dans des lieux autorisés. Mais il ne change en rien sa conduite. Il attend, de toute évidence, qu'une rafale providentielle de blizzard ou de lassitude chasse les manifestants de la place.

Cette stratégie comporte des risques : lorsque les gens comprendront qu'ils n'arrivent à rien en manifestant symboliquement leur exaspération, ils se sentiront marginalisés. Et ils deviendront eux aussi des marginaux. Et la gendarmerie devra identifier encore plus de casseurs !

Mircea Kivu

L'étincelle

9 janvier Le président Traian Basescu qualifie d'"ennemi de la réforme" le sous-secrétaire d'Etat à la Santé Raed Arafat, très populaire dans le pays, qui donne sa démission.

Début des manifestations.

Du 14 au 16 janvier Les manifestants, de plus en plus nombreux, scandent désormais des slogans contre tous les partis politiques. Des dizaines de blessés.

17 janvier Raed Arafat est rappelé au gouvernement et se voit confier le projet de réforme de la santé.

19 janvier Plus de 10 000 personnes manifestent à l'appel de l'opposition de gauche.

23 janvier Le mouvement continue bien que le nombre de manifestants soit en baisse.

Le ministre des Affaires étrangères est révoqué après avoir qualifié les manifestants de "masse inculte". Les observateurs ont du mal à cerner la portée et le sens des manifestations.

Le gouvernement ne s'est toujours pas prononcé sur l'éventualité d'élections anticipées.



RCS B 326 094 471 - Crédit photo: Christophe Abramowitz - HEMISPHERE PHOTO

PIERRE WEILL

Vendredi 19h20 - Partout ailleurs

Retrouvez "Tout un monde en cartes"

vendredi 27 janvier à 19h20 avec



franceinter.fr

Europe

Union européenne

Faut-il brûler les agences de notation ?

Reportage au siège espagnol de Standard & Poor's, l'agence qui a dégradé la note de la France. La société justifie sa décision, mais tient à rester discrète sur ses méthodes.

El País (extraits) Madrid

Un appartement discret dans une rue discrète au nom de marquis, dans le quartier le plus prospère de Madrid, héberge le siège espagnol de Standard & Poor's (S&P). Un jeune homme d'une trentaine d'années à l'accent étranger, tenue décontractée, fume devant l'entrée de l'immeuble. À l'intérieur, une plaque annonce l'étage de la société, l'une des trois principales agences de notation de la planète avec Moody's et Fitch. Dans la grande pièce, on ne voit pas de grands écrans et personne ne se déplace d'un pas rapide. Mais c'est dans des salles comme celle-là que se préparent des décisions qui font basculer les destins financiers internationaux et provoquent des crises qui ont fait trembler et s'effondrer plusieurs gouvernements. Les leaders européens ont très vite réagi à la dernière décision, à savoir la dégradation de neuf pays, dont la France, l'Italie et l'Espagne. C'est dire l'importance des agences dans cette crise.

Le jeune homme s'avère être l'un des 25 analystes de S&P en Espagne. L'un de ces hommes sans pitié qui, ces derniers mois, ont mis sens dessus dessous les marchés du monde entier par leurs baisses continues du *rating* [classement] des dettes souveraines. Après avoir terminé sa cigarette, il se mêle à ses collègues des deux sexes et de la même classe d'âge. Ils communiquent peu, seulement le strict nécessaire, normalement en anglais, tout en se concentrant sur une tâche précise. Ils sont de plusieurs nationalités et leur profession les oblige à être imperméables aux critiques qui pleuvent dès l'annonce d'une dégradation.

Confidentialité

Évaluer la solvabilité du reste de l'humanité est un métier qui en fait souvent une cible de choix pour les gouvernements, les établissements financiers, les entreprises et toutes sortes d'agents économiques. Sans aller plus loin, le 12 janvier, le président de la Généralité [région autonome] de Catalogne, Artur Mas, n'a pas mâché ses mots lorsqu'il s'est interrogé sur la dégradation de la Région autonome de Valence décidée par Moody's. "Soyons sérieux, ces agences donnaient la meilleure



↑ Dessin de Nerilicon paru dans **El Economista**, Mexico.

note à des établissements qui, quarante-huit heures plus tard, étaient en faillite", a-t-il déclaré, faisant allusion à la banque Lehman Brothers [déclarée en faillite le 15 septembre 2008]. Les codes de conduite des agences les rendent rétives aux contacts avec les médias. On ne doit pas parler, ne pas faire de déclarations, être invisible. Toutefois, à force d'être attaquées, elles ont fini par réagir et par entrouvrir leurs portes. "Nous n'aimons pas qu'on nous accuse sans preuve", se défend Myriam Fernández de Heredia, la seule Espagnole à la tête de l'agence, responsable du rating des dettes souveraines et du secteur public pour l'Europe, le

Moyen-Orient et l'Afrique. "Nous ne sommes pas coupables de la crise", intervient un dirigeant d'une autre agence, qui tient à garder l'anonymat. Myriam Fernández de Heredia nous explique par le menu la structure de S&P et son fonctionnement, qui diffère à peine de celui des autres agences ; mais elle ne dit rien de la dégradation. Les règles de confidentialité sont très strictes. Elle s'emploie donc à expliquer le complexe mécanisme servant à estimer la plus ou moins grande solvabilité des émetteurs, comme elle appelle ses clients. "Nous appliquons une méthodologie stricte, nous n'agissons pas par caprice, souligne-t-elle.

Nous nous efforçons d'attribuer des notes stables. Le marché, au contraire, est plus instable. Jusqu'à une date très récente, les marchés faisaient à peine la différence entre les obligations allemandes et grecques, tandis que nous, nous notions de manière différente la dette des deux pays. On ne dit rien à ce sujet. Et cela nous oblige à bien préciser les choses pour qu'on comprenne comment nous agissons." Myriam Fernández de Heredia et le dirigeant de l'autre agence rappellent que, quand les notes étaient plus élevées, de nombreux gouvernements s'en servaient pour vanter leur bonne santé financière. Or, aujourd'hui, ce sont les mêmes qui tentent de sous-estimer l'importance de la note.

Strict code de conduite

Pour devenir analyste, il faut une excellente formation sur les marchés et plusieurs années d'expérience en analyse de crédit. Indépendamment de son expérience, pour qu'une nouvelle recrue puisse travailler comme analyste, elle doit être reçue à deux examens qui certifient sa maîtrise des techniques d'analyse de toutes sortes d'actifs, ainsi que ses connaissances approfondies de la discipline dans laquelle elle va se spécialiser. L'anglais est la langue de travail, mais il n'est pas rare que les analystes soient trilingues.

Après leur embauche, ils passent souvent d'un service à l'autre, mais très rarement d'une agence de notation à une autre. Une fois entré dans ce secteur, il est difficile d'en sortir, et les plus âgés ont entre 35 et 55 ans. Ces entreprises imposent à leurs analystes un code de conduite très strict : ils ne peuvent pas recevoir de cadeaux, ni discuter des honoraires, ni prendre de décisions de manière unilatérale.

Les agences de notation sont des entreprises privées cotées en Bourse (McGraw-Hill dans le cas de sa filiale S&P) et cherchent avant tout la rentabilité. S&P et Moody's, qui se battent pour la première place, et Fitch, le troisième larron, se partagent 95 % de l'activité du secteur. Le milliardaire américain Warren Buffet détient 10 % de Moody's, mais en règle générale le capital des agences se répartit entre plusieurs fonds d'investissements, souvent les mêmes. Cette situation ainsi que leur position quasi oligopolistique ont semé le doute sur l'influence de ces fonds d'investissements dans ces agences. Ces derniers ont beau nier catégoriquement, il est évident qu'ils ont des intérêts communs.

Les trois agences ont un siège central à New York, un autre en Europe, à Londres, ainsi que plusieurs filiales (dont une à Madrid), et fonctionnent comme



Conséquence Dans notre dernier numéro, CI n° 1107, nous étions revenus sur la dégradation de la note de la France et d'autres pays européens par l'agence de notation financière Standard

& Poor's, ainsi que sur ses éventuelles conséquences politiques : "Pourquoi la France tombe", un dossier à retrouver sur notre site Internet.



des vases communicants. "Les équipes sont très soudées et personne ne travaille dans son coin", explique M^{me} Heredia. En ce qui concerne la dette souveraine des Etats, cinq facteurs sont pris en compte dans la note : la stabilité politique, la situation économique, les liquidités financières, les politiques budgétaire et monétaire. Chacun de ces postes se voit attribuer une note, de 1 à 6, où 1 est la meilleure note. Et c'est à partir de ce classement qu'est établi le rating définitif, qui va du triple A au défaut de paiement.

La notation se fait à la demande du client et elle évalue sa capacité à rembourser sa dette en temps et en heure. Dans le cas de la dette souveraine, ce sont donc les gouvernements qui sollicitent

ce rating. Il y a pourtant des exceptions. Les agences effectuent en effet de leur propre initiative les ratings des grandes puissances : la France vient d'en faire la douloureuse expérience. Les agences rendent ainsi service aux investisseurs, qui sont, en définitive, les principaux utilisateurs et les premiers à réclamer ces notations. De surcroît, la méthode utilisée nécessite d'avoir la note d'un pays pour analyser toute autre entité installée dans ce pays.

Le mode opératoire est des plus simple. Deux analystes proposent une note à la commission dont ils font partie, composée d'autres analystes chevronnés. Ils communiquent par vidéoconférence ou par téléphone. La commission est com-

"Nous ne sommes pas coupables de la crise, nous n'aimons pas qu'on nous accuse sans preuve, nous n'agissons pas par caprice"

posée d'un nombre impair de personnes, généralement cinq ou sept ; il n'y a pas de voix prépondérante et sa composition n'est jamais rendue publique.

La décision de la commission est ensuite communiquée au client et, selon les normes en vigueur en Europe, cette décision doit rester confidentielle pen-

dant douze heures. Une fois le rating octroyé, il y a un suivi et une révision de la note au minimum une fois par an. Le nombre de révisions augmente en période d'instabilité, comme c'est le cas actuellement.

C'est ainsi que, le 13 janvier 2012, neuf pays ont vu leur note dégradée. Une décision qualifiée d'"aberrante" par Bruxelles. "Le rating a encore de beaux jours devant lui", s'insurge Myriam Fernández de Heredia. Il est probable qu'elle ait, en tant que responsable de la notation des Etats et du secteur public pour l'Europe, participé à la dernière commission sur la dette souveraine, même si la composition de la commission reste confidentielle.

Miguel Angel Noceda

Coup de force

Non à l'ingérence américaine !

En dégradant la note de neuf pays, l'agence Standard & Poor's opère une division Nord-Sud de la zone euro. Un coup de force inadmissible, estime le quotidien libéral de gauche.

Süddeutsche Zeitung Munich

Les choses deviennent sérieuses. En abaissant la note de neuf pays sur dix-sept [le 13 janvier], la toute-puissante agence américaine Standard & Poor's a lancé contre l'Europe une attaque généralisée, aussi audacieuse que contradictoire, et laissé entendre que d'autres dégradations pourraient suivre dans le courant de l'année. Une entreprise quasi monopolistique menace de jeter la pierre à des gouvernements démocratiquement élus. On avait rarement vu un tel toupet.

Cette décision jette un éclairage nouveau sur les relations entre les Etats aux prises avec la crise et les gardiens auto-proclamés de la solvabilité. Standard & Poor's veut absolument s'immiscer dans les affaires européennes. L'agence américaine a attaqué de sa propre initiative, sans qu'on lui demande quoi que ce soit, et juste à temps, puisque les dirigeants européens doivent se réunir à Bruxelles le 30 janvier. Le message est clair : faites ce que l'on vous dit, vous n'avez pas le choix. L'agence de notation ne craint pas de placer les pays de la zone euro sur le même plan que les pays en développement. Les investisseurs qui placent leur argent en Espagne ou en Italie prennent apparemment les mêmes risques que s'ils décidaient d'investir en Inde, en Colombie ou aux Bahamas. Ce raisonnement est aussi absurde que grotesque. Reste à savoir si ce jugement se traduira

de manière concrète en termes financiers. Nous le saurons quand les pays concernés lanceront de nouveaux emprunts d'Etat.

Le véritable danger vient toutefois d'ailleurs : l'agence de notation ne s'est pas contentée de donner son opinion sur les placements les plus judicieux pour les investisseurs, elle s'est lancée dans une tentative d'ingérence directe dans les affaires européennes. Ce n'est pas la place d'une agence de notation. Les Américains essaient de plus en plus ouvertement d'obliger les Européens à adopter les mêmes logiques économiques et financières qu'eux. Autrement dit : faire tourner la planche à billets dès que c'est nécessaire, que ce soit pour voler au secours des banques ou pour mettre en place une politique de relance budgétaire. Ceux qui s'y refusent voient leur note diminuer.

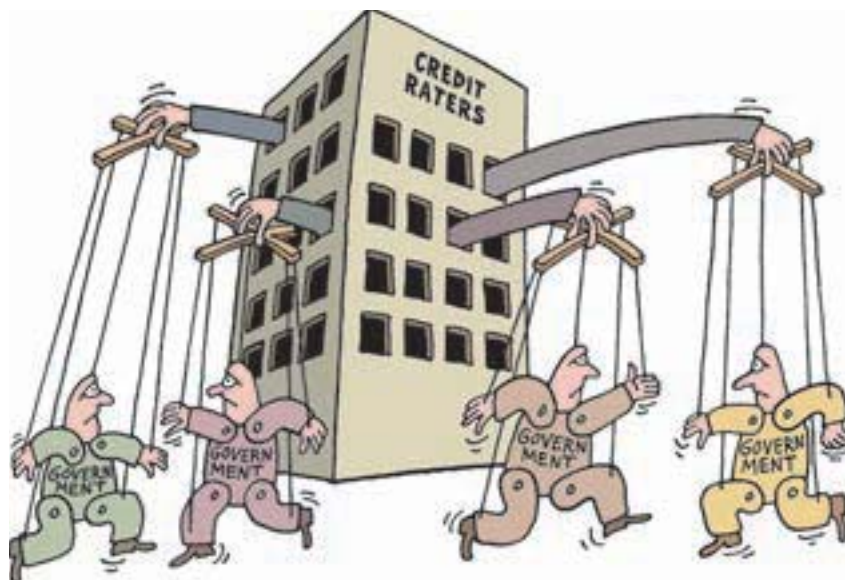
Si les spécialistes américains disent avoir pris en compte la crise politique latente sur le continent, l'adoption de

nombreuses réformes et mesures d'économie, ainsi que l'existence d'un fonds de stabilité destiné à venir en aide aux pays les plus fragiles, ils n'ont visiblement pas tout compris. Selon eux, ces mesures sont trop compliquées, le Fonds européen aurait trop peu d'argent et les Européens miseraient trop sur l'épargne et pas assez sur les stimuli budgétaires. L'action de la Banque centrale européenne (BCE), en revanche, a été saluée par les agences de notation. En rachetant les dettes des pays les plus instables dans des proportions démesurées, la BCE leur aurait permis de se maintenir à flot. Témoignant d'une souplesse remarquable, la BCE leur a également permis d'emprunter des milliards à taux réduit. Les agences de notation ont tout intérêt à ce que la BCE maintienne son taux d'intérêt directeur à seulement 1% - inflation ou non -, car cela est censé permettre aux entreprises de trouver des financements bon marché, de se remettre à produire et donc de créer des emplois.

Plus la BCE se rapproche du modèle financier et économique américain, plus les agences se montrent conciliantes. Autrement dit : tant que les Européens ne se conforment pas aux critères des agences, leur note sera abaissée, et, lorsque ces dégradations auront effectivement causé la ruine de plusieurs pays et fait s'effondrer la zone euro, il ne faudra y voir que des dommages collatéraux et une conséquence logique de cette désobéissance.

Standard & Poor's a déjà réussi à semer la zizanie entre membres de la zone euro. L'Allemagne est le bon élève que tout le monde déteste ; malgré tous leurs efforts, les Italiens ne sont que des vauriens et la France semble en retard sur l'Allemagne. Cela fait déjà un moment que les agences de notation envisagent le scénario que redoutent tant de responsables politiques : l'éclatement de la monnaie unique en un euro du Nord et un euro du Sud. Les agences américaines divisent l'Europe. On remarquera également que la zone euro ne compte désormais plus que seize pays : la Grèce - n'étant plus jamais mentionnée - ne semble déjà plus en faire partie.

Les gouvernements européens ont le choix entre deux possibilités : ils peuvent jouer le jeu des agences de notation et suivre leurs instructions, l'œil rivé à leur note ; ou bien ils peuvent tirer les leçons de l'Histoire et réformer ce système d'évaluation datant du siècle dernier. Le monopole des trois grandes agences de notation appartient au passé. Celles-ci doivent être tenues de rendre des comptes et revoir leur échelle de notation. Sans cela, ce petit jeu peut continuer longtemps, jusqu'à ce que tous les pays aient perdu leur solvabilité. Au moins pourrait-on alors se débarrasser des agences. **Cerstin Gammel**



← Dessin d'Arendt, Pays-Bas.

Europe

Economie

L'Italie brisée, mais l'Italie libéralisée

La péninsule s'apprête à vivre une grande révolution libérale. Mais les professions concernées, chauffeurs de taxi en tête, manifestent en masse.

Il Fatto Quotidiano Rome

C a y est, les "libéralisations", c'est parti [le décret de libéralisation du gouvernement de Mario Monti a été adopté le 20 janvier]. Les heures d'ouverture des magasins ont déjà été élargies [depuis le 1^{er} janvier, les commerces qui le souhaitent peuvent ouvrir vingt-quatre heures sur vingt-quatre]. Désormais, de nombreuses formalités administratives à l'entrée de divers secteurs aujourd'hui réglementés sont levées : pharmacies, taxis, bureaux de presse, professions libérales, etc. Bref, une grande vague de concurrence va s'abattre sur la péninsule. Pour comprendre la portée de telles dispositions, il faut rappeler qu'en Italie une dichotomie s'est creusée au fil



↑ Dessin de Mauro Biani, Italie.

des ans entre les secteurs protégés et les secteurs exposés à la concurrence internationale, en particulier celle des pays émergents. Les secteurs ouverts à la concurrence, à savoir la quasi-totalité de l'industrie manufacturière et certains segments du tertiaire (les secteurs mar-

1,70 euro C'est le prix actuel du carburant au litre en Italie (1,50 en France), en raison de la hausse de la taxation voulue par le plan de rigueur du gouvernement Monti.

Conséquence : dans tout le pays les camionneurs étaient en grève la semaine du 23 janvier, bloquant les routes pour protester contre ces prix record.

revenus des propriétaires d'une licence. Plus de concurrence implique forcément des avantages pour les clients ; des prix plus bas, plus d'innovation, et des services améliorés. En résumé, l'objectif des libéralisations est de défendre le consommateur final. Et c'est une chose juste.

Taxis à l'américaine ?

Mais en libéralisant les horaires d'ouverture, par exemple, on favorise clairement la grande distribution au détriment du petit commerce. En libéralisant les licences des taxis on introduit du changement au sein du secteur. A New York, le voyageur découvre vite que la quasi-totalité des chauffeurs de taxi sont des immigrants de première génération, souvent des Africains qui viennent de débarquer aux Etats-Unis. Dans les villes américaines, des sociétés accaparent les licences et les voitures, et relèguent les chauffeurs au rang d'employés sous-payés. Sommes-nous sûrs de vouloir une transformation aussi profonde d'un point de vue social ?

Disparité de salaires

D'un autre côté, des segments importants de l'économie italienne échappent à la concurrence chinoise ou brésilienne. Il s'agit en général des secteurs non marchands, qui englobent de nombreux services. Cela pose donc un problème de disparité entre ces deux secteurs. D'autant que les revenus des travailleurs non salariés ont augmenté plus que les revenus des travailleurs salariés des secteurs ouverts à la concurrence.

Est-il juste que certains secteurs soient soumis à une concurrence chinoise ou indienne impitoyable quand d'autres peuvent fixer des prix élevés protégés par leur licence ? Est-il juste qu'un jeune ingénieur diplômé perçoive 1 600 euros par mois quand son homologue notaire peut gagner entre 5 000 et 7 000 euros ? Est-il juste qu'un chauffeur de taxi gagne entre 3 500 et 5 000 euros par mois, contre 1 150 euros pour un ouvrier de la sidérurgie ?

Par ailleurs, ce plan de libéralisations vise à abaisser les tarifs et à diminuer les

Les libéralisations ont aussi pour objectif de favoriser l'entrée des jeunes dans certains secteurs : les jeunes architectes, les diplômés en pharmacie, les jeunes chauffeurs de taxi, etc. Abattre les barrières à l'entrée des secteurs réglementés revient à augmenter les débouchés pour eux. Mais deux questions restent en suspens : comment gérer le passage d'un système non marchand (l'économie italienne d'aujourd'hui) à un système ouvert ? Sommes-nous sûrs de vouloir les mutations sociales engendrées par ce changement ? Si les petits commerces ferment progressivement, le visage des villes ne changerait-il pas profondément ? Bref, rien n'est tout noir ni tout blanc. Les problèmes sont complexes et demandent des réponses articulées. Tout le contraire de ce que la "politique spectacle" propose depuis vingt ans. **Sandro Trento***

* Professeur d'économie à l'université de Trente (nord-est de l'Italie), Sandro Trento collabore régulièrement à la presse transalpine : *Corriere della Sera*, *Il Riformista* et maintenant *Il Fatto Quotidiano*, ancré à gauche.



Polka, maintenant tous les deux mois
En vente 5 € chez votre marchand de journaux

Contexte

Une politique de gauche ?

"Taxi power", titrait l'hebdomadaire de centre gauche début janvier en critiquant vivement la "corporation" des taxis italiens, qui ont manifesté et organisé des grèves sauvages tout au long de



janvier, et encore le lundi 23 janvier, pour dénoncer la libéralisation de leur secteur. Le décret suscite l'hostilité de nombreuses professions, notamment celle des avocats et des pharmaciens. En Italie, paradoxalement, la presse de droite critique ces mesures,

défendant des professions qui votent traditionnellement à droite, tandis que la presse dite "progressiste" soutient Mario Monti, arguant que sa politique met fin aux privilèges de certaines corporations et introduit un peu de méritocratie dans un pays régi par les passe-droits.



Restructuration Au bord de la Tamise, le Shard est situé dans le quartier en pleine restructuration de London Bridge, au centre de la capitale, entre le London Bridge proprement dit et le célèbre Tower Bridge. Avant lui, le plus haut

gratte-ciel du Royaume-Uni était One Canada Square (235 mètres), construit en 1991 dans le quartier d'affaires de Canary Wharf. La tour la plus élevée de l'Union européenne était jusqu'à présent la Commerzbank Tower à Francfort.

Royaume-Uni

Un gratte-ciel qatari planté au cœur de Londres

Financée par le Qatar, la plus haute tour d'Europe sera inaugurée à Londres en juin. Pour son architecte, c'est un espace de vie. Pour d'autres, un vulgaire monument au capitalisme.

The Guardian (extraits) Londres

Un sommet au sommet. Bientôt l'avenir du monde se décidera au dernier étage du Shard ["tes-son", "éclat de verre"], le plus haut gratte-ciel d'Europe. Son promoteur, Irvine Sellar, envisage en effet de faire du 78^e étage, si haut perché qu'il se trouve parfois au-dessus de la couche nuageuse, un lieu de conférences prestigieux permettant aux dirigeants politiques de se retrouver loin de l'agitation tout en jouissant d'une vue imprenable sur le pont de Londres. "On pourrait envoyer les dirigeants européens là-haut et les empêcher de descendre tant qu'ils n'auront pas résolu la crise de l'euro", plaisante-t-il. Cette salle, qui sera la plus élevée en Europe, pourra accueillir jusqu'à 60 personnes et sera accessible par un ascenseur privé.

Irvine Sellar et son architecte, Renzo Piano, ne sont pas complètement d'accord sur le projet. Un espace panoramique public sur quatre étages est déjà en cours d'aménagement au 68^e étage avec un accès payant estimé à une vingtaine d'euros. Mais le promoteur, soucieux de récupérer son investissement de 2 milliards de livres [2,5 milliards d'euros], ne veut pas laisser passer la manne financière

représentée par les derniers étages. Pour Renzo Piano, le Shard est "une célébration de la vie et, dans une certaine mesure, de la poésie", et il propose donc d'en faire un espace réservé à la méditation et non aux hommes les plus riches et les plus puissants de la planète.

Tout en haut du Shard, qui culmine à 310 m, le panorama est des plus spectaculaires. Les hélicoptères et les avions venus atterrir à l'aéroport de la City passent à votre hauteur et, quand il fait beau on peut voir au loin jusqu'à 65 km. Les ouvriers du chantier racontent même qu'il neige parfois au sommet alors qu'il pleut tout en bas.

L'idée de Renzo Piano n'est pas sans rappeler la Pyramide de la paix dans la capitale du Kazakhstan, Astana. Au faite de cet édifice conçu par Norman Foster se trouve une salle de conférences de 200 places destinée aux représentants de toutes les religions du monde. Le Shard doit être achevé en juin et risque donc d'ouvrir ses portes en plein marasme économique britannique. Pour l'instant, les 27 étages de bureaux n'ont pas encore trouvé preneur, même si les promoteurs se veulent rassurants et justifient cette situation par une volonté de

n'accepter qu'une clientèle triée sur le volet. quatre-vingts pour cent de l'édifice appartient au Qatar et pour ses détracteurs cette création architecturale n'est que

"le poignard du capitalisme mondialisé" ou encore "une pyramide moderne célébrant l'arrivée des Qataris sur la scène mondiale". Mais de nombreux Londoniens sont déjà attachés à l'édifice. Renzo Piano refuse de voir ce gratte-ciel comme l'emblème d'une époque moribonde vouée au culte de "l'arrogance et du pouvoir". Pour lui, le Shard est au

contraire avant-gardiste et garant de la préservation des espaces naturels : il pourrait empêcher

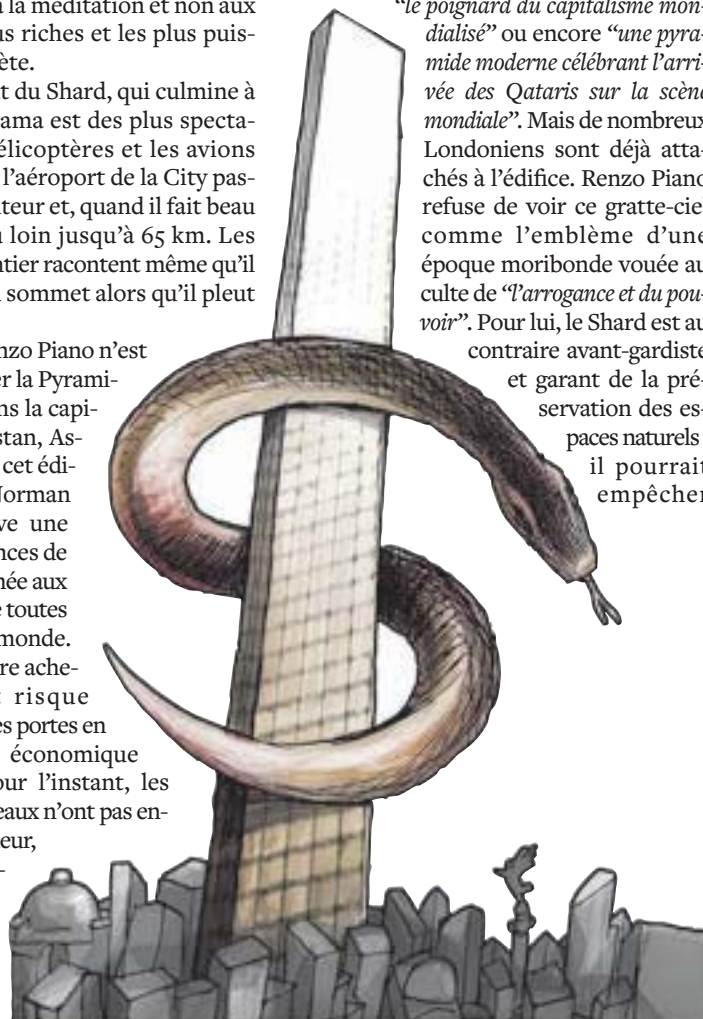
la campagne d'être engloutie par l'expansion urbaine. "L'argent n'a rien à voir là-dedans, dit-il. Il faut plutôt parler de surprise et de joie. Il s'agit avant tout d'une piste pour l'évolution des grandes villes. L'expansion urbaine doit s'arrêter et nous ne devons pas empiéter sur la ceinture verte. Et si nous réussissons grâce à la verticalité, nous envoyons un message fort. Non pas un message d'arrogance et de pouvoir mais une volonté de favoriser l'intensité de la vie dans les grandes villes."

Pour ses détracteurs, la tour est "une pyramide moderne célébrant l'arrivée des Qataris sur la scène mondiale"

Les travaux ont commencé pour l'installation d'un hôtel Shangri-La 5 étoiles de 18 étages au sein du Shard et de dix gigantesques appartements aux derniers étages, vendus pour des dizaines de millions de livres. Mais pour Irvine Sellar, dont l'entreprise possède 20 % de l'édifice, cette construction n'est pas en porte-à-faux avec l'ère d'austérité actuelle. "Si nous voulons sortir de la crise, c'est justement ce genre de projet qu'il nous faut, avance-t-il. C'est un excellent symbole pour notre ville. Son message ? Londres, c'est le Shard, et la tour Eiffel peut aller se rhabiller."

Robert Booth

← Dessin de Boligán, Mexique.



Espagne

Le roi est nu, vive la république !

Le gendre du roi a été inculpé de corruption. Certains réclament le départ du monarque.

El Siglo de Europa Madrid

La chasse est ouverte. Les critiques des médias contre la famille royale d'Espagne, jusqu'à présent plus ou moins retenues, prennent aujourd'hui la forme d'une pluie de feu. Dans le point de mire, le palais de la Zarzuela [la résidence royale à Madrid]. Dans le baromètre d'octobre [qui mesure la popularité des institutions] élaboré par le Centre espagnol d'enquêtes sociologiques (CIS), pour la première fois, la monarchie n'a même pas décroché la moyenne. On le sait, un malheur n'arrive

jamais seul et, en règle générale, l'opinion a un flair quasi infaillible. Car il y a à peine deux mois, hormis quelques rumeurs, on ne savait rien des manœuvres peut-être délictuelles du gendre du roi, Iñaki Urdangarin.

Aujourd'hui, les soupçons de corruption pesant sur l'époux de l'infante Cristina résonnent comme une irrépressible clameur. Dans les médias, les accusations s'enchaînent. "Urdangarin est en affaires avec un prince saoudien accusé d'avoir violé un mannequin espagnol", assure *La Gaceta*. "La société d'Urdangarin et de l'infante a fait des fausses factures", renchérit *El Mundo*.

Il n'y a plus personne ou presque pour prendre la plume ou la parole afin de défendre la monarchie. Dans l'affaire Urdangarin, les médias de gauche comme de droite s'accordent sur l'essentiel :

impossible de soutenir la Couronne avec un tant soit peu de fermeté. On a peine à croire que le gendre de Juan Carlos, qui s'est enrichi pour une bonne part grâce à ses liens avec la famille royale, a pu faire ce qu'il a fait sans que le roi et son entourage en sachent rien. Tous les indices le montrent : la monarchie espagnole vit ses pires heures depuis la transition [la transition démocratique, après la mort du dictateur Franco, en 1975].

Non, il ne s'agit pas d'une affaire "privée" (pas même le plus idiot des idiots du village n'y croirait), et non, il ne suffit pas de proclamer que le comportement de son gendre "n'est pas exemplaire". Quant à la publication par la Couronne de ses dépenses sur Internet, elle ne suffit pas à donner un sentiment de maîtrise et de confiance. Certes, c'est une avancée positive, mais qui arrive bien tard (après la

bataille, pour ainsi dire). Il est pathétique de voir le prince Felipe se sentir obligé de préciser que la fondation Príncipe de Girona, qu'il présentait récemment à Barcelone, "a l'ambition de l'honnêteté et de la transparence". D'autant que le prince héritier est précisément la meilleure carte, sinon la seule, que puisse encore abattre la Couronne dans les circonstances actuelles. Le cycle de Juan Carlos semble toucher à sa fin. Les casseroles que traînent désormais le duc et la duchesse de Palma [Urdangarin et l'infante Cristina], qu'ils le veuillent ou non, sont un handicap pour le souverain. L'heure du changement a sonné à la Zarzuela. D'ailleurs celle de la république sonnera tôt ou tard. Comme cela s'est passé, en somme, au Portugal, en France et en Italie, pour ne parler que de nos plus proches voisins.

Enric Sopena

Amériques

Venezuela

Hugo Chávez : “El Comandante” est devenu mortel

Malade, le président du Venezuela est candidat à sa propre succession. Pour ce scrutin qui a lieu en octobre, l'opposition cherche à s'unifier... L'écrivain Boris Muñoz, qui vit à l'étranger, est allé à Caracas prendre le pouls de son pays natal.

Gatopardo (extraits) Bogotá

E h ! Ah ! Chávez ne s'en va pas ! Eh ! Ah ! Chávez oui s'en va !”, a crié l'homme en traversant la place Bolívar, dans le centre de Caracas. Il y a cinq ans [c'est-à-dire au moment du référendum sur la réélection illimitée du président, dont la campagne se jouait sur ce slogan], en ce même endroit qui représente pour beaucoup le cœur symbolique du Venezuela, même les spectateurs les moins informés ne seraient pas restés indifférents aux messages de soutien ou d'opposition au président. Portés par l'impulsion aveugle de la polarisation qui déchirait alors la société vénézuélienne, ils auraient tous pris parti. En ce jour de novembre, personne n'a réagi. Je ne devais rester que quelques jours à Caracas, mais j'avais prévu de visiter le centre.

Il y a cinq ans, le quartier était en ruine. Il ressemblait à un décor de film apocalyptique et était envahi par les vendeurs à la sauvette. Les murs étaient noirs de saleté et recouverts de graffitis politiques, les vitrines brisées, les façades délabrées. Une puanteur tenace d'urine et d'excréments prenait à la gorge et les toxicomanes accrochés au crack mendiaient à tous les coins de rue pour se procurer une nouvelle dose, en agitant leurs doigts brûlés et en exhibant leurs gencives noires. Aujourd'hui, les façades des bâtiments historiques ont été ravalées, elles sont peintes de couleurs vives. Les cafés, qui avaient été remplacés par des taudis où se tenaient des paris, ont refait leur apparition, et avec eux un climat de normalité et une forme de vie urbaine. Il y a même quelques petites chocolateries qui vendent du très bon chocolat socialiste. Même s'il reste évident qu'avant de se débarrasser réellement de la sauvagerie qui règne à Caracas depuis vingt ans il y a encore du travail.

Je me suis rendu aussi place Bolívar pour mieux ressentir le contexte politique actuel. J'ai essayé de discuter avec quelques personnes, sans grand succès. Toutes semblaient vouloir éviter de gâcher le moment présent en parlant de



↑ Hugo Chávez le 14 août 2011, de retour à Caracas après son deuxième cycle de chimiothérapie à Cuba.

Beau joueur “Si je ne gagne pas l’élection du 7 octobre, ce ne sera pas la fin du monde”, a affirmé Hugo Chávez lors d’une interview diffusée sur la chaîne de télévision

privée **Televen**. “Dans ce cas, je serai le premier à le reconnaître, je remettrai le pouvoir [au vainqueur]”, a ajouté le président vénézuélien, qui s’est

par ailleurs montré convaincu d’être réélu car aucun des précandidats de l’opposition “n’a le minimum requis” pour être chef de l’Etat.



la réalité. Avec mon amie Nidia Hernandez, poète, nous avons fini par nous asseoir sur un banc, à côté d’un groupe de femmes en pleine conversation. J’ai abordé celle qui était assise près de moi. Elle s’appelle Tibisay Ochoa et a travaillé pendant vingt-quatre ans à la caisse d’épargne. Elle habite dans le quartier de La Pastora, le plus ancien de Caracas, où l’on peut encore voir ces grandes maisons qui datent de l’époque coloniale. Chávez est aussi à l’origine de changements positifs dans ce quartier. “Quiconque vit ici depuis longtemps reconnaît que des progrès ont été faits, qu’il y a moins d’inégalités. Je vois bien qu’à La Pastora les choses ont changé pour les personnes qui n’avaient ni instruction ni opportunités.”

Moins de polarisation

Tibisay a onze frères et sœurs. “Certains travaillent pour le gouvernement sans pour autant être des partisans de Chávez”, dit-elle. Elle fait allusion de façon ambiguë à son affiliation politique. “Je ne suis même pas dans l’autre camp”, explique-t-elle en parlant de l’opposition. A ce moment, j’en déduis que Tibisay est favorable au président. Pourtant, juste après avoir parlé des réussites en matière d’éducation, elle ajoute que parmi les conséquences les plus négatives de l’ère Chávez il faut mentionner l’insécurité et le coût élevé de la vie, “qui n’épargnent personne”.

Ce qui me frappe, au cours de ce voyage, comparé à mes trois visites précédentes de 2011, c’est le fait que les gens semblent plus décontractés, moins polarisés. Est-ce par résignation, par conformisme ou par optimisme ? A moins que je ne regarde le monde à l’envers... “La maladie du président, explique mon amie Nidia, a refroidi les passions, comme si elles avaient été ensevelies sous une pluie de grêlons. Certains respirent calmement, d’autres retiennent leur souffle. Ceux qui le détestent mais

La maladie du président a refroidi les passions

qui ne lui veulent pas de mal se sont rendu compte qu’il était lui aussi mortel, qu’il pouvait aussi disparaître. Ce n’est pas ce qu’il avait prévu, lui qui avait annoncé en grande pompe son intention de rester au pouvoir jusqu’en 2021, voire jusqu’en 2025, ce qui pour beaucoup semblait une éternité.”

Qu’il lui reste deux ou vingt ans à vivre, le secret d’Etat entretenu autour de la maladie de Chávez suggère que le mal dont il est atteint est probablement incurable. Selon l’historienne Margarita López Maya, spécialiste du Venezuela du xx^e siècle, le regain de popularité de Chávez depuis juin 2011 est surtout dû à la couverture médiatique consacrée à son cancer. “On ne sait pas si le président travaille deux, cinq ou douze heures par jour. Une chose est sûre, son temps est organisé à la seconde près pour donner l’illusion qu’il



JORGE SILVA/REUTERS

↑ Des enfants jouent dans la nouvelle ville socialiste de Ciudad Caribia, inaugurée en août 2011.

continue à travailler. Cependant, dans ses déclarations, il ne semble pas toucher terre.” Margarita López Maya fait référence au ton grandiloquent avec lequel le président a pu soutenir que le Venezuela était sur la voie de l’autosuffisance agricole, alors que c’est tout le contraire. Elle veut aussi parler des félicitations qu’il a adressées à la ministre du Service pénitentiaire, Iris Varela, alors que les prisons sont le théâtre d’émeutes et de bagarres au bilan catastrophique. “J’ai toujours l’impression qu’il est un peu déconnecté de la réalité”, conclut-elle.

Quiconque ayant toute sa tête admet cependant que la carrière de Chávez n’est pas terminée. Pourtant, les stratégies politiques qui s’offrent à lui sont de moins en moins nombreuses.

En 2008, à la suite de l’effondrement des prix du pétrole, une récession économique s’est enclenchée qui, malgré la remontée des prix, n’a commencé à se résorber qu’au dernier trimestre 2011. La stagnation économique, la terrible insécurité générale, les coupures d’électricité dans les grandes villes du centre du pays, la pénurie de logements et la précarisation de l’emploi ont fait perdre à Chávez une partie de son magnétisme.

“Sa frustration vient du fait qu’en dépit de sa grande popularité, son projet n’a pas réussi à convaincre totalement ses sympathisants. Qui veut vraiment du socialisme ? C’est un pays qui aime la consommation et ça n’a pas changé avec Chávez. Cette tendance s’est même accentuée. Il le sait, ce qui l’agace beaucoup. Voilà pourquoi il en est venu à soudoyer ses partisans”, explique une correspondante

Plus de 12 ans au pouvoir

1998 Hugo Chávez Frias est élu président de la République avec 56 % des voix le 6 décembre.

1999 Une nouvelle Constitution est adoptée par référendum le 19 décembre. Le Venezuela prend le nom de République bolivarienne du Venezuela.

2000 Réélection pour un mandat de six ans.

2002 Le gouvernement provisoire mis en place par le coup d’Etat du 11 avril est renversé moins de 48 heures après et Chavez est rétabli dans ses fonctions.

2004 Par référendum, 58 % des électeurs vénézuéliens disent non à la révocation du mandat de Chávez le 15 août.

2006 Seconde réélection avec 63 % des voix le 3 décembre.

2007 Nationalisation des principales grandes entreprises (pétrole, électricité, télécoms). En décembre, première défaite électorale : les Vénézuéliens rejettent une réforme constitutionnelle qui visait à supprimer la limitation du nombre de mandats présidentiels successifs.

2009 Les électeurs autorisent par référendum la réélection illimitée du chef de l’Etat le 15 février.

2010 La coalition des partis de l’opposition fait une percée significative aux élections législatives du 26 septembre.

2011 Hugo Chávez est opéré à Cuba d’une tumeur cancéreuse le 10 juin.

2012 Primaires de l’opposition prévues pour le 12 février. Election présidentielle prévue pour le 7 octobre.

étrangère. Elle ajoute que, malgré tout ce qu’il leur a consenti, il n’en fera pas des socialistes, mais qu’il pourra rester au pouvoir s’il sait les séduire.

La situation est particulièrement paradoxale, car, malgré tout, le président incarne toujours l’espoir des plus pauvres, qui le voient comme une figure protectrice. Selon tous les sondages fiables, la popularité de Chávez perdait du terrain lentement mais sûrement juste avant l’annonce de sa maladie [début juin 2011]. Une érosion liée, sans doute, à l’affaiblissement de son projet politique et à une mauvaise gouvernance. Son cancer lui a procuré une trêve. Fin 2011, il était soutenu par plus de 50 % des Vénézuéliens, un chiffre miraculeux après avoir passé treize ans au pouvoir sans jamais chercher à éviter les conflits. Ce pourcentage atteint 60 % pour les tranches les plus pauvres de la population, qui le considéraient comme un dirigeant expérimenté. Ce sont pourtant ces mêmes électeurs qui trouvent que leur vie n’a pas changé depuis six ans, voire qu’elle a empiré.

Un contexte très différent

La question est de savoir si Chávez va survivre et, malgré son discours éculé, s’il est capable de séduire à nouveau, ou au contraire si l’opposition saura persuader les électeurs d’essayer une autre voie.

En tout cas, il est évident que le contexte n’a rien à voir avec celui des élections de 2006. A l’époque, l’opposition tenait à peine debout, après avoir traversé une période autodestructrice entre 2002 [coup d’Etat raté du 11 avril] et 2005. ► 28

Amériques

Suite de la page 27

En 2012, la situation est différente. "Tout indique que les électeurs veulent surmonter les conflits et la polarisation grâce à des hommes politiques qui ne soient pas des références évidentes à la vie politique de ces cinquante dernières années", avance Margarita López Maya. Elle n'en veut pour preuve que la compétition qui a déjà commencé pour désigner le candidat unique de l'opposition. Parmi les cinq prétendants au titre, quatre ont moins de 45 ans. "Ce ne sont pas vraiment des visages nouveaux, mais on ne peut pas non plus dire que Leopoldo López [39 ans, ancien maire de Chacao, Voluntad Popular (VP)], Pablo Pérez [42 ans, gouverneur de l'Etat de Zulia, parti social démocrate Un Nuevo Tiempo (UNT)], María Corina Machado [44 ans, députée, ancienne présidente du mouvement Súmate] ou Henrique Capriles Radonski [gouverneur de l'Etat de Miranda, Justice d'abord, centre droit] représentent le passé, même s'ils ont tous un passé", ajoute-t-elle. En 2012, le jeu électoral sera très fermé. Chávez ne reviendra sur aucun point de son discours à moins que ce ne soit indispensable, ce qui l'empêchera de proposer quelque chose de nouveau. "En plus de la Gran Misión Vivienda [programme de construction de logements], il a lancé en 2011 plusieurs nouveaux projets du même acabit", continue Margarita López Maya.

Un courant d'air frais

Il ne s'agit pas là d'une simple promesse électorale. Le président compte offrir 150 000 maisons équipées à des foyers sélectionnés par le biais d'une enquête sur le logement. Il ne pourra peut-être en réaliser que 30 000, mais les familles qui occuperont ces habitations donneront l'impression que mieux vaut tard que jamais : le président aura fini par les construire.

Quel qu'il soit, le candidat de l'opposition sera sur la corde raide jusqu'aux élections du 7 octobre 2012. Il lui faudra imaginer un avenir prospère, mais crédible, à l'opposé du "socialisme du XXI^e siècle" et des années qui ont précédé l'arrivée de Chávez. L'équation est



↑ Premier débat public des cinq candidats de l'opposition le 14 novembre 2011, avant les primaires prévues pour février 2012.

particulièrement complexe car le Venezuela est un pays pétrolier.

Remplacer le "socialisme du XXI^e siècle" exigerait énormément de compromis politiques et économiques dans un pays qui a l'habitude d'avoir la vie facilitée par les revenus du pétrole. Certes, Chávez, dit "El Comandante", n'a pas réussi à convaincre ses compatriotes du bien-fondé du socialisme. En revanche, il a réussi à conforter le mythe, déjà bien ancré dans la culture nationale, selon lequel les Vénézuéliens méritent le meilleur, que l'Etat pétrolier peut leur garantir.

Le 14 novembre 2011, les différents candidats en lice ont été réunis à l'occasion d'un débat retransmis à la télévision [avant les premières primaires du pays prévues pour le 12 février]. Dans n'importe quel pays, un tel événement est considéré comme important mais normal. Au Venezuela, cette rencontre a été perçue comme une grande nouveauté, un peu comme si un courant d'air frais traversait une maison fermée depuis longtemps. La ville s'est tue ce soir-là, et nombreux sont ceux qui sont restés chez eux pour regarder la retransmission.

La veille, Chávez, lors de sa première grande intervention télévisée depuis l'annonce de sa maladie, avait minimisé l'importance du débat et qualifié les candidats de "cavaliers de l'Apocalypse". Sur Twitter, l'opposition s'est félicitée de l'ambiance cordiale de la rencontre, au cours de laquelle les concurrents ont tenté de se distinguer les uns des autres.

Mais, malgré son pouvoir et sa mainmise sur l'Etat, Chávez se révèle mortel. Ce qui ouvre de nouvelles portes. Le candidat de l'opposition devra par conséquent être capable de s'attirer la sympathie des

Spéculations Hugo Chávez a beau avoir déclaré à la fin du mois d'octobre 2011 "qu'il était libéré" et "guéri" de son cancer, les spéculations au sujet de sa santé vont bon train. Le **Daily Mail** du

17 janvier cite des sources médicales qui ne lui donnent qu'un an à vivre et, il y a quelques semaines, les hebdomadaires *Veja* (Brésil) et *Milenio Semanal* (Mexique) lui en donnaient deux...

20 % d'électeurs dits "non-alignés" qui, historiquement, se sont rangés du côté de Chávez. Pour gagner, toutefois, il lui faudra tirer parti du mécontentement, démontrer sa crédibilité personnelle et promettre le changement.

Depuis l'annonce du cancer du président, tout le monde – au Venezuela comme à l'étranger – est persuadé que des transformations sont sur le point de se produire. En septembre 2011, j'étais à Washington pour une réunion consacrée à l'avenir de l'Amérique latine. Du point de vue des ins-

"Nous survivrons et nous serons vainqueurs"

titutions régionales, la situation du Venezuela inquiète, mais pas parce que Chávez représente une menace pour la stabilité du continent. Au contraire, nombreux sont ceux qui se félicitent des effets positifs d'initiatives comme l'Union des nations de l'Amérique du Sud (Unasur, créée en 2008) et la Banque du Sud (créée en 2007). Pourtant, dans les couloirs, les ministres affirmaient que les présidents et amis de Chávez qui lui avaient rendu visite depuis le début de sa maladie lui avaient conseillé de changer immédiatement de stratégie. Ils lui auraient même dit que le "socialisme du XXI^e siècle" ne mènerait à rien, sinon à l'échec.

Entre son retour sur la scène politique le 22 septembre, à l'issue de sa dernière séance de chimiothérapie à La Havane, et les premiers jours de novembre, l'inépuisable Chávez est resté en retrait : lors de ses rares apparitions publiques, il était en général en civil et

invoquait les vierges et les divinités sacrées. Le slogan "La patrie, le socialisme ou la mort !" a été remplacé par "Nous survivrons et nous serons vainqueurs !" Ses allocutions étaient moins intenses qu'auparavant. Son changement de ton donnait l'impression qu'il s'était calmé.

Une autocratie électorale

Depuis, face à la mobilisation de ses opposants, Chávez a voulu rappeler qu'il était toujours le chef. Il a commencé par ressortir son uniforme du placard, et par la même occasion sa personnalité désagréable et capable des pires grossièretés. Il a également adopté des textes radicaux sur les libertés économiques et la mobilité sociale : une loi sur le travail, une autre régissant le contrôle des prix et une nouvelle relative aux locations. Il n'a pas non plus attendu pour adopter une réforme audacieuse de la loi relative à l'exercice de la médecine, qui a été promulguée sans aucune consultation de l'Ordre et des académies de médecine. Ces mesures laissent augurer d'une société corsetée par l'Etat, ce que j'appelle une autocratie électorale, et signalent sans aucun doute que, face à son regain de popularité dans les sondages, le président a décidé de reprendre ses anciennes positions et de miser une fois de plus sur le radicalisme.

Assis sur le banc à côté de Tibisay, choisissant avec soin chacun de mes mots pour ne pas rompre le charme de notre conversation, je finis par lui demander : "Tu crois que le président devrait rester pour un mandat de plus ?" Ce à quoi elle me répond : "Je n'ai encore vu personne qui pourrait le remplacer. Pourtant, je pense que Chávez a fait son temps et qu'il faut laisser la place à un autre président." Et puis elle s'en va.

Boris Muñoz

rfi

Carrefour de l'Europe

Le dimanche à 12h10 et 21h10
présenté par Daniel Desesquelle
avec Eric Maurice de **Courrier**

PARIS 89FM

Retrouvez l'émission
sur www.rfi.fr

bleu



Etats-Unis

Mieux que la Sécu, les réseaux sociaux !

Faute de pouvoir se payer des traitements médicaux, certains Américains lancent des appels aux dons sur Twitter ou Facebook. Et ça fonctionne.

The New York Times New York

En juin dernier, le jour de ses 28 ans, Jessica Haley a posté une annonce sur le site IndieGoGo, une plate-forme de financement collaboratif. Jessica et son mari, Sean, voulaient un enfant, mais leur assurance ne couvrait pas le traitement pour la fertilité. A leur grand étonnement, les dons commencèrent à pleuvoir. Leur histoire circula sur Facebook et Twitter, et la campagne "Aidez les Haley à avoir un enfant" reçut 8 050 dollars, dont 423 dollars de la part d'un parfait inconnu. "C'était un miracle. J'ai même du mal à en parler, explique Jessica Haley. Nous avons été complètement portés par cette communauté invisible, ils nous ont vraiment aidés pendant cette période difficile."

Les sites d'appel aux dons – qui font déjà partie intégrante de la politique des ONG et des organisations caritatives – commencent à se développer dans le secteur des soins médicaux. Si tous les sites n'acceptent pas les annonces aussi personnelles (l'appel des Haley a été refusé sur la première plate-forme où ils ont essayé de le poster), IndieGoGo affiche depuis quelques mois des dizaines de sollicitations liées à la santé.

Traitements contre le cancer

Les demandes sont variées et vont des dépenses mineures aux traitements complets contre le cancer ou même les greffes d'organe. Comme cet homme atteint de la maladie de Parkinson, pour lequel ses proches ont fait appel à la générosité de la communauté. En Floride et au Texas, des familles demandent de l'aide pour payer le traitement de deux hommes souffrant d'un cancer du côlon à un stade avancé. Et, à Brooklyn, les amis d'un jeune homme de 26 ans souffrant de la colonne vertébrale cherchent à réunir 25 000 dollars.

Les internautes peuvent poster gratuitement sur le site, qui prélèvera 4 % sur le montant des sommes obtenues. (Et, afin d'inciter les utilisateurs à proposer des projets raisonnables, le site prélève 9 % sur les dons d'une campagne qui n'aurait pas atteint son objectif.) D'après Slava Rubin, cofondateur du site en 2008, IndieGoGo a permis de financer des "centaines" de prestations de santé.

Pour Rubin, 33 ans, il s'agit d'une affaire personnelle. Il n'avait que 15 ans lorsque son père est décédé d'un myélome multiple. Et il utilise lui-même le site pour financer chaque année la soirée Music Against Myeloma et des campagnes contre



↑ Dessin de **Kopelnitsky**, Etats-Unis.

le sida. "Nous avons volontairement créé une plate-forme de financement très ouverte. Si les gens s'en servent pour leurs problèmes de santé, cela ne nous choque pas, explique-t-il. De toute façon, il est logique de recevoir des demandes pour des soins médicaux : notre système de santé peut coûter très cher, et les gens doivent parfois essayer différentes solutions pour trouver l'argent dont ils ont besoin."

Afin d'éviter toute tentative d'escroquerie, le site demande aux "sponsors" de chaque campagne de fournir leurs informations bancaires. Il utilise également un algorithme permettant de détecter toute activité suspecte. Mais, au bout du compte, c'est "la communauté" qui décide de la légitimité d'une cause, explique Rubin.

Mais la plupart des campagnes décolent d'abord grâce au soutien des proches

et de la famille : 80 % des financements proviennent d'amis et d'amis d'amis, tandis que 20 % sont le fait d'inconnus. "Et il est très rare que des inconnus donnent de l'argent pour un projet dont les compteurs sont encore à zéro, explique Rubin. Si vos amis ne vous financent pas, il est peu probable que des étrangers le fassent."

L'hiver dernier, Jeffery Self, acteur et auteur de 24 ans installé à Los Angeles, s'est cassé une dent qui a commencé à s'infecter. Les soins dentaires nécessaires coûtaient 3 400 dollars. Faute d'assurance, il craignait de perdre le rôle qu'il venait de décrocher s'il n'arrivait pas à se soigner. Après avoir vu des amis financer des projets de film ou de musique indépendants sur Internet, Jeffery décida de faire un clip humoristique où il demandait 1 ou 2 dollars

pour faire soigner sa dent et le posta sur IndieGoGo. A sa grande surprise, sa vidéo lui rapporta 3 650 dollars. "Mon message était le suivant : je sais que c'est très bizarre et vraiment dingue, mais je suis désespéré et j'ai besoin de votre aide, explique-t-il. Les gens veulent utiliser Internet pour faire le bien. Nous sommes tellement envahis de choses négatives sur Internet que, lorsqu'on a la possibilité de s'entraider, je trouve que c'est bien."

Un bébé financé

Daniel Weiss, auteur et réalisateur vivant à Maui, à Hawaii, a réalisé plusieurs vidéos et présentations pour des amis. Tout a commencé lorsqu'il a appris que la fille d'un ami, âgée de 7 ans, était atteinte de dégénérescence maculaire et voulait voir Londres et Paris avant de perdre la vue. Le site leur a permis de rassembler 5 075 dollars pour lui payer le voyage. Grâce à une autre campagne, il a réuni près de 11 000 dollars pour le fils de 3 ans d'un autre ami souffrant d'une malformation cardiaque congénitale.

Il participe également à une campagne lancée pour aider la famille d'un homme atteint de la maladie de Parkinson et qui a besoin de 7 000 dollars. "Ils risquent de perdre leur maison. Même si nous n'atteignons pas notre objectif, cela les aidera quand même", explique Weiss, qui a offert ses services gratuitement. "C'est quelque chose d'incroyable et de tellement réconfortant de sentir la compassion de quelqu'un qui vous est totalement étranger !"

Jessica est récemment retournée sur sa page IndieGoGo, mais pas pour demander de l'argent. Cette fois, elle a simplement écrit un message : elle est enceinte. Pour Rubin, cofondateur du site, son enfant sera "le premier bébé financé par la communauté". "J'ai fondu en larmes des millions de fois ce jour-là tellement j'étais heureuse et impatiente, confie Jessica. C'était incroyable de réunir tous ces soutiens par l'intermédiaire d'un ordinateur."

Tara Parker-Pope


LCI

Elysée 2012 vu d'ailleurs

avec Christophe Moulin

Vendredi 14 h 10, samedi 21 h 10
et dimanche 17 h 10

La campagne présidentielle vue de l'étranger chaque semaine avec



Courrier
international

Asie



Pour Jason Burke, le correspondant au Pakistan du *Guardian*, "les tanks ne rouleront pas dans les rues d'Islamabad. Des élections anticipées sont plus probables." Elles laisseront s'exprimer une nouvelle classe

moyenne urbaine, culturellement proche de celle du monde arabe, qui revendique des valeurs religieuses et patriotiques, écrit-il dans un article dont nous publions un extrait sur <courrierinternational.com>.

Pakistan

L'époque des coups d'Etat est révolue

La tension monte entre le gouvernement affaibli et l'armée, et les rumeurs de putsch se multiplient. Mais, cette fois, les juges et les médias veillent au grain.

Dawn (extraits) Karachi

Même si certains espèrent toujours le contraire, le risque de coup d'Etat n'a jamais réellement existé – du moins jusqu'à maintenant. Le Premier ministre Gilani et le président Zardari le savent parfaitement, de même que le président de la Cour suprême, Iftikhar Muhammad Chaudhry, quand bien même (ou précisément parce que) les juges commencent à hausser le ton. [La Cour suprême statuera le 1^{er} février sur le refus du gouvernement Gilani de rouvrir des enquêtes de corruption visant le président Zardari.] Toute une série d'indicateurs révèlent en effet l'émergence d'un nouvel ordre démocratique, encore faible mais en cours de maturation.

Cette situation tient en premier lieu au fait que les militaires n'ont pour l'instant pas les moyens de prendre les rênes du pouvoir. D'abord parce que l'armée n'est plus l'institution la plus populaire du Pakistan. Ensuite parce que les militaires ont eu leur lot de problèmes ces trois dernières années, entre les offensives contre les talibans pakistanais dans les Zones tribales, l'humiliation d'Abbottabad [avec le raid américain du 2 mai, au cours duquel Ben Laden a été éliminé, vécu comme une violation de la souveraineté nationale], puis celle de la base aéronavale de Mehran

[prise d'assaut par des membres d'Al-Qaida]. Sans oublier les tensions dans les rangs de l'armée et l'affaire du "mémogate", dans laquelle le gouvernement pakistanais, craignant un coup d'Etat, aurait demandé aux Américains de le soutenir contre sa propre armée, en mai dernier. Autant de signes qui montrent que les militaires devraient d'abord chercher à consolider leurs forces plutôt que laisser libre cours à leurs ambitions bonapartistes.

Le gouvernement, de son côté, ne se laissera pas tranquillement mener à l'abattoir. Ses membres ne défendent pas seulement leur place, mais le système démocratique lui-même. Les réformes adoptées pour éviter un coup d'Etat sont là pour le confirmer. [En avril 2010, un amendement constitutionnel rétablit le régime parlementaire en retirant au président le pouvoir de dissoudre le Parlement, de limoger le Premier ministre et de nommer les juges de la Cour suprême.]

Nouveau militantisme des juges

L'opposition joue également un rôle crucial. Nawaz Sharif [chef de l'opposition] est le seul responsable politique à avoir réaffirmé sa volonté de limiter l'influence des militaires sur la scène politique. En 1977 et en 1999, lors des deux derniers coups d'Etat, les militaires avaient pris le pouvoir à la demande des chefs des partis d'opposition qui espéraient profiter de la situation.

Par ailleurs, qui aurait cru, il y a seulement quelques années, que le pouvoir judiciaire deviendrait le gardien de la moralité politique au Pakistan ? Si tout le monde n'est pas convaincu par le nouveau militantisme des juges [dans leur volonté de

rouvrir les affaires de corruption qui touchent Zardari], ces derniers n'en sont pas moins devenus des acteurs majeurs du paysage politique national. Ils ne constituent pas pour autant une force antidémocratique : il est hautement improbable que le pouvoir judiciaire soutienne un éventuel coup d'Etat. C'est une autre grande différence avec les années passées, et l'armée en est parfaitement consciente.

Enfin, il y a les nouveaux médias, hyperactifs, souvent sensationnalistes. En 1977, le Pakistan ne comptait qu'une seule chaîne de télévision (contrôlée par l'Etat) et, en 1999, tout au plus deux chaînes. Aujourd'hui, le pays reçoit une multitude de chaînes privées pressées les unes que les autres d'annoncer un événement avant même qu'il ne se produise. Si certains observateurs ont le sentiment que ces médias d'"anticipation" font plus de mal que de bien, tout gouvernement – civil ou militaire – doit désormais compter sur leur présence envahissante. Impossible d'échapper à l'œil des médias. De quoi rendre difficile toute tentative de putsch. Ces quelques éléments ne

→ Dessin d'Ares, Cuba.



sont qu'un aperçu des grandes transformations sociales et politiques qui font du Pakistan un pays très différent de ce qu'il était en 1977 et 1999.

S. Akbar Zaidi

Affaires judiciaires

Compte à rebours

22 novembre. Hussain Haqqani, l'ambassadeur du Pakistan aux Etats-Unis, démissionne après avoir été accusé d'avoir transmis aux Américains un "mémo" demandant leur soutien en cas de coup d'Etat. Zardari est soupçonné d'être l'auteur de la note.

6 décembre. Le président Zardari est transporté par avion à Dubaï pour être hospitalisé. Il revient au Pakistan le **19 décembre**.

30 décembre. Saisie par l'opposition, la Cour suprême demande l'ouverture d'une enquête sur le "mémogate".

19 janvier. Dans le cadre d'une autre affaire, la Cour suprême ajourne l'audience du Premier ministre Gilani au 1^{er} février.

Il doit expliquer son refus de rouvrir des enquêtes de corruption visant le président. Si la Cour l'inculpe, il pourrait être contraint à la démission.

Chine

Chinois des champs et Chinois des villes

Pour la première fois cette année, les urbains sont plus nombreux que les ruraux. Il devient urgent de réformer le fameux hukou, le carnet de résidence.

South China Morning Post (extraits) Hong Kong

Plus de la moitié de la population de Chine continentale devrait vivre en ville cette année. L'urbanisation étant considérée comme un moteur de la croissance, cette situation cadre avec les plans du gouvernement central. Les migrants venus des zones rurales fournissent de la main-d'œuvre pour les usines et dopent la consommation, essentielle pour mettre fin à la dépendance du pays vis-à-vis des investissements

étrangers et des exportations. Toutefois, cette stratégie bien pensée échouera si les autorités n'assurent pas aux personnes venant des campagnes un statut de résident urbain à part entière.

Le fait que l'Académie chinoise des sciences sociales prévoit que plus de 650 millions de Chinois vivront en ville cette année est hautement symbolique et donne une grande confiance aux économistes et aux planificateurs. Quand la Chine avait annoncé les réformes économiques, en 1978, sa population urbaine ne représentait que 18 % des Chinois, et le pays était considéré comme agricole il y a encore dix ans. D'après les sociologues, la population urbaine pourrait atteindre 80 % d'ici à 2050, le même niveau que celui des Etats-Unis actuellement. Il est cependant peu probable que le développement économique et la stabilité suivront sans

réforme du hukou, le livret d'enregistrement des familles.

Le hukou est un vestige de l'ère Mao : le Parti communiste avait séparé les résidents des villes et ceux des campagnes, et leur avait accordé une place différente dans la société. Avec la création de fermes collectives, les paysans avaient obtenu des terres à cultiver, mais ils avaient du mal à accéder aux écoles, hôpitaux et logements subventionnés dont les habitants des villes disposaient. Même si les paysans et leurs familles affluent en ville depuis trente ans, peu nombreux sont ceux qui s'y sentent chez eux. Seuls 35 % des habitants des zones urbaines seraient détenteurs d'un hukou [les autorisant à résider en ville].

Plus de 350 millions de Chinois devraient rejoindre les villes dans les vingt prochaines années. Mais beaucoup, frustrés par le système du hukou, finiront par

retourner dans leur village. Certains auront l'impression que leur famille est négligée. D'autres, à l'approche de la trentaine ou de la quarantaine, ne seront plus capables de s'appliquer aux tâches de précision que demande le travail à la chaîne dans les usines. Les études sur les jeunes ayant déménagé vers les zones urbaines montrent que la plupart comptent renouer avec leurs racines rurales quand ils seront plus âgés.

Dans ce cas, le développement sera compromis. La Chine veut l'urbanisation et elle en a besoin : les migrants dopent la consommation. On leur a promis des écoles et des logements abordables, mais rares sont les municipalités qui ont tenu cette promesse. Seule une réforme du hukou urbain est en mesure d'inciter les gens à rester en ville. Faute de quoi, la croissance risque de ralentir et la production pourrait même commencer à diminuer. ♦



Japon

Acheter, c'est pour l'entraide...

Depuis le séisme qui a ébranlé l'archipel, les commerçants abusent de l'argument du "lien social" pour doper leur chiffre d'affaires. Une stratégie dangereuse, estime un journaliste de l'Asahi.

Asahi Shimbun Tokyo

A la fin de l'année 2011, j'ai été amenée à faire un reportage sur les grands magasins. A mesure que j'avais dans ma tournée des centres commerciaux, je me suis rendu compte que je finissais toujours par poser la même question aux chefs de rayon : "Vous parlez encore de kizuna ?" Le mot *kizuna* [qui se traduit par "lien social" et désigne l'attachement à autrui] a été choisi comme l'idéogramme symbolisant l'année 2011, et les commerçants ont eu sans cesse recours à ce dernier pour rendre plus efficace leur stratégie de marketing. Des produits de luxe ont été proposés aux clients pour qu'ils les offrent à leur famille, et toutes sortes de gadgets baptisés *kizuna* ont été vendus avec succès, car ils étaient destinés à nous rapprocher des autres. Le *kizuna* était partout, et à toutes les sauces. Que ce soit sur les *fukubukuro* [pochettes-surprises], sur les *osechi* [mets du nouvel an], sur les enveloppes spécialement destinées aux jeunes célibataires à la recherche d'un conjoint (baptisées "encouragement pour le mariage *kizuna*"), celles-ci contenaient vêtements et accessoires pour soigner son apparence)... Et ce n'est pas fini : les produits ménagers comme le *kotatsu* [table basse chauffante] et les *donabe* [marmites en terre cuite] ont été désignés comme "*kizuna de la famille*", et les spécialités régionales du Tohoku [région du nord-est du pays, qui a été frappée par le séisme et le tsunami du 11 mars] comme le "*kizuna avec l'est du Japon*".

La peur exacerbée

Il est vrai que depuis que le pays est en proie à une déflation persistante les Japonais achètent de moins en moins de produits coûteux. Mais, lorsqu'on leur dit que leurs achats contribuent à consolider leurs liens avec les autres et qu'ils peuvent apporter leur soutien en consommant, ils desserrent un peu les cordons de leur bourse. Depuis l'été dernier et pour la première fois en quatre ans, les grands magasins ont réussi, malgré un chiffre d'affaires médiocre, à vendre plus de produits que l'année précédente. La principale raison tient aux ventes des produits de luxe, comme les montres et les bijoux destinés à être offerts en cadeaux. Cependant, je pense que nous devrions faire davantage attention à ne pas employer ainsi le concept de *kizuna* à tort et à travers. Je pense qu'à force on finit par le dévaloriser,



↑ Dessin de No-riô, Aomori (Japon).

et moi-même j'ai peur d'y avoir un peu trop eu recours dans mes articles. Encore récemment, on est même allé jusqu'à vendre des statues en or pur d'Oda Nobunaga, de Toyotomi Hideyoshi et de Tokugawa Ieyasu [trois grands shoguns qui ont unifié le Japon aux XV^e et XVI^e siècles] en évoquant le *kizuna* qui avait uni ces trois gouverneurs. C'est comme si tous les produits mis en vente devaient absolument avoir un rapport avec le *kizuna*.

D'où vient cette obsession à mettre en avant les liens entre les gens ? La catastrophe du 11 mars dernier a exacerbé nos peurs : "Et si je ne pouvais plus subvenir à mes besoins ? Si je n'avais plus de toit pour m'abriter ? Si je ne pouvais plus manger à ma faim ni avoir confiance dans ce que je mange ? Pourrais-je compter sur notre gouvernement ? Qui sera là pour m'aider ?" En réalité, ces peurs existaient déjà avant la catastrophe. Notre société regorgeait de personnes isolées souffrant de solitude. L'importance du *kizuna* avait alors été rappelée à plusieurs reprises pour réduire le nombre des laissés-pour-compte. Le pays est depuis longtemps en quête de nouveaux modèles, car ceux que nous possédions avaient manifestement atteint leurs

limites. Non seulement pour la famille et les régions, mais aussi pour les relations individuelles et la protection sociale.

Ça sonne faux

C'est pourquoi le *kizuna*, sans cesse utilisé comme un slogan de marketing depuis la catastrophe, sonne faux : il n'a pour seul but que de relancer la consommation. Le *kizuna* qu'on peut aisément entretenir par la consommation de produits manque forcément de substance. Il n'est pas difficile d'acheter les spécialités régionales du Tohoku pour soutenir les sinistrés, mais la bataille pour augmenter les impôts en vue de reconstruire la région et celle menée pour garantir la sécurité alimentaire seront bien plus longues et plus éprouvantes. Bien sûr, la volonté de vendre des produits et de relancer la consommation part d'un bon sentiment. Mais si, en apposant l'estampille *kizuna* à tout-va, on crée l'illusion que notre société tout entière en est pleine, on ne fera qu'aggraver les problèmes auxquels le Japon doit faire face. Car il n'y a pas de doute : si l'ensemble des Japonais se mettait à douter et à protester – "Encore le *kizuna* ?" –, on pourrait craindre le pire.

Haruka Takashige

Consommation

Achat solidaire

La région du nord-est du Honshu, qui a fortement été touchée par le séisme et le tsunami, est réputée pour son riz et autres produits agricoles. Cependant, après la crise nucléaire de Fukushima Daiichi, l'attitude des

consommateurs a changé : si certains clients n'ont pas hésité à acheter massivement les produits des régions sinistrées, d'autres se sont montrés très réticents, surtout à l'égard de ceux de la préfecture de Fukushima. En revanche, les objets de

luxe se sont très bien vendus, et ce un peu partout dans l'archipel. "Comme si chacun de nous avait senti l'urgence de témoigner à tout prix son affection à ses proches", relate le *Mainichi Shimbun*.

Le mot de la semaine



"kizuna"

Le lien

Qui dit Japon dit crise : cela fait des années que le pays traîne une image désespérément négative. Nous n'allons donc pas faire la moue quand se présente, cette semaine, l'occasion de mettre en exergue le signe *kizuna*, déclaré "idéogramme de l'année 2011". En optant pour un caractère désignant le lien, l'archipel a voulu en effet retenir du double choc du séisme et de la catastrophe nucléaire non pas tant les dimensions tragiques que les aspects lumineux, quasi insoupçonnés, qui ont été donnés à voir et, surtout, à vivre. La solidarité qui s'est instaurée a été admirable. Loin de s'abandonner à la douleur, les Japonais se sont rapidement pris en main ; des initiatives surgissent désormais de partout, porteuses de perspectives nouvelles. Cela dit, une sensation de malaise persiste. Je veux parler de cette avalanche de bons sentiments qui recouvrent l'archipel, emplissent l'espace des médias, s'incrustent dans la publicité, phagocytent les manifestations de soutien aux sinistrés. "Courage, Fukushima", "Japon, tiens bon", "Merci de nous avoir réconfortés" (en hommage à l'équipe de football féminin, championne du monde) : vecteurs au départ de sentiments vrais, les mots, transformés en slogans passe-partout et manipulés par le "business du lien" (voir l'article de l'Asahi Shimbun ci-contre), montrent une tendance à s'agréger en un vaste dispositif moral qui contraint les individus à coller au plus près à quelque chose qui ressemble au culte du collectif, tout en les déconnectant du ressenti, éprouvé au plus profond de soi, des ondes de choc du séisme. C'est à se demander si l'étalage quasi obligé de pensées positives n'aurait pas aussi pour effet de court-circuiter d'autres sentiments tout aussi légitimes – à commencer, bien sûr, par la colère et l'indignation. Kazuhiko Yatabe

Calligraphie de Kyoko Rufin-Mori

Asie

Chine

Le luxe made in Italy à prix discount



NEWSCOM/ABACA PRESS

↑ Chaque jour 40 000 Chinois se pressent au Florentia village, à 150 kilomètres de Pékin.

Les marques de luxe et de prêt-à-porter milanais soldées jusqu'à 70 % dans un décor digne de Cinecittà. Reportage au Florentia village, paradis commercial à moins d'une heure de Pékin.

La Repubblica Rome
De Wuong

A Venise, l'eau du Grand Canal ne gèle jamais. En Chine, si. A Rome, le Colisée tombe en ruine et coûte une fortune en entretien. En Chine, il est flambant neuf et rapporte de l'argent à la pelle. A Florence, le *David* de Michel-Ange et la figure allégorique du *Printemps* de Botticelli s'offrent aux regards dans toute leur nudité. En Chine, le premier porte un jean, la seconde une mini-

jupe et des cuissardes. L'Italie plonge dans la récession et elle est confrontée à une baisse de la consommation, la Chine surfe sur la croissance et la consommation explose. Bienvenus à Wuqing [district de la municipalité de Tianjin, à environ 150 kilomètres de Pékin], dernier lambeau d'Italie où les magasins débordent de clients, où les rues sont peuplées de millionnaires, où les terrasses des cafés résonnent d'éclats de rire. Ce formidable avatar de la société de consommation occidentale a atterri ici, entre Pékin et de Tianjin.

Le Florentia village, c'est son nom, a surgi du néant en un an et demi sur des terres où subsistaient encore des champs de maïs et des vergers de pêcheurs. Soixante mille mètres de marbres, de briques et de pavés, donnant sur de fausses fontaines du Bernin et des places médiévales où se découpent les répliques des campaniles de la place Saint-Marc (à Venise) et de celui

de Giotto (à Florence). Chaque jour, 40 000 clients engagés dans une chasse sans merci aux bonnes affaires déambulent sous ses arcades au son des grands classiques de la chanson napolitaine. Professionnels du discount et fans des grandes marques, spécialistes de la ristourne et exhibitionnistes du luxe, drogués de shopping et amateurs d'art : tous brûlent d'un même amour pour cette fable italienne à laquelle l'Orient veut continuer de croire.

Un grotesque bric-à-brac architectural du Vieux Continent

Car tout est factice au Florentia village, une imaginaire cité romaine de la Renaissance, catapultée au cœur d'une mégapole chinoise de 50 millions d'habitants. Ce n'est

pas cette mise en scène, grotesque bric-à-brac des plus chics vestiges de l'histoire, de l'art et de l'architecture du Vieux Continent, qui attire la nouvelle classe moyenne chinoise, la plus nombreuse au monde. Les incurables paniers percés de la capitale, comme les masses débarquées du train ou de l'avion de Shanghai et de Shenzhen pour un week-end hommage à la *Dolce Vita*, veulent de l'*italian style*, du vrai.

Mais leurs rêves de clichés européens et de romantisme dans une ambiance fellinienne sont plus forts encore. Cela n'a pas échappé aux groupes américain et italien [voir encadré] qui ont jeté leur dévolu sur ce faubourg de presque 4 millions de banlieusards immigrés pour investir leurs premiers 120 millions d'euros en Chine. Tentés au départ par une ambiance western, ils ont finalement opté pour Florentia, copie conforme du séjour type d'un touriste chinois en Italie : Rome, Florence,



LIU JIAQI/XINHUA PRESS/CORBIS

Associés

Un investissement américano-italien

Deux entreprises sont à l'origine du Florentia village, gigantesque regroupement de magasins d'usines aux allures de cité Renaissance. D'une part RDM Group, fondé en 1979 par deux frères italiens, Corrado et Marcello Fratini. Leur activité s'est développée principalement autour

de trois secteurs : la mode, la vente au détail et l'immobilier. Ces dernières années, RDM Group est devenu leader en Italie dans le développement de villages commerciaux. Et d'autre part le groupe Waitex, créé en 1981 à New York par Howard Li, un Américain d'origine chinoise. Cette

multinationale investit dans le prêt-à-porter et est implantée en Chine depuis près de vingt-cinq ans. S'étendant sur 60 000 mètres carrés, les 200 boutiques du Florentia village sont ouvertes trois cent soixante-cinq jours par an, de 8 heures à 22 heures. *Business is business.*

↑ Classe moyenne et nouveaux riches cherchent la bonne affaire.

Venise, plus les magasins de mode de Milan. Quelques gondoles glissent sur l'eau du Grand Canal, surgi comme par enchantement d'un parking de 5 000 places. Pour une balade – d'à peine 300 mètres – au soleil couchant, les futurs mariés doivent réserver leurs places sur Internet plusieurs semaines à l'avance. Il fait froid ces jours-ci, mais dans l'imaginaire asiatique l'art de vivre en Méditerranée se décline à la terrasse d'une trattoria devant un bon verre de vin, dos à un four à bois, sur l'air d'*O sole mio* à l'accordéon. A chaque service, le restaurant de Samuele Rossi, 37 ans, parti de sa Vénétie natale à 20 ans, est pris d'assaut par 3 000 Chinois, emplettes sous le bras. A tour de bras, il sert des apéritifs et des olives à ses clients, confortablement installés face au pont du Rialto qui, à Wuqing, relie deux rangées de maisons colorées, répliques de Burano [île du nord de la lagune de Venise].

Les clients accourent dans ce mélange renversant de parc à thème et de centre commercial. Et restent pour savourer l'illusion de ces vacances en Europe que les

capitalistes rouges ont mis au goût du jour. *“On visite l'Italie pour ses monuments, ses magasins et sa cuisine, ce qui nécessite beaucoup de temps et beaucoup d'argent”*, explique Nelson Chan, le directeur du Florentia village. *“Ici, nous offrons la même chose, à deux pas de chez soi et pour une somme modique. Comme ça, les gens peuvent se concentrer sur leurs achats.”*

200 magasins d'usines

Si Deng Xiaoping avait pour mot d'ordre *“enrichissez-vous !”*, trente-cinq ans plus tard, Hu Jintao encourage la dépense. Même si la Chine touche le sommet du succès économique, les exportations de *“l'usine du monde”* s'essouffent, les entreprises ferment dans le Guangdong [province du sud de la Chine] et la croissance du PIB ralentit. Priorité donc à la consommation intérieure, érigée en preuve contemporaine de fidélité à la patrie, et direction le *“paradis des magasins d'usines”* de Wuqing, qui garantit *“l'Italie à vingt minutes de Pékin et à dix de Tianjin”*.

L'enthousiasme suscité est tel que l'imposante cheminée de la centrale thermique voisine semble n'émouvoir personne, pas plus que la ligne à grande vitesse qui traverse l'aire de jeux où les familles parquent leurs enfants. Trois cent soixante-cinq jours par an, de 8 heures à 22 heures, le shopping s'élève ici au rang de célébration mystique, suivant le rite mis au point par les prêtres *“italo-américano-chinois”* pour leurs 800 employés-acteurs. Une moitié de la ville est réservée au luxe, l'autre est consacrée aux marques jeunes. Au milieu, le Grand Canal se charge de diviser les classes : d'un côté les nouveaux riches, de l'autre la nouvelle classe moyenne, irrésistiblement envoûtée par la douce mélodie d'un mot magique : *“promotion”*.

Florentia peut se vanter d'être le plus grand regroupement de magasins d'usines de Chine, mais aussi le premier à avoir su imposer des rabais aux marques *made in Italy* les plus chères. Les 200 magasins doivent se plier à une règle inflexible : garantir exclusivement des produits originaux avec des promotions allant de – 30 % à



LIU JIAQI/XINHUA PRESS/CORBIS

↑ Réservation obligatoire pour une balade en gondole.

– 70 %. Ainsi, un produit à 10 000 euros à Shanghai s'achète à 3 000 euros sous les arcades de la Piazza San Carlo à Florentia. *“Mais, en Chine, selon Wan Wenyong, vice-président national de la Chambre de commerce, le luxe ne connaît pas de saisons, et ce genre de complexes commerciaux va véritablement exploser. Il en existe aujourd'hui 500 dans le monde, dont la moitié aux Etats-Unis et 100 en Europe. La Chine n'en compte qu'une trentaine, mais d'ici cinq ans nous en aurons plus de deux cents et en 2020 nous aurons dépassé l'Amérique.”*

Shopping et tourisme

C'est pour conquérir ce portefeuille asiatique prodigieux et désormais vital qu'industries et commerces abandonnent l'Occident pour bâtir de nouveaux mondes en Extrême-Orient. Les propriétaires du Florentia ouvriront cette année deux nouvelles répliques de l'Italie à Shanghai et Chongqing [une municipalité de plus de 30 millions d'habitants], huit d'ici à 2015 dans des villes chinoises de seconde catégorie. Spectacle et shopping, tourisme et divertissement composent la recette de la croissance dans la nouvelle puissance économique mondiale. Une réalité avec laquelle il faut compter. Parmi les analystes financiers, des voix murmurent que ce luxe

à prix cassés ne fait qu'anticiper une crise qui n'épargnera pas la Chine, et que ces sortes de studios hollywoodiens sont nécessaires pour écouler des montagnes d'inventures et contourner les droits de douanes qui freinent encore certaines marchandises étrangères. Peut-être sont-ce là les signes avant-coureurs d'un cyclone imminent. Plusieurs jours avant Noël, des dizaines d'ouvriers en tenue de Père Noël ont installé des illuminations. Des traîneaux attendaient pour les photos-souvenirs sous la neige artificielle, les paquets-cadeaux s'amoncèrent sous les arcades, et la trattoria proposait déjà de la dinde au menu. Peu importe que Noël n'ait jamais existé en Chine et précède de trois semaines les célébrations du nouvel an lunaire. *“Nous avons débuté en octobre avec l'anniversaire de la révolution, jubile Nelson Chan, nous avons continué avec les fêtes de fin d'année occidentales puis notre Festival du printemps pour inaugurer le 23 janvier l'année du Dragon. Les stocks de marchandises ne suffisent plus, les files s'allongent devant les magasins, qui n'acceptent désormais qu'un nombre limité de clients, les ventes au détail progressent chaque mois de 40 %. Nous construisons peut-être un jour une Grande Muraille consacrée au shopping aux portes de Paris.”*

Giampaolo Visetti

Le Florentia village



Source : Openstreetmap - www.openstreetmap.org

Moyen-Orient

Syrie

Un ordre trompeur règne à Damas

Contrairement aux autres villes du pays, la capitale semble calme. Jusqu'à quand ? La chute de Damas signerait la fin du régime...

The Guardian (extraits) Londres

Sirotant un thé dans un café enfumé de Damas, Adnan et son épouse, Rima, passent inaperçus parmi les clients. C'est un couple comme un autre, ils ont une trentaine d'années et se détendent à la fin d'une journée de travail. Pourtant, comme souvent dans la capitale syrienne, Adnan et Rima ne sont pas ceux que l'on croit au premier abord. En temps normal, lui est ingénieur informatique et elle, avocate. Mais ils font maintenant partie de ces militants clandestins qui participent à l'organisation du soulèvement contre le président, Bachar El-Assad.

La mission est dangereuse. Depuis dix mois, des milliers de Syriens ont été tués – sans doute deux fois plus que le chiffre de 5 000 victimes avancé par les Nations unies – et Assad mène une répression implacable qui ne donne aucun signe d'une fin prochaine. Mais ses adversaires sont tout aussi déterminés à poursuivre la lutte.

Adnan et Rima ne peuvent ni travailler, ni prendre contact avec leurs familles. Ils ont de fausses identités. Lui change régulièrement d'apparence physique. Ainsi, il vient de se raser la barbe. Et cela marche, apparemment, car un ami assis à la table voisine ne l'a pas reconnu.

Des rassemblements éclairs

La plupart de leurs amis sont en fuite, se cachant des *mukhabarat*, la police secrète. "Ils nous terrorisaient mais nous nous y sommes habitués", assure Adnan. La révolution a abattu le mur de la peur. A l'école, on nous inculquait d'abord l'amour pour le président – Hafez El-Assad [le père de Bachar]. La situation ne s'est absolument pas améliorée depuis l'arrivée au pouvoir de Bachar. Mais maintenant tout a changé. Partout le portrait d'Assad est vandalisé et nous sommes convaincus que nous finirons un jour ou l'autre par abattre le régime."

A première vue, tout est calme à Damas, mais l'apparente normalité de la capitale est trompeuse.

"Le contrôle de Damas est vital pour la survie du régime d'Assad", commente une grande figure de l'opposition. "Il ne permettra pas que se reproduise une place Tahrir ici. Si Damas tombait, ce serait fini pour lui." De grandes manifestations organisées par les comités de coordination locaux ont lieu presque tous les soirs dans de nombreuses banlieues de Damas. Même en centre-ville, des rassemblements éclairs se tiennent en plein jour. Ils durent quelques minutes



↑ Dessin de Ingram Pinn paru dans Financial Times, Londres.

seulement, puis la foule se disperse avant que ne chargent les forces de sécurité, dont les pires éléments sont les *shabiha*, des brutes en pantalon militaire et veste de cuir qui rôdent aux coins des rues et sur les places de la ville.

Les manifestants font preuve d'ingéniosité. Une fois, des conducteurs bénévoles ont provoqué des embouteillages dans les rues qui avoisinaient la vieille gare, créant ainsi un espace où une brève mais spectaculaire manifestation a pu avoir lieu. Créativité et secret jouent un rôle capital. Début août, des haut-parleurs dissimulés dans le quartier commerçant animé de la place Arnous diffusaient à plein volume la chanson *Irhal ya Bashar* ("Va-t'en, Bashar"), écrite par Ibrahim Qashoush, qui a été assassiné en juillet dernier : les tueurs lui ont tranché la gorge et retiré les cordes vocales. "Au début, les gens étaient terrorisés", se souvient un habitant de Damas qui avait écouté la chanson. "Mais, quand ils l'ont entendue la deuxième fois, ils se sont détendus. A la troisième, ils riaient."

Les haut-parleurs étaient installés sur un toit et y accéder pour les réduire au silence était difficile, la zone alentour ayant été enduite d'huile. La tactique se révèle efficace mais risquée. Ainsi, un militant a mis en marche accidentellement la cassette dans un taxi, mais le conducteur, qui était en fait un agent des *mukhabarat*, a alerté les autorités.

D'autres actes non violents ont une portée hautement symbolique : en août, de la teinture rouge sang a été déversée dans la fontaine située devant la banque centrale, théâtre de bruyants rassemblements

Comme en Egypte

Sans surprise, Damas a rejeté le 23 janvier le plan de la Ligue arabe, qui réclamait le départ de Bachar El-Assad et la formation d'un gouvernement d'union

nationale. L'option proposée, déjà évoquée par The Guardian, avait pour objectif de préserver le régime en changeant de chef d'Etat, un scénario qui se déroule aujourd'hui au Caire.

pro-Assad ; on distribue des bougies enrubannées de noir pour rendre hommage à Ghayath Matar, qui s'est rendu célèbre en offrant des roses aux soldats, avant d'être torturé et tué, en septembre dernier. "Les gens prennent des risques", reconnaît Salma, une militante des droits de l'homme. "Mais à Idlib et à Homs [dans le nord de la Syrie], c'est une question de vie et de mort, ce qui n'est pas le cas à Damas." Il n'empêche que certains s'étonnent de leur propre témérité. "Regardez-nous", s'esclaffe Bassam, un ouvrier âgé d'une vingtaine d'années. "C'est la peur au ventre que j'ai participé à ma première manifestation. Maintenant je trouve ça exaltant."

Tout a changé. Partout le portrait de Bachar El-Assad est vandalisé

Néanmoins, personne ne s'attend à ce que la révolution se termine bien ni bientôt. Le discours prononcé par Assad [le 10 janvier] est considéré comme une déclaration de guerre destinée à galvaniser ses partisans. Lors de sa retransmission en direct à la télévision, on croyait voir une foule énorme. En réalité, une image non officielle circulant sous le manteau donne à penser que quelques milliers de personnes au maximum étaient présentes. La 4^e division de l'armée s'est positionnée tout autour de la capitale, sous le commandement de Maher, frère du président. Les bâtiments officiels sont protégés des attentats par des barrières. Les rues proches du

palais présidentiel et du ministère de la Défense sont barrées. Au quartier général de la sécurité de l'Etat, des hommes armés de pistolets-mitrailleurs montent la garde derrière des murs de sacs de sable.

Al-Jazira dans le collimateur

Les médias officiels se font quotidiennement l'écho de la thèse, défendue par le régime, d'un grand complot visant la Syrie et réunissant les Etats-Unis, l'Occident, Israël et des "agents" arabes réactionnaires sous la houlette du Qatar. Le fer de lance de cette campagne est Addounia TV, une chaîne par satellite appartenant au clan des Assad. Elle a dans son collimateur la chaîne qatarienne Al-Jazira, qui s'est faite la caisse de résonance des révolutions arabes. Addounia l'accuse de mettre en scène dans ses studios de fausses manifestations sur fond de décors reproduisant des villes syriennes. Dans son discours, le président a désigné 60 chaînes de télévision faisant partie de ce vaste "complot". Et plus le mensonge est gros, mieux cela marche. "L'émir du Qatar est un Juif pire que les Juifs", fulmine un chauffeur de taxi alaouite. "Il n'y a pas de manifestations en Syrie, ou seulement avec des participants qui ont été payés, et par des bandes de terroristes."

Le sectarisme montre également son visage hideux. L'opposition reproche au régime de provoquer des tensions entre les alaouites, qui dominent les forces de sécurité, et la majorité sunnite. Mudar, un jeune alaouite [la communauté du président] étroitement lié au pouvoir établi, parle d'un de ses cousins, un soldat, qui a été tué et mutilé. Puis il montre un clip vidéo de



Association
pour la Recherche
sur le Cancer

Reconnue d'utilité publique

JOURNÉE MONDIALE CONTRE LE CANCER SAMEDI 4 FÉVRIER 2012

bonne qualité montrant un homme à la barbe touffue en train de décapiter sa victime, dont on peut entendre les hurlements. Dans un quartier proche de la mosquée des Omeyyades, à Damas, une femme alaouite qui rend visite à une amie sunnite avoue ne pas oser prendre un taxi pour rentrer chez elle de peur de tomber sur un conducteur sunnite : l'homme pourrait l'enlever et la vendre, et elle serait tuée. Au printemps dernier, un groupe d'alaouites influents a exhorté Assad à présenter ses excuses pour la répression et à engager de véritables réformes. "Les alaouites pensent que leur sort est lié à celui des Assad, met en garde un opposant. Et c'est très dangereux." Fadwa Souleiman, une actrice alaouite, est immensément admirée pour avoir apporté publiquement son soutien aux rebelles. Mais elle en subit les conséquences, victime de l'ostracisme et fustigée à la télévision par son propre frère.

De moins en moins de temps

Autre signe que la Syrie s'enfonce dans la crise, l'Etat ne fonctionne plus correctement. Il "s'effondre lentement mais sûrement", pour reprendre les termes employés par un spécialiste. Les responsables de la sécurité s'inquiètent des dessous-de-table exigés en échange de la libération de prisonniers. Les insurgés auraient acheté la moitié de leurs armes à des militaires. Quant aux douaniers, ils ferment les yeux devant le matériel provenant du Liban. Le bruit court avec insistance que diverses branches de la police secrète se tirent les unes sur les autres lors d'opérations clandestines. Par ailleurs, des fonctionnaires auraient détruit des documents sur lesquels étaient consignés des paiements secrets effectués sur ordre téléphonique du palais présidentiel.

Les problèmes économiques se sont également aggravés depuis quelques semaines. Les coupures d'électricité pendant plusieurs heures par jour sont devenues monnaie courante. Les magasins des quartiers chics de Damas sont alimentés par des générateurs installés sur le trottoir. Le carburant manque, notamment à cause des besoins énormes des forces de sécurité, tandis que les prix du fioul domestique et de l'huile de cuisine s'envolent.

Une plaisanterie illustre la situation. Abou Fulan - Monsieur Tout-le-Monde - achète du poulet pour le dîner. Il demande à sa femme de le rôtir, mais elle rétorque : "Désolée, on n'a plus de gaz." "Maaleish" ["Tant pis"], lui répond-il, on le plume et on le met au micro-ondes. "Désolée, répète sa femme, il n'y a pas de courant non plus." A ce moment, la volaille ressuscite miraculeusement et se met à caqueter : "Dieu, la Syrie, Bachar et rien d'autre !".

L'économiste Abdel-Karim regarde sur le long terme. "Je ne doute pas que le régime finisse par tomber. Le problème est que plus ça prend du temps, plus les islamistes se renforcent. Les apôtres de la violence gagneront du terrain. C'est une question de temps et de coûts. Or on a de moins en moins de temps."

Ian Black



Dialoguez en direct
avec les chercheurs!

maxyma © Gettyimages

De 15h à 17h, participez au GRAND DIRECT DES CHERCHEURS

Découvrez les avancées, partageons les espoirs

PARIS

LYON

TOULOUSE

INTERNET

www.grand-direct-chercheurs.com

Cet évènement se déroulera à Paris (Mairie du 13^{ème} arrondissement), à Lyon (Chambre de commerce et d'industrie) et à Toulouse (Hôtel-Dieu Saint-Jacques).

**Pour vous renseigner ou vous inscrire : 01 45 59 59 99
ou inscription@grand-direct-chercheurs.com**

MAIRIE DE PARIS

VILLE DE
LYON

MAIRIE DE
TOULOUSE
www.toulouse.fr

la Croix

LCI

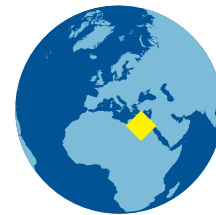
RMC
INFO TALK SPORT

Moyen-Orient

Egypte

Sur le web
www.courrier
international.com

"Amr Moussa, prochain président de l'Égypte ?". Un article de **Now Lebanon** s'interroge sur les chances de l'ancien ministre égyptien des Affaires étrangères d'être élu président en juin 2012.



Pourquoi Al-Baradei ne sera pas président

Pour l'écrivain Alaa Al-Aswani, le Prix Nobel de la paix s'est retiré de la course à la présidentielle pour ne pas cautionner une démocratie de façade. Il est vrai que dans le pays rien n'a changé.

Al-Masri Al-Youm (extraits) *Le Caire*

Si vous avez un fils à l'école primaire, jetez donc un coup d'œil sur son manuel d'histoire-géo. Un chapitre assorti de jolies images est consacré aux "succès" remportés en trente années de règne de Hosni Moubarak. Le texte se conclut ainsi : "Tous les efforts du président Moubarak n'ont pas suffi à satisfaire le peuple, et celui-ci a fait une révolution afin de changer le régime." Pas un mot des effroyables crimes commis durant ces années. Et la révolution est expédiée en une phrase lapidaire et approximative. Voilà ce qu'apprennent nos enfants à l'école. Que se passera-t-il dans la tête d'un élève qui aura appris sa leçon par cœur, puis vu les images d'un Moubarak allongé sur un lit d'hôpital et transféré devant le juge ? Il ne pourra qu'arriver à la conclusion que c'est une terrible injustice à l'égard d'un grand homme et que la révolution est détestable d'avoir entraîné sa chute.

Ceci fait partie de la série de mensonges par lesquels le ministère de l'Éducation intoxique les esprits. Tout récemment, plusieurs sujets d'examen ont présenté les révolutionnaires comme des gens favorisant la corruption, financés par des pays étrangers. Il ne s'agit pas de faits isolés mais d'une politique. La puissante bureaucratie du ministère de l'Éducation ne permet à aucun professeur d'introduire des sujets politiques sans en référer à ses supérieurs, qui eux-mêmes reçoivent leurs instructions des plus hauts responsables. Tout cela montre que l'ancien régime continue de régner sur l'Égypte. Le 25 janvier, c'est le premier anniversaire de la révolution. Qu'a-t-elle obtenu ?

Les sources d'exaspération

Premier constat : normalement, une révolution qui réussit à faire chuter le régime entraîne automatiquement l'abrogation de la Constitution, puis l'élection d'une assemblée constituante afin d'en élaborer une nouvelle. Or en Égypte, le Conseil suprême des forces militaires [qui gouverne le pays depuis la révolution] a refusé un tel scénario. Il a au contraire opté pour une simple réforme constitutionnelle, idée qui remonte à Moubarak lui-même. Celle-ci a été adoptée par référendum... avant que ce même Conseil ne l'annule pour imposer une Constitution transitoire, cette fois sans consultation populaire.

Deuxième remarque : l'objectif de la révolution était de permettre aux Égyptiens

de vivre dignement. Il s'agissait entre autres d'obtenir l'abolition de la Sécurité d'État, une sorte de boucherie organisée pour torturer les Égyptiens par milliers. Or le Conseil militaire a insisté pour la maintenir et s'est contenté d'en changer le nom. La révolution voulait également que la police soit épurée de ses dirigeants responsables de la mort des martyrs de la révolution. [Quelque 850 personnes ont été tuées.] Mais ces responsables ont conservé leurs postes, voire ont été promus au sein de leur hiérarchie. De même, le Conseil militaire est resté indifférent au problème de l'insécurité galopante provoquée par le refus de la police de faire son travail ordinaire de maintien de l'ordre. Certes, la police militaire réprime brutalement les manifestations, mais elle reste les bras croisés face à une poignée de gens qui occupent, parfois pendant une semaine entière, les voies de chemins de fer. Comme si les autorités faisaient exprès de multiplier les sources d'exaspération, comptant que les citoyens finiront par tenir la révolution pour responsable de leurs problèmes.

Troisième remarque : le Conseil militaire a maintenu la plupart des hauts fonctionnaires. Ce qui explique qu'il règne un état d'esprit inchangé depuis l'époque de Hosni Moubarak. Ainsi, le Premier ministre, Kamal Al-Ganzouri, promet de protéger les manifestants campant devant le siège du Conseil des ministres mais ne cille pas quand ces mêmes manifestants se font tuer [par l'armée], traîner par terre et tabasser, y compris les filles. Il parle d'une grave crise économique mais n'a pas l'air embarrassé par le fait que la Banque centrale ait mis de côté 55 milliards de livres [environ 7 milliards d'euros] au nom de Hosni Moubarak. On se moque du monde, exactement comme on le faisait sous l'ancien régime. Comme si la révolution n'avait pas eu lieu.

Quatrième remarque : même si la plupart des juges sont des gens respectables, la justice en tant qu'institution n'est pas indépendante. Elle demeure aux ordres d'une administration dont le président est nommé par le ministre de Tutelle, lui-même nommé par le président... La révolution avait exigé le renvoi des juges ayant participé

au truchage des élections, mais le Conseil militaire les a maintenus. Nous en voyons la conséquence : aucun procès contre les responsables de la répression n'a eu lieu, malgré trois tueries successives [en octobre, devant le siège de la radio-télévision d'État, ainsi qu'à la fin du mois de novembre, puis mi-décembre autour de la place Tahrir]. Quatre-vingt-quatre martyrs y ont laissé la vie, écrasés par des blindés, asphyxiés par du gaz lacrymogène ou fauchés par des tirs à balles réelles, sans parler des milliers de blessés, de ceux qui ont

Le Conseil militaire a transformé la révolution en coup d'État. Au lieu d'une démocratie, il a organisé des élections inéquitables.

perdu un œil ou du nombre de jeunes filles humiliées. Au lieu d'inquiéter les responsables, ce sont de jeunes révolutionnaires qui ont été accablés. Le blogueur Ahmed Douma a été arrêté, l'éditorialiste Nawara Negm inculpée pour avoir "fait croire à l'opinion publique que la corruption existait toujours" [le 18 janvier, elle a été tabassée en pleine rue], des militants interdits de voyage... Et pendant ce temps, le numéro deux de l'ancien régime, Omar Souleyman, voyage librement, à bord de jets privés, et rencontre les grands de ce monde.

Une même dictature

Cinquième remarque : le Conseil militaire a organisé des élections inéquitables et offert la majorité parlementaire aux forces de l'islam politique. Il leur a permis de créer des partis à base religieuse, en infraction flagrante avec l'article 4 de la Constitution provisoire qu'il a lui-même proclamée. Ensuite, la commission électorale instaurée par ses propres soins a fermé les yeux sur toutes les infractions commises par ces partis, telles que la propagande politique à travers les mosquées, la présence de militants devant et dans les bureaux de vote et jusqu'à l'achat de voix. Il n'a pas non plus enquêté sur la provenance des millions de livres dépensés par ces partis au cours de la campagne. Ce genre de questions, le Conseil ne les pose qu'à ceux qui se montrent critiques à son égard.

En dehors des poursuites judiciaires contre Hosni Moubarak – avec toutes les réserves qui peuvent être formulées quant à au sérieux de son procès –, la révolution n'a atteint aucun de ses objectifs. Le fait est que le Conseil militaire a transformé la révolution en coup d'État. Au lieu d'instaurer une démocratie, il s'est contenté d'un changement de façade. Une dictature a succédé à une autre. Si les choses continuent ainsi, nous aurons [en juin prochain] un nouveau président, élu certes, mais élu selon les grâces dudit Conseil. Et celui-ci continuera de tirer les ficelles en coulisse. C'est pour toutes ces raisons que Mohamed Al-Baradei a annoncé son retrait de la campagne électorale.

Il faut lui savoir gré d'avoir refusé de servir de feuille de vigne pour une démocratie de façade. Qui peut imaginer que la campagne sera honnête alors que les médias officiels font feu de tout bois contre la révolution, que les forces de l'ordre harcèlent l'opposition et que des dizaines de milliers de *baltaguis* [voyous devenus indic de police] sont disponibles pour être lancés contre toute personne ou rassemblement susceptible de déranger le régime ?

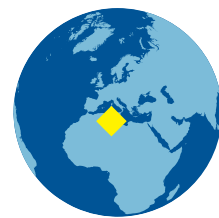
Alaa Al-Aswani

← Mohamed Al-Baradei. Dessin de Stavro paru dans **The Daily Star**, Beyrouth.



CAI-NYT

Afrique



Tunisie

Gaffes, cacophonie et reculades !

Un an après la chute du régime dictatorial de Ben Ali, les Tunisiens sont toujours sur le qui-vive. Beaucoup doutent de l'efficacité de la nouvelle équipe au pouvoir.

Webdo Tunis

Depuis l'investiture du gouvernement Hamadi Jebali [le 23 décembre 2011], l'impression générale est celle d'une équipe qui s'empêtre dans des difficultés qu'on attribue au mieux à l'inexpérience. Plus le temps passe, plus l'évidence d'une faiblesse de l'autorité gouvernementale apparaît comme incontestable. En effet, c'est de la cacophonie qui se dégage du pouvoir politique issu de la troïka [le Premier ministre Hamadi Jebali, du parti Ennahda, islamiste, le président Moncef Marzouki, chef de file du Congrès pour la République, et le président de l'Assemblée constituante, Moustapha Ben Jaafar, qui dirige le parti Ettakatol ; la coalition gouvernementale formée le 21 novembre 2011 par les trois principaux vainqueurs du scrutin du 23 octobre 2011]. Une troïka qui cache au fond une hégémonie du parti Ennahda. Un secret de polichinelle, diront certains.

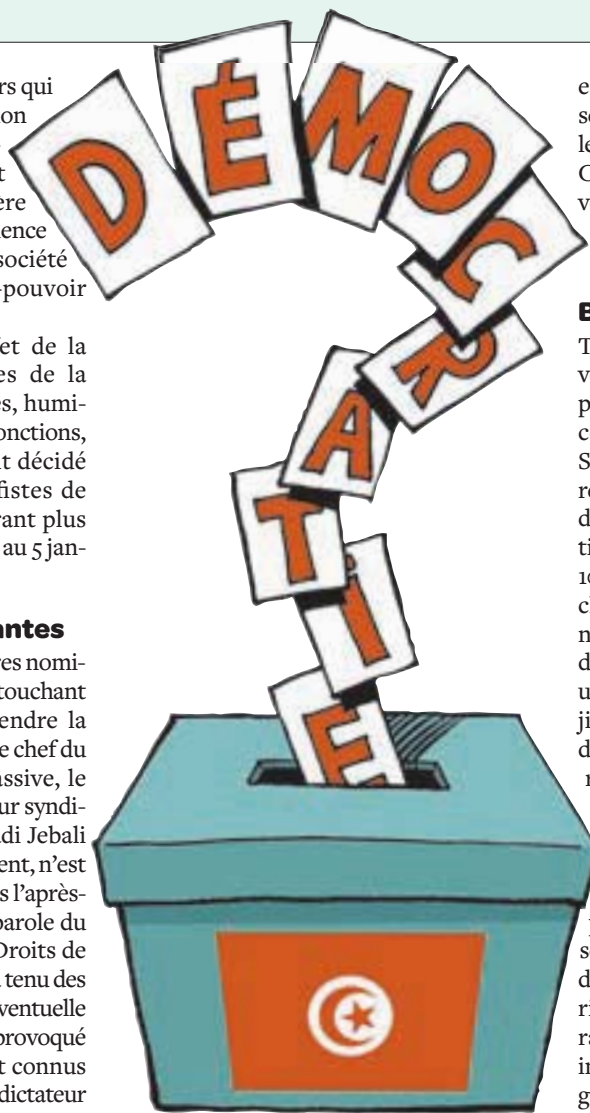
Les tergiversations et les attermolements étaient visibles avant même l'annonce des portefeuilles ministériels du gouvernement Jebali. Les rumeurs faisant état d'une cinquantaine de ministres, nombre surprenant, ont fait couler beau-

coup d'encre. La levée de boucliers qui s'en est suivie a conduit à la révision à la baisse de l'équipe gouvernementale : de 51 ministres, on est passé à une quarantaine. Première reculade qui en dit long sur l'efficacité de la pression exercée par une société civile aux allures d'un contre-pouvoir redoutable.

C'est également sous l'effet de la mobilisation des universitaires de la faculté de la Manouba, intimidés, humiliés et empêchés d'exercer leurs fonctions, que les autorités ont finalement décidé d'évacuer les "sit-ineurs" salafistes de ladite faculté restée fermée durant plus d'un mois [du 28 novembre 2011 au 5 janvier 2012].

Des nominations troublantes

Il n'est que de rappeler les dernières nominations [annoncées le 7 janvier] touchant le secteur des médias pour prendre la mesure des gaffes commises par le chef du gouvernement. La présence massive, le 9 janvier, des journalistes et de leur syndicat devant les bureaux de Hamadi Jebali pour exprimer leur mécontentement, n'est pas restée sans conséquence. Dans l'après-midi même, Samir Dilou, porte-parole du gouvernement [et ministre des Droits de l'homme, issu du parti Ennahda], a tenu des propos qui laissent entendre une éventuelle révision des nominations qui ont provoqué le trouble. Certains sont en effet connus pour avoir soutenu servilement le dictateur déchu et son épouse. Mais c'est surtout la cacophonie des propos de Samir Dilou qui



↑ Dessin de Kichka, Jérusalem.

est inquiétante et qui laisse dubitatif. Il ne serait pas au courant de ces nominations, lesquelles l'auraient un tantinet surpris... C'est à ne plus rien comprendre à ce gouvernement qui multiplie à l'envi gaffes et maladresses, de nature à augmenter l'inquiétude de la population.

Besoin de sérénité

Toujours dans le registre des reculades, voilà l'hypermédiatique Hichem Meddeb, porte-parole du ministère de l'Intérieur, contraint de démentir, sur les ondes de Shems FM, les bruits et chuchotements relatifs au limogeage de Moncef Laâjimi, directeur général des brigades d'intervention [une information rendue publique, le 10 janvier, par Abdelkader Mathlouthi, attaché de presse du syndicat des fonctionnaires de la direction générale des brigades d'intervention. Le syndicat avait organisé un sit-in pour dénoncer cette décision. Laâjimi fait partie des personnes accusées d'avoir participé, le 8 et 9 janvier 2011, à la répression qui avait fait au moins 20 morts à Thala et Kasserine. Il affirme pour sa part qu'il se trouvait à Sousse].

Tout porte à croire que le gouvernement navigue à vue au moment où le pays a plus que besoin de sérénité et de sécurité, piliers indispensables à la relance des investissements. Le manque d'expérience peut-il, à lui seul, expliquer les ratages d'un gouvernement qui a tout intérêt à se départir de son credo idéologique pour mener à bien les affaires, sous peine d'aller au-devant de difficultés dangereuses ? **Abbes Ben Mahjoub**

Analyse

"Mon fils, tu parleras qatari"

Le Qatar gagne du terrain, encouragé par la montée en puissance d'Ennahda et par la détérioration de l'image de la France. Après l'indépendance, notre modèle de référence était celui de notre ancien colonisateur, pour qui nous avons gardé la sympathie coupable et l'amour contrarié que témoigne l'enfant au père Fouettard. Ce modèle français, avec ses valeurs d'humanisme universel, de laïcité, d'égalitarisme et de liberté d'esprit, continue d'alimenter aujourd'hui le logiciel d'une grande partie de l'élite tunisienne. Mais il s'étiole, et ceux qui l'incarnent,

les élites, sont en faillite et n'ont plus voix au chapitre. En France, la démocratie est en train de péricliter et son ménage avec le marché est en train de virer au drame. Le peuple est las des politiciens et il est gagné par l'idée que la politique ne peut plus rien contre le marché, qui tire désormais les ficelles. Sarkozy, président "bling-bling", aime bien s'attirer les faveurs des argentiers qui ont désormais leur alcôve à l'Elysée. En Europe, les marchés financiers ont fait débarquer des gouvernements élus et ce sont des anciens de la banque américaine Goldman Sachs qui officient

désormais à la tête de l'Italie, de la Grèce et de la Banque centrale européenne. C'est donc un secret de Polichinelle : les modèles français et occidental sont désormais agonisants et il n'y a plus que les argentiers véreux à leurs chevets ainsi qu'une poignée de candides. En attendant l'extrême-onction, on se plaira ou on se désolera à voir l'Occident sombrer dans un futur incertain. Et pendant ce temps, notre intelligentsia, grisée par l'opium de ses idées d'humanisme universel, s'évertue à combattre l'islamisme et à défendre les valeurs utopiques de la liberté,

de l'égalité et de laïcité. Mais alors, quel modèle de référence pour la Tunisie ? Je pense que le gouvernement et le parti islamiste Ennahda ont déjà répondu à la question. Ce sera au Qatar, ce bled grand comme mon village natal, qu'on ira chercher un modèle flambant neuf. Ma décision est donc prise : mon fils, tu parleras qatari. Je vais jeter à la poubelle ma bibliothèque et me mettre à chercher les livres de penseurs et de romanciers qataris qui vont t'émouvoir, mon fils. Tu regarderas Al-Jazira et tu passeras tes vacances à Doha chez ton oncle parti travailler là-bas dans l'usine d'une grande

banque américaine, où il est très content de la vie qu'il mène et nous le fait savoir l'été quand il rentre pour les vacances avec plein de cadeaux "made in China" et sa grosse voiture japonaise. Mon fils, tu parleras donc le qatari, mais je vais quand même garder la collection de Guy des Cars de ton grand-père et *Les Fleurs du Mal* de Baudelaire pour les feuilleter en cachette. Car moi, quand on m'a dit : tu parleras le français, c'est tout ce que j'ai appris. **Karim Ben Slimane*** *Kapitalis* (extraits) Tunis

* Professeur au département Innovation et Entrepreneuriat de l'École supérieure de commerce, Groupe ESC, Troyes.

Afrique

Tunisie

Les salafistes marquent leur territoire

Spécialiste des mouvements islamistes, le politologue tunisien Slaheddine Jourchi décrypte les visées de la mouvance salafiste.

Le Temps (extraits) *Tunis*

Comment expliquez-vous le regain d'activisme des salafistes ?

Slaheddine Jourchi Durant les élections, une partie de la mouvance salafiste a voté pour Ennahda sur la base d'une fatwa appelant à voter pour le parti le plus proche des préceptes de l'islam. Une autre faction a boycotté le scrutin, jugeant qu'Ennahda n'ira pas jusqu'à réclamer l'application de la charia. Le regain d'activisme salafiste était donc attendu. Le salafisme est, en fait, un mouvement religieux pur et dur, contrairement au mouvement Ennahda, qui a fait des concessions et qui est devenu proche du modèle de la démocratie à l'occidentale. De plus, les questions liées à la morale et aux pratiques religieuses sont très importantes pour les salafistes, dont une partie plaide pour le recours à la violence en matière de lutte contre les péchés et les vices de la société.

Cette mouvance n'est donc pas homogène ?

Effectivement. Son appellation provient du terme *salaf* (les ancêtres), et elle prône le retour à la communauté des premiers musulmans et aux deux sources de l'islam : le Coran et la sunna. Elle n'est, toutefois, ni homogène ni uniforme. Il s'agit, en réalité, de groupes qui ne se sont pas mis d'accord sur une stratégie d'action commune.



↑ Dessin de Kichka, Israël.

Globalement, on peut les classer en deux grandes catégories : le salafisme conservateur et le salafisme djihadiste. Le premier, appelé également "salafisme scientifique", est le courant majoritaire. Il s'agit d'un courant non violent qui prône la prédication (*eddaâwa*) pour lutter contre les innovations (*bidâa*) dans la religion et restaurer la pureté de l'islam. Il s'oppose à la désobéissance aux gouvernants (*al-khorouj ala alhakem*) et à la lutte armée pour changer les régimes n'appliquant pas une version rigoriste de l'islam. Selon eux, mieux vaut accepter et conseiller l'émir injuste plutôt

que risquer la *fitna* (discorde). Les salafistes djihadistes sont, quant à eux, favorables au recours à la violence pour destituer les gouvernements qui s'écartent de la charia et pour dissuader les auteurs des péchés. Aux yeux des tenants de cette doctrine, tout ce qui est lié à la démocratie occidentale, comme les élections et les institutions démocratiques, relève de l'hérésie.

Existe-t-il un dialogue entre Ennahda et les salafistes ?

Le mouvement Ennahda a pris langue avec les salafistes pour tenter de les contenir, mais des divergences profondes opposent

toute forme de violence. Son dossier d'autorisation a été rejeté en mars 2011 et il n'a pas pu participer au scrutin du 23 octobre. Mais cela ne l'empêche pas de poursuivre ses activités et de se faire connaître.

ces deux mouvements. Jusqu'ici, Ennahda semble éviter d'entrer dans une logique de confrontation pour des considérations électorales. Ce parti tente, en effet, de séduire un électorat hétéroclite et disparate qui va des citoyens attachés à leur identité arabo-musulmane aux islamistes radicaux. Et c'est d'ailleurs pour cette raison qu'il est souvent accusé de tenir un discours pluridimensionnel.

Les salafistes pourraient-ils créer un parti, comme c'est déjà le cas en Egypte ?

La formation d'associations comme celle des "partisans de la charia", qui compte plus de 16 000 fans sur Facebook, atteste de la volonté des salafistes de s'organiser. Une partie d'entre eux réfléchit déjà à la création d'un parti et semble s'orienter vers l'acceptation du pluralisme politique, le rejet de la violence et la modération. Certains cheikhs salafistes ont d'ailleurs critiqué le sit-in en faveur du port du niqab qui a paralysé la faculté des lettres de la Manouba. Ces signes encourageants nous ont conduits à entamer un dialogue avec eux dans le cadre du forum de pensée Al-Jahedh.

Y a-t-il un profil type des salafistes ?

Selon les dernières estimations, la Tunisie en compterait plusieurs milliers, dont environ 1 800 ont été libérés dans le cadre de l'amnistie générale décrétée après la révolution. La plupart des éléments salafistes sont âgés de 17 à 30 ans et la majorité d'entre eux n'ont pas un bon niveau d'instruction. Mais ce n'est pas un milieu très organisé. Ils n'ont pour l'instant ni chef de file ni une vision stratégique claire.

Propos recueillis par Walid Khefifi

Indignation

Un vrai film d'horreur pour les femmes tunisiennes

Cette révolution de la dignité, car je refuse de l'appeler de "jasmin" par respect pour les martyrs qui ont payé de leur vie nos libertés, est-elle en train d'atteindre ses objectifs ? Sommes-nous en train d'écrire notre futur selon nos propres désirs et notre unique volonté ? Les jeunes, qui ont été à l'origine de ce soulèvement civique et pacifique, se retrouvent-ils dans ce qui se trame aujourd'hui pour leur avenir ? Les catégories démunies et oubliées ont-elles eu accès à un minimum de dignité et de réhabilitation sociale et économique ? Les femmes, qui étaient présentes dans toutes les phases de la révolution et qui s'appuyaient sur les acquis

inébranlables de la femme tunisienne, se retrouvent-elles dans les formes d'exclusion qu'elles vivent au quotidien ? C'est sur cette dernière question que je vais axer ma réflexion : les femmes sont oubliées et volontairement exclues de toute forme de participation à la construction de la Tunisie de demain. Où sont-elles dans le gouvernement actuel et dans les postes de décision ? Nos citoyens n'entendent et ne voient aujourd'hui qu'un seul débat autour de la femme : son paraître et ses habits ! Le discours officiel, et ça ne peut être anodin ou spontané, a déployé tous les efforts pour réduire la femme à son état

le plus basique, à savoir son état de *femme* ! Les agissements hostiles et sexistes atteignent les femmes dans tous les domaines d'activités : l'enseignement supérieur, l'éducation nationale, la santé, les syndicats, les médias et le monde culturel. Que les nouveaux responsables du gouvernement, en commençant par le chef de l'Etat pour arriver au ministre des Affaires religieuses, se permettent en ce début du XXI^e siècle de cataloguer les femmes selon leurs habits, cela constitue pour nous la plus grande insulte à l'histoire de ce pays ! Oui, messieurs les responsables provisoires de notre pays,

vous avez tout fait pour nous faire vivre au quotidien sous la menace que nos droits seraient violés via la modification éventuelle du Code du statut personnel ! Vos discours, agissements et mentalités constituent un vrai film d'horreur pour les femmes tunisiennes ! Mais nous ne vous laisserons pas faire ! Nous ne vous permettrons pas de toucher à nos acquis au nom de la majorité ou de la pseudo-démocratie ! Femmes et hommes tunisiens libres et dignes :

résistons aux nouvelles formes de la dictature ciblant la femme et par conséquent la famille et toute notre société ! Nous, femmes, refusons d'être considérées comme citoyens de seconde zone. Nous sommes compétentes, fières, dignes et militantes ! Vos lois rétrogrades ne passeront pas et au nom de toutes celles qui vous ont mis au monde et que Dieu tout-puissant a considérées comme clé du paradis, *indignez-vous* ! En attendant de meilleurs jours, nos femmes militantes et courageuses se déclarent officiellement en deuil !

Sana Ghenima* Leaders

(extrait) *Tunis*

* Chef d'entreprise, l'auteure a créé en 2003 sa propre société, Sanabil Med, spécialisée dans l'édition numérique.





Entretien avec le célèbre commentateur sportif camerounais Martin Fleur Nimb. Pour lui, la Côte d'Ivoire est favorite.



Maroc

Ce n'est pas le royaume des footballeurs africains !

Attirés par l'argent que brasse la première division marocaine, de nombreux joueurs subsahariens tentent leur chance. Mais très peu réussissent.

TelQuel Rabat

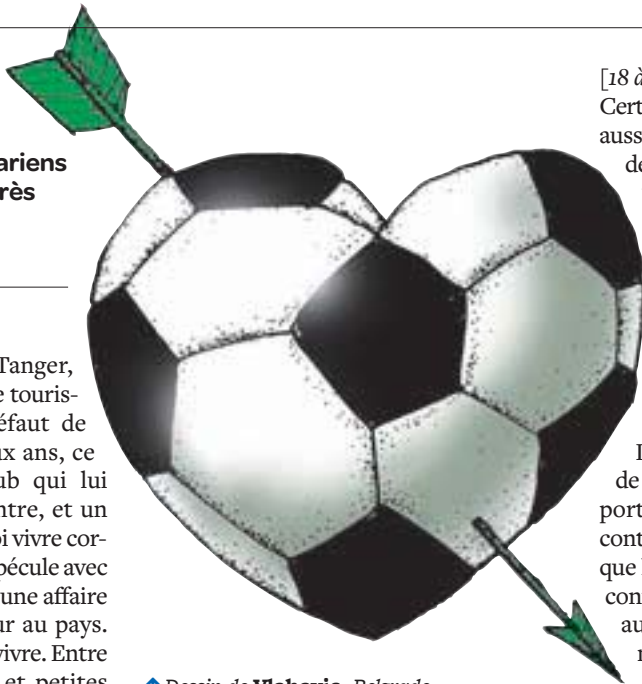
Dans les rues de Tanger, Samuel joue au guide touristique informel à défaut de jouer au football. Depuis deux ans, ce Camerounais cherche le club qui lui confiera un poste d'avant-centre, et un salaire digne de ce nom. De quoi vivre correctement et mettre de côté le pécule avec lequel il pourrait investir dans une affaire quelconque une fois de retour au pays. Mais, en attendant, il faut bien vivre. Entre pensions à 2,5 euros la nuit et petites chambres en colocation, Samuel vivote, sans grand espoir, à l'instar des milliers de migrants qui rêvent d'Europe. Son histoire est celle de centaines, voire de milliers de footballeurs subsahariens venus chercher gloire et fortune au sein de la Botola [championnat d'élite de football du Maroc] sans avoir jamais réussi à percer.

Samuel, c'est un pseudonyme. Il l'a choisi en référence à Eto'o, l'ancien attaquant camerounais de Barcelone et de l'Inter de Milan, son idole. Une star planétaire qui, comme l'Ivoirien Didier Drogba (qui joue à Chelsea), fait rêver des milliers d'enfants pauvres avec les millions qu'il a gagnés en Europe. Une fortune qui tranche avec la réalité du football subsaharien, où l'argent se fait encore rare. "Au Cameroun, je jouais en deuxième division, chez les Dragons de Yaoundé. Je ne touchais aucun salaire, confie Samuel. Et, même si j'étais passé en première division, combien aurais-je gagné ? 100 euros par mois ?"

Un marché saturé

C'est au début de l'année 2010 qu'il se prend à des envies d'ailleurs. Il faut trouver une destination. Vu la difficulté d'obtenir un visa pour l'Europe, il se rabat sur le Maroc, sur le conseil d'un ami commerçant qui fait des allers-retours fréquents entre les deux pays. "Là-bas, les joueurs sont bien payés, et il y a de bonnes infrastructures", dit-il à Samuel, qui prend alors la candidature du Maroc à l'organisation de la Coupe de monde 2010 comme une confirmation des dires du commerçant. Sans plus se renseigner, il achète un billet d'avion. Ce n'est qu'à l'atterrissage à Casablanca qu'il se rend compte que l'eldorado footballistique rêvé ne s'atteint pas si facilement.

Cruel constat qu'ont également fait les victimes des faux agents, des arnaqueurs qui – moyennant finance – promettent à ces jeunes joueurs naïfs de leur trouver un club dès la sortie de l'aéroport. Casablanca,



↑ Dessin de Vlahovic, Belgrade.

Marrakech, Fès... Samuel fait le tour des villes, le tour des clubs, où il apprend que le nombre de joueurs étrangers dans chaque équipe est soumis à une limitation et que la plupart des places sont déjà prises. "Au Moghreb de Tétouan, ils m'ont fait faire un test, affirme-t-il. A la fin, ils voulaient me garder, mais, comme ils avaient déjà atteint leur quota d'étrangers, ils n'ont pas pu me prendre." Il passe un autre test, à Marrakech, sans plus de succès. Il tente aussi de contacter de vrais agents de joueurs, mais la piste n'aboutit pas. "Ils te donnent rendez-vous, te disent qu'ils vont te rappeler, mais ils ne rappellent jamais", raconte-t-il, blasé.

Adama, son ami malien, qui a voyagé jusqu'à Tanger par la voie terrestre, pointe un autre problème. "Il est 16 heures, et depuis ce matin je n'ai rien mangé. Dans ces conditions, comment s'entraîner pour rester en forme ?" se demande-t-il. Aujourd'hui, tous deux ont renoncé à jouer au football au Maroc. Adama espère devenir commerçant. Quant à Samuel, il ne rêve plus que du mariage blanc qui lui permettrait de rejoindre l'Europe.

Des salaires au rabais

Avant de renoncer, certains ont failli réussir. C'est le cas de Cyril, un milieu défensif ivoirien. "On m'a proposé de rejoindre les espoirs du Wydad de Fès, mais j'ai refusé. On ne me proposait aucun salaire, aucun logement, juste une prime de quelques centaines de dirhams par match gagné", se souvient-il. Démoralisé, il a vite mis un terme à ses recherches, et travaille aujourd'hui dans un centre d'appels, à Fès [nord du pays].

En se rabattant sur les divisions inférieures du football amateur, Lenoir, un autre Ivoirien, est parvenu à intégrer des clubs. Mais, à cause de conditions salariales insuffisantes, il a mis un terme à l'expérience. Il se rappelle une équipe où il touchait "200 dirhams par-ci, 300 dirhams par-là

[18 à 27 euros]. Je n'avais pas de salaire fixe." Certains s'en arrangent, comme Brahim, lui aussi ivoirien, qui s'accroche à son équipe de troisième division (amateur) et à ses 1 500 dirhams mensuels [135 euros], "l'un des meilleurs salaires du club, mais qui arrive souvent en retard". "Je ne peux pas dire que j'en sois content, commente-t-il. Mais, compte tenu de la situation, je n'ai pas le choix. C'est déjà bien de pouvoir jouer."

Tremplin vers l'Europe

La configuration du marché – beaucoup de demandeurs, peu de postes – ouvre la porte à tous les abus (non-respect des contrats, non-paiement des salaires, etc.), que les joueurs ne sont pas en position de contester. Une situation dont se plaint cet autre Subsaharien, pourtant beaucoup mieux loti, qui joue dans un club de deuxième division. Avec les primes, il arrive à gagner "3 500 à 4 000 dirhams par mois [315 à 360 euros]", mais n'a signé qu'un "contrat saisonnier de six mois". Il est prêt à parier qu'en cas de blessure son contrat ne

sera pas renouvelé, et que son club ne le soutiendra pas. "La seule chose qui me retienne ici, c'est, j'espère, me faire repérer par des recruteurs occidentaux ou orientaux, explique-t-il. Ils viennent beaucoup plus souvent ici qu'en Afrique centrale." Le Maroc, tremplin vers l'Europe ou le Moyen-Orient ? C'est le souhait de beaucoup. Ça reste l'objectif de Patrick Tchouandop Nantchouang, un des rares Subsahariens inconnus à avoir réussi à atteindre la Botola 1 après un passage par le monde amateur. Arrivé du Cameroun à l'âge de 19 ans, sur le conseil d'un manager non homologué, il intègre malgré tout l'équipe amateur d'Amal Souk Sebt (troisième division), où il passe trois ans, avant d'être repéré par un autre agent, qui le fait signer à la Jeunesse sportive d'Al-Massira. L'attaquant y a entamé sa deuxième saison, et son téléphone n'arrête pas de sonner. Qui est au bout du fil ? "Des amis africains qui galèrent et qui me demandent de les aider à trouver un club, confie-t-il. Je fais ce que je peux, mais je ne suis pas manager."

Clair Rivière

Le salon des Masters/MS

SAMEDI 28 JANVIER 2012 - 10H30 À 18H30
PALAIS BRONGNIART
BOURSE DE PARIS - MÉTRO BOURSE

TOUT SAVOIR SUR LES MASTERS ET LES MASTÈRES SPÉCIALISÉS

Etudiants bac + 3/4/5, jeunes diplômés des grandes écoles et universités : découvrez plus de 3 000 programmes dispensés par les universités et les grandes écoles.

Pour vous aider à choisir : de nombreuses conférences thématiques animées par les journalistes du Monde.

Un iPad 2 à gagner !

ENTRÉE GRATUITE.
Inscrivez-vous vite !

www.salondesmasters.com

ORGANISÉ PAR **Le Monde** | **Télérama** | **Courrier international**

Afrique



République démocratique du Congo

L'insécurité a du bon pour les épouses délaissées

A Béni, dans l'est du pays, règne un climat d'insécurité. De nombreuses femmes se frottent les mains : leurs maris rentrent désormais plus tôt chez eux...

Syfia Grands Lacs Kinshasa

Aquelque chose malheur est bon !” Sourire aux lèvres, cette femme semble avoir retrouvé la joie de vivre depuis que son époux rentre tôt à la maison. “Avant, il revenait après minuit. Maintenant, il est là même à 19 heures. C’est un miracle !” se réjouit-elle. A cause de l’insécurité qui persiste depuis plusieurs mois dans cette ville de l’est de la République démocratique du Congo, tous les petits commerces et débits de boissons ferment en effet leurs portes à 18 heures. Les hommes qui passaient leur temps à boire et à jaser dans les bars avant de retourner chez eux n’ont plus d’autre choix. “Dès qu’on finit le travail, on achète un peu de sucre pour le petit déjeuner du lendemain et on rentre directement chez soi. Car vaut mieux être attaqué la nuit chez soi que dehors”, explique Christophe Kambale, militant des droits de l’homme.

Durant le deuxième trimestre 2011, une dizaine de personnes ont été assassinées par balle à Béni par des bandits non identifiés. Des maisons et boutiques ont aussi été attaquées et pillées, sans qu’aucune enquête ne soit menée pour retrouver les auteurs de ces actes. Et, avant la tenue de la présidentielle et des législatives du



↑ Dessin d'Ajubel paru dans El Mundo, Madrid.

28 novembre 2011, des rumeurs circulaient dans la ville, faisant état d’éventuelles attaques des groupes de rebelles ougandais, alliés aux forces d’autodéfense populaires locales, très actives dans cette province du Nord-Kivu.

Ce climat d’insécurité s’est renforcé après l’évasion de la prison centrale de la ville, fin 2011, de centaines de criminels qui se sont retrouvés dans la nature. Entre août et novembre de la même année, les camps militaires d’Oicha et le bureau administratif de l’auditorat militaire avaient aussi été attaqués, ce qui a accru

la peur des habitants. Ainsi, dans le quartier Kalinda, dans le sud de la ville, on ne voit plus aucun piéton dès 20 heures dans la rue Bebel, qui mène vers les quartiers résidentiels. Même le poste de police de la commune de Mulekera, situé non loin de là, ne rassure personne.

A Bungulu, une commune du nord de la ville où l’ambiance régnait jusque tard au rond-point Kanzulinzuli, les rues deviennent désertes dès la tombée de la nuit. Même les conducteurs des taxis-motos qui assurent le transport dans cette ville de 500 000 habitants rangent leurs

engins avant 19 heures. “Nous ne prenons plus le risque de faire le taxi la nuit, car nous sommes souvent victimes des braquages [des bandits] qui nous dépouillent de nos recettes et ravissent parfois nos motos”, raconte Matthieu Kambale.

Ce climat de peur généralisée inquiète tous les habitants. Mais, pour les épouses habituées à rester seules au foyer, sans leurs maris, parfois jusque tard dans la nuit, c’est une autre affaire. Retrouver leurs hommes plus tôt qu’auparavant est vécu par ces épouses esseulées comme une nouvelle aventure amoureuse. Sans s’accommoder, certes, de l’insécurité, que tous voudraient voir prendre fin, elles souhaitent voir leurs maris continuer à rentrer de bonne heure au foyer.

Les débits de boissons, à la clientèle particulièrement masculine, font cependant grise mine. “Notre profession paie lorsque la circulation est garantie. Sans la sécurité, nous ne gagnons rien”, se plaint Katembo Musavuli, propriétaire d’un cabaret. Ne vendant plus que la journée, il conditionne le paiement des taxes et impôts à la restauration de la sécurité.

Les boîtes de nuit, elles, ne savent plus que faire. Certaines n’ouvrent plus désormais que pendant le week-end. Seuls quelques accrocs de la bière et de la folle ambiance s’y aventurent encore, mais à leurs risques et péril. Au grand regret des tenanciers de ces boîtes, mais aussi de celles qui vendent leurs charmes et retiennent souvent les hommes loin de leurs foyers.

Jacques Kikumi

L'agenda Courrier 2012

international
par MOLESKINE

15 €

L'agenda Courrier 2012

Toute l'élégance de Moleskine, la légendaire marque italienne, allée à l'esprit Courrier international

Création originale disponible en édition limitée !

Tout au long de l'année, retrouvez les dates des événements politiques, culturels et sportifs ainsi que les meilleures petites phrases des acteurs de la vie politique mondiale.

- Janvier 2012 - décembre 2012
- Format : 130 x 210 mm
- Couverture noire souple avec fermeture à élastique
- Angles arrondis
- Ruban marque-page

FRAIS DE PORT OFFERTS

Dernière offre : profitez-en !

Bon à retourner sous une enveloppe affranchie à : Courrier international - A2100 - 42066 Arns CEEDEX 9

Je commande exemplaire(s) de l'agenda Courrier international 2012 au prix unitaire de 15 €. Je bénéficie des frais de port gratuits, soit un montant total à régler de €.

Mes coordonnées

VCO12009BA001

Monsieur Madame Mademoiselle

Nom

Prénom

Adresse

CP [] [] [] [] [] [] Ville

Je choisis de régler par :

Chèque bancaire à l'ordre de Courrier international

Carte bancaire n° : []

Expire fin : [] [] [] [] Cryptogramme : [] [] [] [] [] []

Offre valable en France métropolitaine jusqu'au 29/12/2011. Délai de livraison : 3 semaines à compter de la réception de votre commande. En application de la loi informatique et Liberté, vous disposez d'un droit d'accès et de modification des informations vous concernant. Celles-ci sont indispensables à l'exécution de votre commande et peuvent être utiles aux personnels de Courrier international. Si vous ne le souhaitez pas, merci de contacter votre service client.

Date et signature obligatoires :

483 Paris 144/001 000 448



Parmi les nombreux articles relatifs à la crise islandaise publiés par *Courrier international*, on peut lire "Ils ont eu bien raison de dire non", du *Wall Street Journal* (voir CI n° 1067, du 14 avril 2011), "Quand les contribuables

islandais se rebellent", du *National Post* (voir CI n° 1002, du 14 janvier 2010), et "Les cannibales et les serveurs gras", de la *Süddeutsche Zeitung* (voir CI n° 961, du 1^{er} avril 2009).

Crise

L'Islande renaît de ses cendres

Menacé de faillite en 2008, ce petit pays s'est sorti d'affaire en laissant ses banques couler et sa monnaie se déprécier. Une recette que les pays de la zone euro ne peuvent pas appliquer.

The Washington Post (extraits)
Washington

Dans les rues enneigées de Reykjavik, les traces de la panique économique de 2008 ont presque disparu. Les cafés branchés de Laugavegur [la rue la plus animée de la capitale] sont bondés, les menus des restaurants proposent de la baleine de Minke et des travers d'agneau grillés pour l'équivalent, respectivement, de 30 et 45 euros, et toutes les tables sont occupées. Des jeunes éméchés font la queue pour s'entasser dans des discothèques qui vibrent toute la nuit. Maintenant, on plaisante même sur le krach - *kreppa*, comme on le nomme à Reykjavik. "Ici, il n'y a pas que l'argent qui part en fumée", proclame un tee-shirt orné d'une photo de l'Eyjafjallajökull, dont l'éruption fit sensation en 2010.

Le parcours de l'Islande est un cas d'école : elle est passée de la ruine financière à une reprise encore fragile, en faisant tout ce que n'ont pas fait les autres pays confrontés à la crise ces dernières années. Au moment où les Etats-Unis et l'Europe commençaient à se débattre avec les retombées de la crise financière mondiale de 2008, ce minuscule pays a vécu un véritable désastre. Ses banques surdimensionnées ont mordu la poussière, sa monnaie s'est effondrée. Le Premier ministre en était réduit à invoquer l'aide de Dieu et les gens manifestaient dans les rues. Reykjavik a fait ce que Washington



↑ Dessin de Bromley paru dans le *Financial Times*, Londres.

n'a pas voulu faire : il a laissé ses plus grandes banques déposer le bilan [Kaupthing, Landsbanki et Glitnir ont alors été nationalisées]. Il a également fait ce que les pays d'Europe pris au piège de dettes colossales et enchaînés par l'euro ne peuvent pas faire : il a maintenu la couronne islandaise à un niveau faible, ce qui a généré de l'inflation mais a rendu ses exportations plus séduisantes et ses tarifs plus alléchants pour les touristes.

Trois ans plus tard, le chômage a baissé, l'activité touristique est repartie. L'économie a renoué avec la croissance [elle devrait atteindre 2,1 % en 2011 et 1,5 % en 2012, selon Eurostat]. L'été dernier, pour la première fois depuis la crise, le gouvernement a réussi à emprunter sur les marchés financiers. Il serait tentant d'en conclure que ce pays de 318 000 habitants a simplement su gérer la crise plus habilement que d'autres, comme dans l'un de ces "livres dont vous êtes le héros" où les Islandais auraient fait le bon choix.

Métamorphose

Ce n'est pas tout à fait faux, mais l'histoire est un peu plus complexe. D'abord, la situation de l'Islande est bien différente de celles des Etats-Unis et de l'Union européenne ; ensuite, une analyse sérieuse ne peut passer sous silence la colère, l'angoisse et les qui subsistent dans le pays.

"On allait à la fac, on faisait des études de commerce, on devenait millionnaire du jour au lendemain – un vrai rêve !"

Au cours de la décennie qui a précédé le krach, l'Islande s'était métamorphosée. Autrefois dépendante de la pêche, elle s'était transformée en un riche centre financier. Elle avait privatisé ses banques, qui n'avaient dès lors cessé d'enfler, engloutissant des actifs dans le monde entier tout en attirant des milliers de déposants étrangers [essentiellement britanniques et néerlandais] par la promesse de taux d'intérêts élevés. Les hommes d'affaires voyageaient en jet privé, achetaient des yachts clinquants et des résidences secondaires valant plusieurs millions d'euros. Les banquiers étaient devenus arrogants et populaires : après tout, ils offraient à la population toutes sortes d'emplois bien payés, et à l'Etat, d'importantes recettes fiscales. "Il fallait être fou pour ne pas vouloir devenir banquier", se souvient Heimir Hannesson, membre du conseil étudiant de l'Université d'Islande. "On allait à la fac, on faisait des études de commerce, on devenait million-

naire du jour au lendemain. Un vrai rêve. Et, pendant quelques années, ç'a été la réalité."

Les investissements explosaient, la couronne prenait de la valeur, et les entrepreneurs islandais s'endettaient davantage tandis que l'homme de la rue s'achetait des Range Rover et des maisons de luxe, allant parfois jusqu'à prendre des emprunts dans d'autres devises pour profiter d'un taux de change favorable. Peu à peu, les Islandais en étaient venus à se croire invincibles, à se dire qu'ils avaient maîtrisé une puissante forme d'alchimie financière. "Nous réussissons parce que nous sommes différents", affirmait le président de la République dans un discours prononcé à Londres en 2005. En Islande, expliquait-il, les "audacieux" chefs d'entreprise prenaient des risques et réussissaient là où d'autres "soit échou[a]ient, soit n'os[a]ient pas se mouiller".

En 2008, comme les marchés mondiaux du crédit commençaient à geler, les investisseurs réclamèrent soudain leur argent. Les trois plus grandes banques islandaises, qui avaient enflé au point d'atteindre dix fois la taille du PIB du pays, se retrouvèrent fauchées [elles s'étaient lancées dans des activités hautement spéculatives et s'étaient énormément endettées]. "Le système bancaire était si énorme que l'Etat n'avait pas les moyens de le renflouer", commente Gylfi Zoega, économiste et universitaire islandais. "Le pays ne disposait ▶ 42

Au pays des Vikings



Economie

Suite de la page 41

pas des réserves nécessaires pour aider ces banques ; elles se sont tout bonnement déclarées en cessation de paiement. Il n'y avait pas d'autre solution." Comprenant qu'il était dangereux, et peut-être illusoire, de tenter de sauver les banques, le gouvernement finit par les laisser sombrer. "Aucun gouvernement responsable ne prend de risque avec l'avenir de son peuple, même lorsque le système bancaire lui-même est en jeu," proclama le Premier ministre dans un discours à la nation, en octobre 2008.

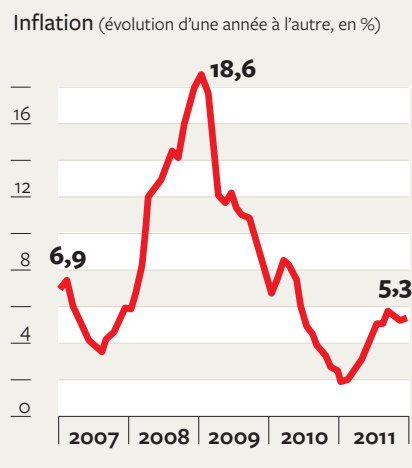
Les conséquences ne se firent pas attendre : la couronne islandaise plonge, perdant plus de la moitié de sa valeur face à l'euro. Elle ne présentait plus aucun intérêt en dehors de l'île. Lorsque la monnaie se déprécia ainsi, beaucoup de ceux qui avaient souscrit des emprunts en devises étrangères durent rembourser deux fois plus. L'inflation frôlait 20 %. Les entreprises se débarrassaient en hâte de leurs salariés. Des milliers de citoyens manifestaient devant le Parlement, spectacle exceptionnel dans ce pays paisible. Quelques mois plus tard, le gouvernement était balayé.

Contrôle des capitaux

Dans le sillage de la catastrophe, les autorités garantirent les dépôts des Islandais, mais refusèrent de rembourser nombre d'investisseurs étrangers, décision controversée qui reste une plaie à vif tant ici qu'en Europe. Le gouvernement a créé de nouvelles banques à partir des branches locales de celles qui avaient péri. Les anciennes banques, qui détenaient des actifs étrangers, sont encore en cours de démantèlement, leurs actifs sont mis en vente et les sommes rassemblées servent à rembourser les créanciers.

L'Islande a accepté l'aide du Fonds monétaire international (FMI) et des pays scandinaves. Elle a mis en place un contrôle des capitaux qui empêche l'argent de quitter le pays, dans l'espoir de stabiliser le cours de la couronne.

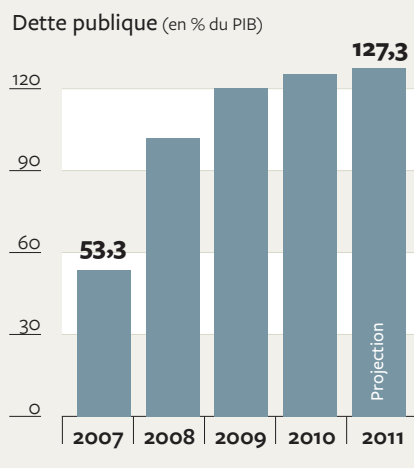
Une reprise encore fragile



En 2011, le montant de la dette du pays a dépassé son PIB. Mais malgré les coupes budgétaires destinées à redresser la situation financière, le gouvernement a délibérément préservé le généreux système de protection sociale, allant même jusqu'à déployer de nouveaux programmes pour les plus vulnérables. Pour financer ces mesures, il a parallèlement soumis le système bancaire et les ménages les plus fortunés à de nouveaux impôts. Et lentement mais sûrement, la récession a laissé la place à la reprise.

L'expérience islandaise, née dans des circonstances particulières, n'est peut-être pas reproductible ailleurs. Certes, la chute des plus grandes banques d'Islande a été douloureusement ressentie dans le pays comme à l'étranger. Mais cela n'a rien à voir avec le naufrage planétaire qui se serait probablement produit si les Etats-Unis avaient laissé sombrer des sociétés comme Citigroup [le géant financier a été sauvé par l'Etat fin 2008].

La faiblesse de la couronne a accéléré la stabilisation de la situation. Les exportations, essentiellement composées de

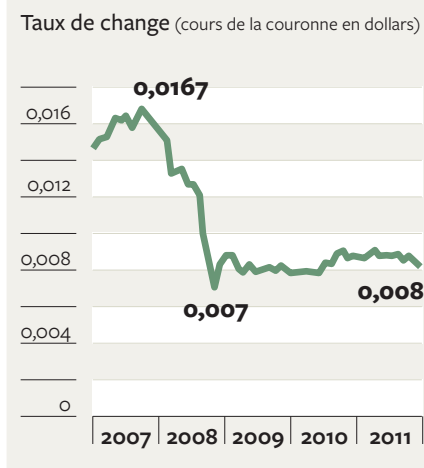


poisson et d'aluminium, ont progressé de 11 % l'an dernier, le secteur du tourisme affichant le même taux de croissance sur les onze premiers mois de l'année. Mais les Etats en difficulté de la zone euro, comme la Grèce et le Portugal, n'ont pas la possibilité de laisser fluctuer leurs devises.

A en juger par les statistiques économiques et par les scènes de la vie quotidienne dans les rues de Reykjavik, les moteurs de l'économie sont repartis. "Pour un pays dont le système financier s'était complètement effondré, l'Islande s'en sort remarquablement bien", estime Julie Kozack, chef de la mission du FMI pour l'Islande. "Cela dit, ajoute-t-elle, le pays n'est pas encore sorti d'affaire."

Fuite des cerveaux

L'été dernier, le programme de soutien du FMI a été bouclé [avec le versement de la dernière tranche de l'aide, dont le montant total atteint 1,45 milliard d'euros]. L'inflation a fléchi, les consommateurs dépensent plus, on signale de nouveaux investissements dans l'énergie géothermique, et l'océan grouille toujours de poissons.



Sources : Banque centrale islandaise, Bloomberg, OCDE, "The Washington Post"

"Nous sommes traumatisés par l'image qu'ont donnée de nous les Vikings financiers des Temps modernes"

Les rues sont moins encombrées de Range Rover, mais les Audi, les Mercedes et les BMW ne manquent pas.

Mais, derrière cette belle façade, de vrais problèmes et une profonde incertitude persistent : le taux de chômage flirte avec les 7 % ; les entreprises et les ménages ploient toujours sous le poids d'une dette écrasante, due en partie à un système d'emprunts immobiliers indexés sur l'évolution (actuellement à la hausse) de l'indice des prix à la consommation. La population en veut toujours à l'Etat et aux banques.

Les gens parlent de leurs amis en quête d'antidépresseurs, de familles qui, faute d'argent, évitent d'aller chez le dentiste. Le niveau de vie moyen reste élevé, mais selon une étude officielle récente, la moitié des foyers ont du mal à joindre les deux bouts. De plus, les Islandais continuent de partir en Norvège, un pays qui offre davantage de possibilités et dont la culture est proche de la leur. "On risque une importante fuite des cerveaux", prévient Brynjar Petursson Young, professeur à l'école de commerce de l'université de Reykjavik.

La crise a laissé des traces dans la psyché nationale, et les habitants en viennent à se poser des questions existentielles, s'interrogeant non seulement sur les moyens de retrouver la stabilité financière mais aussi sur le genre de société qu'ils souhaitent désormais. "Avant, nous étions en proie à une certaine exubérance irrationnelle. C'est fini, et c'est peut-être une bonne chose", estime Gylfi Magnússon, économiste et ministre de l'Economie après le krach [de février 2009 à septembre 2010]. "Je crois que nous sommes traumatisés par l'image qu'ont donnée de nous les Vikings financiers des temps modernes", conclut Heimur Hannesson, le jeune étudiant. **Brady Dennis**

Chronologie

Icesave, pomme de discorde entre l'Islande et l'Europe

Octobre 2008

Les trois grandes banques islandaises (Glitnir, Landsbanki et Kaupthing) s'effondrent et sont nationalisées. La banque en ligne Icesave, filiale de Landsbanki qui opère essentiellement en Grande-Bretagne et aux Pays-Bas, annonce la suspension de ses comptes. Londres utilise alors la loi antiterroriste pour bloquer les avoirs de la branche locale d'Icesave. Pour éviter la panique, les gouvernements britannique et néerlandais remboursent

leurs ressortissants clients de la banque via leur propre fonds de garantie des dépôts, puis se retournent vers l'Etat islandais. Reykjavik, qui prévoyait de vendre les actifs de Landsbanki pour rembourser les quelque 320 000 épargnants, est pris de court.

Août 2009

Le Parlement islandais adopte une loi permettant de rembourser la Grande-Bretagne (2,7 milliards d'euros) et les Pays-Bas (1,3 milliard), à condition que

les paiements ne dépassent pas une certaine proportion du PIB.

Décembre 2009

Sous la pression de Londres, qui menace de bloquer l'adhésion du pays à l'UE, le Parlement islandais vote une seconde loi plus contraignante. La colère de la population pousse le président à soumettre la ratification du texte à un référendum.

6 mars 2010

A l'issue du référendum, le non l'emporte à 93,2 %.

Février 2011

Le Parlement adopte une nouvelle loi Icesave. Le président choisit de nouveau la voie du référendum.

9 avril 2011

Les Islandais rejettent le texte à 59,1 %.

Septembre 2011

La commission chargée de liquider les actifs de Landsbanki a récupéré suffisamment de fonds et commence à rembourser les créanciers prioritaires de Icesave.

HORS-SÉRIE **SPÉCIAL BILAN**

NOUVEAU



164 PAGES - EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

Développement durable

Tout schuss sur les pistes (très) vertes !

De la Suisse aux Etats-Unis, de plus en plus de stations de ski carburent aux énergies renouvelables. Petite revue.

Der Spiegel Hambourg

Le 17 décembre, le premier téléski totalement solaire au monde a ouvert ses portes à Tenna, un village de la vallée de Safien, dans les Grisons (Suisse). Les panneaux solaires sont fixés sur des câbles tendus entre les pylônes [voir photo]. Ils sont orientés vers le soleil dans la journée et tournés en position verticale quand il neige.

Long de 460 mètres, ce téléski consomme 22 000 kilowattheures (kWh) pendant la saison et est alimenté par l'énergie solaire qu'il produit lui-même. Il devrait produire 90 000 kWh par an [pour donner un ordre de grandeur : un habitant de pays développé consomme entre 1 000 et 2 000 kWh d'électricité par an]. Les surplus d'énergie produits seront vendus, ce qui permettra de financer les panneaux solaires, qui ont coûté 420 000 francs suisses [347 000 euros], et leur installation.

Cette station s'inscrit dans une tendance générale. L'énergie représente un facteur de plus en plus important sur le domaine skiable alpin : les remonte-pentes sont plus performants et plus confortables, parfois dotés de sièges chauffés, et les canons à neige font grimper la consommation d'électricité. Avec l'augmentation des prix, les exploitants sont à l'affût de toute solution leur permettant de s'approvisionner en énergie autrement que par le réseau général. Ils évitent ainsi d'augmenter encore leurs coûts et de plus améliorent considérablement leur image.

Depuis des années déjà, la station météorologique de Salzstiegl, en Styrie (Autriche), fournissait des données sur la température, l'hygrométrie et la vitesse du vent. Ces éléments servaient à prévoir la météo et l'enneigement. Un jour, Friedl Kaltenecker, le propriétaire de la station de ski locale, s'est aperçu que le vent qui soufflait là-bas offrait des conditions idéales pour l'installation d'une éolienne.

Au lieu d'investir dans un nouveau télésiège, il a consacré 2,1 millions d'euros à la construction d'une éolienne de 105 mètres de haut. Celle-ci alimente en électricité les cinq remonte-pentes, l'hôtel et les chalets de la station. Les surplus sont redistribués dans le réseau électrique local pendant la nuit et l'été.

Comme le vent souffle particulièrement fort sur les montagnes, celles-ci se prêtent particulièrement bien à ce type de production d'électricité. Une installation de 1,5 mégawatt (MW) comme celle de Salzstiegl peut fournir 4,6 millions de kWh annuellement.



SKILIFT TENNA

↑ **A Tenna, en Suisse : premier téléski au monde à être alimenté intégralement par des panneaux solaires.**

La station de Jiminy Peak, dans le Massachusetts (Etats-Unis), dispose d'une installation similaire. Elle possède 350 canons à neige qui recouvrent de neige artificielle ses 20 kilomètres de piste et la plupart des pistes sont éclairées tous les soirs jusqu'à 22 heures en pleine saison. L'éolienne couvre un tiers de ses besoins en électricité annuels et permet à la station d'engranger des revenus supplémentaires, la moitié de l'électricité qu'elle produit étant injectée dans le réseau. De plus, elle permet de réduire annuellement de 3 300 tonnes les émissions de CO₂.

La station de Grouse Mountain, située au-dessus de la métropole de Vancouver, au Canada, a même trouvé un autre usage pour son éolienne : le moyeu [partie centrale] du rotor a été transformé en nacelle panoramique pour les visiteurs – une technologie qui vient du Tyrol du Sud, ou Haut-Adige (Italie), où il existe plusieurs installations similaires.

En général, de ce côté-ci de l'Atlantique, ce genre de structures élevées qui gâchent le paysage est encore assez mal accepté. Les petites éoliennes à rotor en H offrent une alternative. C'est ce système qu'a choisi la station suisse Sattel-Hochstuckli en 2010. Au lieu de tourner autour d'un axe horizontal, les pales des éoliennes tournent autour d'un axe vertical. Ces installations plus basses et plus minces

produisent certes moins d'électricité, mais elles sont plus discrètes.

Le vent n'est pas la seule ressource à abonder dans les montagnes. Le soleil y brille plus longtemps qu'en plaine. Et cette ressource est largement exploitée. La station Schmittenhöhebahn de Zell am Zee (Autriche) est en train de construire 6 000 mètres carrés d'installations photovoltaïques sur ses bâtiments – cela représente un chantier de 3,5 millions d'euros. Elle devrait ainsi obtenir 900 000 kWh par an, soit 10 % de ses besoins.

Les énergies éolienne et solaire dépendent de la météo. S'il n'y a pas de vent ou que le ciel est couvert, la production d'électricité est compromise. C'est là qu'intervient l'énergie hydroélectrique. Et les infrastructures des canons à neige, si gourmands en énergie, peuvent justement servir à en produire. A la station du Nebelhorn, à Oberstdorf (Allemagne), entre février et novembre, l'eau du Faltenbach

[le cours d'eau local] est envoyée dans la canalisation principale du canon à neige. Après 200 mètres de dénivélé, elle arrive à un débit maximal de 100 litres par seconde à une petite installation dans la forêt. Et là elle fait tourner 16 turbines qui produisent 700 000 kWh par an. "Cela suffit à faire fonctionner la piste principale d'Oberstdorf, sur le sommet du Nebelhorn", déclare Alfred Spötzl, le directeur technique de la station.

Les nombreux grands bassins qui ont été aménagés dans les Alpes pour alimenter en eau les canons à neige pourraient jouer un autre rôle à l'avenir. D'après une étude du Land de Salzbourg (Autriche), la moitié d'entre eux pourraient être aménagés pour produire de l'électricité par pompage-turbinage [une technique de stockage d'énergie : quand la demande est faible, on pompe l'eau dans des bassins pour l'injecter plus tard dans des turbines hydroélectriques] de façon économiquement viable. On pourrait ainsi avoir une puissance installée de 1 070 mégawatts avec une capacité de production de 1,4 térawattheure par an.

Ces installations de pompage-turbinage sont amenées à jouer un rôle de plus en plus important. Nul ne s'étonnera donc que le paysage de certaines régions de sports d'hiver des Alpes puisse changer à l'avenir.

Christoph Schrahe

Double avantage pour les exploitants des stations : ils limitent l'augmentation de leur facture et améliorent leur image

Technologie



À la une du numéro 1034 de *Courrier international*, publié le 26 août 2010, nous titrions *Cyberguerre, la menace qui vient du Net*. Des reportages, analyses et repères à retrouver sur notre site.



Cyberguerre

Le virus contre-attaque

Les autorités japonaises mettent au point un logiciel capable de retrouver et de détruire la source d'une attaque informatique. Mais son utilisation pose un problème légal.

Yomiuri Shimbun Tokyo

Le ministère japonais de la Défense développe actuellement un virus informatique capable de tracer, d'identifier et de mettre hors d'état de nuire les sources de cyber-attaques. Le développement de cette arme virtuelle a été lancé en 2008. Depuis, elle a pu être testée en réseau clos.

Les cyber-armes sont déjà utilisées dans certains pays comme les Etats-Unis et la Chine. Mais au Japon, à l'heure actuelle, la législation relative aux attaques venant de l'étranger n'a rien prévu quant à l'utilisation de ces armes informatiques contre des ennemis externes. Aussi les ministères de la Défense et des Affaires

étrangères ont-ils commencé à se pencher sur les aspects législatifs de cette question.

Un programme de trois ans a été amorcé dans le but d'étudier, de produire et de tester des outils d'analyse de sécurité des réseaux informatiques. L'Institut de recherche et développement techniques du ministère de la Défense, chargé de mettre au point des armes en tout genre, a sous-traité le projet auprès d'une entreprise privée. C'est la société Fujitsu qui a remporté le contrat de développement du virus, ainsi que celui d'un système de surveillance et d'analyse des cyber-attaques. Le montant de l'ensemble de la commande s'élevait à 178,50 millions de yens [1,81 million d'euros].

Le nouveau virus se caractérise principalement par sa capacité à remonter aux sources des cyber-attaques. Il est capable d'identifier non seulement le foyer initial d'une attaque, mais aussi tous les ordinateurs utilisés pour transmettre celle-ci. Mieux : il peut désactiver totalement le programme malveillant et collecter des informations importantes relatives à l'at-

taque. Les tests menés jusqu'à présent en réseau fermé ont permis au ministère de vérifier l'efficacité du virus.

Selon nos sources, le programme est en mesure d'identifier avec une grande précision l'origine des attaques par déni de service [les plus fréquemment utilisées,

Il est capable d'identifier non seulement le foyer initial d'une attaque, mais aussi tous les ordinateurs utilisés pour transmettre celle-ci.

ayant pour but d'empêcher les utilisateurs d'accéder à un service en le paralysant par l'envoi d'énormes volumes de données], de même que celle des attaques visant à voler des informations stockées sur des ordinateurs cibles.

En 2005, le Conseil des ministres a rendu une décision détaillant les types

d'attaques contre lesquelles il est permis d'user du droit d'autodéfense japonais [conformément à l'article 9 de la Constitution japonaise, l'armée nipponne est exclusivement affectée à la défense du pays, et n'a pas le droit de s'impliquer dans quelque offensive que ce soit]. Cette décision ne mentionne pas les cyber-attaques. Dans la situation actuelle, il est donc peu probable que ces cyber-armes puissent être employées car leur utilisation serait considérée comme une violation du code pénal japonais qui interdit la production de virus informatiques.

Motohiro Tsuchiya, professeur à l'université Keio, à Tokyo, fait partie d'une commission gouvernementale sur la politique de sécurité de l'information. Selon lui, le Japon devrait accélérer le développement d'armes de lutte contre les cyber-attaques en reconsidérant immédiatement la définition légale de ces armes. Il insiste d'ailleurs sur le fait que d'autres pays ont déjà lancé des projets similaires et précise que la commission examinera cette question de manière approfondie. ◆



www.novancia.fr

Novancia, issue d'Advancia et de Négocia, forme des managers à double compétence entrepreneuriale et commerciale.

La grande école du **business development*** vous ouvre un avenir plein d'audace.



PORTES OUVERTES
4 février et 24 mars 2012
3, rue Armand Moisant - 75015 Paris
01 55 65 44 88

Conception : Tonsdale - Photo : élite Architects - Architecture Studio - Développement d'affaires



une école de la **Chambre de commerce et d'industrie de Paris**

Sciences

Génétique

OGM et santé : la polémique éclate à nouveau

Selon une récente étude chinoise, les aliments pourraient avoir un effet sur nos gènes. Pour le site militant AlterNet, c'est la preuve qu'il faut réformer la réglementation sur les produits génétiquement modifiés.

AlterNet (extraits) San Francisco

Des chercheurs chinois ont découvert dans le sang et les organes d'êtres humains des traces d'acide ribonucléique (ARN) provenant du riz. Cette équipe de l'université de Nankin, menée par le biologiste Chen-yu Zhang, a démontré que ce matériel génétique pouvait se fixer à l'intérieur de cellules du foie et influencer sur le taux de cholestérol dans le sang.

Le type d'ARN en question est appelé micro-ARN en raison de sa taille extrêmement petite. Depuis sa découverte, il y a une dizaine d'années, des études ont montré que le micro-ARN est impliqué dans l'apparition de plusieurs affections humaines, parmi lesquelles le cancer, la maladie d'Alzheimer et le diabète, et qu'il fonctionne en bloquant certains gènes.

Tomate à longue conservation

Les chercheurs chinois ont mis en évidence le premier cas in vivo de micro-ARN d'origine végétale capable de résister à la digestion et d'influer sur les fonctions des cellules humaines. Si les résultats de leurs recherches sont confirmés par un examen scientifique approfondi, cela tendrait à prouver que, quand nous mangeons, nous ne consomons pas seulement des vitamines et des protéines, mais aussi des régulateurs de gènes.

Même si à l'origine cette étude n'avait rien à voir avec les OGM, elle pourrait avoir des implications sur ce front. Les travaux de l'équipe chinoise révèlent en effet la possibilité que de nouveaux produits alimentaires, comme les organismes génétiquement modifiés, aient des effets jusqu'ici méconnus sur la santé humaine. Le site de Monsanto affirme qu'"il n'y a aucun besoin ni intérêt à tester l'innocuité des aliments génétiquement modifiés sur les humains". Cette assertion a peut-être une utilité sur le plan commercial, mais elle repose sur une conception de la génétique datant des années 1960. Elle est conforme à ce que l'on appelle la théorie fondamentale de la biologie moléculaire, selon laquelle il n'existe qu'un seul processus de transfert d'information entre l'ADN et la cellule. On peut comparer ce principe à la commande d'une pizza : l'ADN code le type de pizza souhaité et la commande, l'ARN est le bon de commande qui précise les ingrédients à utiliser, et la pizza, une fois livrée, repré-



↑ Organisme génétiquement modifié. Dessin de De Angelis paru dans La Repubblica, Rome.

sente la protéine codée par l'ADN. Même si elle est fondamentalement correcte, on sait depuis des décennies que cette théorie pêche par excès de simplisme. Ainsi, des micro-ARN qui ne codent rien n'en circulent pas moins dans les cellules pour réguler l'expression des gènes. Si un fragment d'ADN commande une pizza, il peut aussi bombarder la pizzeria de micro-ARN capables d'annuler la livraison de pizzas commandées par d'autres fragments d'ADN.

Des chercheurs ont tiré parti de ce processus en préparant de minuscules brins d'ARN pratiquement identiques aux micro-ARN et en les utilisant pour bloquer l'expression de certains gènes. Cette technique, appelée extinction de gène par "ARN interférence", a été employée pour produire la Flavr Savr, une tomate à longue conservation (résistante à la décomposition) commercialisée pour la première fois en 1994. En 2007, plusieurs équipes de recherche ont réussi à produire des ARN d'origine végétale capables de tuer des insectes en détruisant certains de leurs gènes. Or, sur

le plan génétique, les humains et les insectes ont beaucoup en commun. Il est donc tout à fait possible que des micro-ARN conçus pour agir sur la régulation des gènes de certains insectes puissent avoir un effet sur les êtres humains.

Des tests indispensables

L'affirmation de Monsanto selon laquelle les tests de toxicologie humaine n'ont pas lieu d'être repose sur le concept d'"équivalence en substance" [un principe suivi aux Etats-Unis et au Canada], qui veut que, quand on compare des plantes génétiquement modifiées avec des plantes non modifiées, seul le produit final soit analysé. En d'autres termes, tant que la plante OGM obtenue n'est pas toxique, l'ADN qui a été introduit dans celle-ci n'est pas considéré comme différent de celui qui possède la plante équivalente non OGM, et il ne pose donc pas de problème. Si ce principe était appliqué au droit de la propriété intellectuelle, beaucoup de brevets de Monsanto seraient probablement caducs.

De nombreux partisans des OGM diront que, si l'on devait soumettre les aliments génétiquement modifiés à des tests de toxicologie, il faudrait faire de même pour tous les aliments de la planète. Or c'est justement l'approche que nous avons déjà adoptée pour les plantes existantes. Voilà même des milliers d'années que les êtres humains goûtent, parfois au prix de leur vie, les choses les plus étranges. C'est ainsi que nous avons pu déterminer quelles plantes étaient toxiques ou susceptibles de déclencher des allergies.

Quand nous mangeons, nous consomons aussi des régulateurs de gènes

Il est temps de reconnaître que les systèmes génétiques sont bien plus complexes que les règlements – et les entreprises qui les ont rédigés – ne le prétendent. Les tests sur l'innocuité des aliments génétiquement modifiés sur les humains peuvent être difficiles à mettre en œuvre : combien de personnes, en effet, se porteraient volontaires pour manger des épis de maïs à seule fin de découvrir leurs effets ? Mais, si des entreprises comme Monsanto souhaitent produire des plantes capables de tuer des insectes via des mécanismes génétiques qui pourraient ressembler aux nôtres, il est indispensable qu'elles procèdent à ces tests.

L'une des premières choses à faire pourrait être de vérifier si l'ADN introduit dans les OGM agit – par l'intermédiaire des micro-ARN – sur d'autres protéines que celles qu'il est censé coder. Or, selon la page web de Monsanto, "il n'est pas nécessaire de tester l'innocuité de l'ADN introduit dans les plantes génétiquement modifiées. L'ADN (comme l'ARN) est présent dans presque tous les aliments. L'ADN est non toxique et ne présente en lui-même aucun danger."

Dans l'état actuel de nos connaissances, cette position témoigne d'une certaine arrogance. L'avenir nous dira si elle était également imprudente. Il existe des méthodes informatiques pour vérifier si un micro-ARN peut accidentellement détruire des gènes humains. Le mieux que nous puissions espérer est que Monsanto utilise un jour ces méthodes.

Etant donné son refus d'étiqueter les aliments génétiquement modifiés, l'entreprise considère manifestement que nous devrions fermer les yeux, ouvrir la bouche et avaler. Il est temps qu'elle reconnaisse que l'ADN ne fait pas que coder des protéines. Même si c'est pour la simple raison que l'ARN est beaucoup plus complexe que James Watson et Francis Crick, les deux scientifiques qui ont découvert la structure de l'ADN, ne l'avaient imaginé.

Ari Le Vaux

Long
courrier



Le procès qui ébranle le monde de l'art contemporain — p. 48

Pillage

Horizon

Plaidoyer du poète russe Dmitri Bykov pour une société sans leaders — p. 53



Roman

Amanda Svensson, étoile montante de la littérature suédoise — p. 52

Le postérieur
de Saddam Hussein,
une relique
encombrante — p. 55

Irak





Création

Le pillage érigé en art

Un procès opposant l'artiste américain très coté Richard Prince au photographe français Patrick Cariou ébranle le monde de l'art contemporain. Mais, quelle que soit l'issue de l'affaire, il est sans doute trop tard pour enrayer le flot de créativité alimenté par les milliards d'images disponibles sur Internet.

The New York Times New York

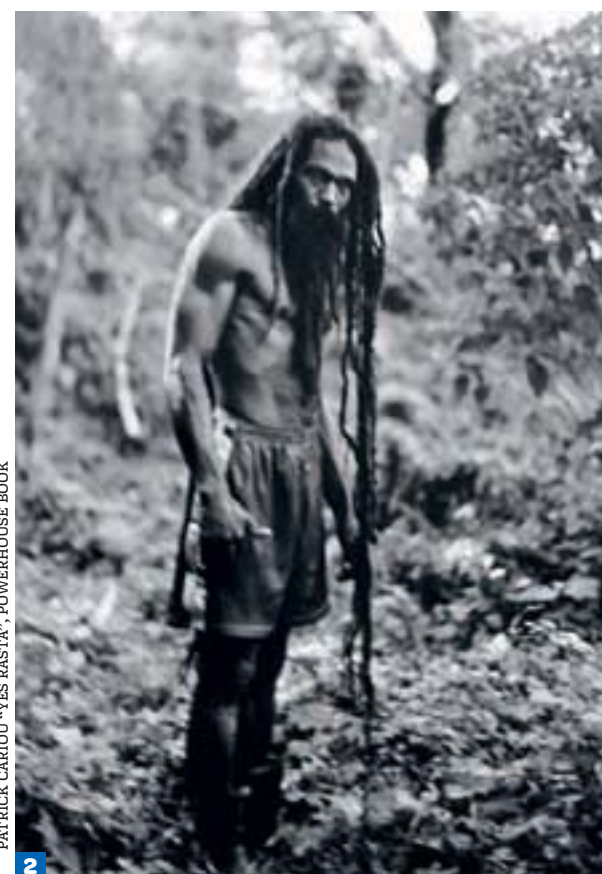
Une grande boîte noire est posée sur une table de réunion dans les locaux du puissant cabinet d'avocats new-yorkais Boies, Schiller & Flexner. Elle renferme des collages insolents, parfois extrêmement drôles, réalisés par l'artiste Richard Prince à partir de photographies et de pages de magazines. Ces œuvres sont au cœur d'une procédure pour violation du droit d'auteur, suivie de très près car elle ébranle comme jamais le monde de l'art.

En mars 2011, Deborah A. Batts, juge à la cour fédérale de Manhattan, a estimé que Richard Prince – qui a bâti sa carrière sur l'appropriation d'images créées par d'autres – enfreignait la loi en utilisant sans autorisation des photographies issues d'un livre sur les rastas du photographe français Patrick Cariou pour créer une série de peintures et de collages qui se sont vendus à des prix astronomiques – près de 2,5 millions de dollars pour l'une de ces

œuvres. ("Waouh. Ouais", a lâché M. Prince lorsque, au cours de l'audience devant le tribunal, un avocat lui a demandé sous serment si ce chiffre était exact).

Cette décision, dont M. Prince a fait appel, a déclenché la sonnette d'alarme dans les musées d'art contemporain. L'enjeu de cette procédure judiciaire est le principe de *fair use* [usage raisonnable ou de bonne foi], une sorte de brèche dans le rempart qui protège aujourd'hui le droit d'auteur aux Etats-Unis. Ce principe confère aux artistes et, de fait, à n'importe qui le droit d'utiliser la création d'autrui à certaines fins, notamment si le résultat transforme l'œuvre utilisée ou si, comme l'expliquait ▶ 50

Les photos originales du Français Patrick Cariou (1, 2), telles que publiées dans son livre *Yes Rasta* (PowerHouse Books, 2000), et l'usage qu'en a fait l'artiste américain Richard Prince (3,4) dans sa série de peintures et de collages *Canal Zone*, exposée en décembre 2007 à la galerie Gagosian de New York.



PATRICK CARIOU "YES RASTA", POWERHOUSE BOOK



PATRICK CARIOU "YES RASTA", POWERHOUSE BOOK



3 RICHARD PRINCE GAGOSIAN GALLERY



4 RICHARD PRINCE GAGOSIAN GALLERY

Long
courrier

The Clock (2010), une œuvre vidéo du plasticien Christian Marclay, composée de 3 000 extraits de films et de séries télé.

48 ◀ en 1990 le juge Pierre N. Leval dans un article qui fait aujourd'hui référence, la nouvelle œuvre "ajoute de la valeur à l'original", de telle façon que la société dans son ensemble s'en trouve culturellement enrichie. En 1994, la Cour suprême avait vu un usage de bonne foi possible dans le sampling de certains passages de la chanson *Oh Pretty Woman* de Roy Orbison par le groupe 2 Live Crew, au nom d'une forme de valeur ajoutée, la parodie.

Crainces d'un autre âge

Dans l'affaire Prince, le critère notoirement flou de transformation a été interprété de façon si restrictive qu'artistes et musées ont averti que cela risquait de fermer presque complètement la porte au principe d'usage de bonne foi et de mettre en péril une longue tradition d'appropriation qui remonte au moins à Picasso et fonde une bonne partie de l'art de ces cinquante dernières années. Plusieurs musées, parmi lesquels le Museum of Modern Art (MoMA) et le Metropolitan Museum de New York, se sont associés au mouvement, multipliant les dépositions de soutien à Richard Prince et qualifiant la décision de la juge Batts de coup porté au "vif intérêt manifesté par le public pour la libre circulation de l'expression créatrice". Dans le camp adverse, des universitaires et des avocats ont au contraire accueilli la décision comme un correctif bienvenu dans un monde de l'art depuis trop longtemps sous l'emprise de la Pictures Generation – c'est-à-dire d'artistes comme Richard Prince, qui se sont mis à l'appropriation dans les années 1970 dans le but de subvertir et de détourner la culture des médias.

L'affaire a au moins eu le mérite d'attirer l'attention sur une réalité en marge du débat

juridique proprement dit : le flot actuel de créativité, alimenté par les milliards d'images numériques instantanément disponibles, est si puissant et le recyclage est devenu à ce point un réflexe qu'on imagine mal que ce phénomène puisse être freiné et encore moins stoppé, quelles que soient les décisions de justice. A côté de cela, les larcins artistiques commis par M. Prince – ces fameux collages – semblent d'une retenue presque victorienne, et la bataille autour du droit d'auteur et les craintes qui vont avec ont l'air d'appartenir à une autre époque, peut-être pas victorienne, mais d'avant Internet en tout cas.

L'artiste américain Rob Pruitt dans son exposition "Pattern and Degradation", à la galerie Gavin Brown de New York en 2010.



Le monde de l'art découvre avec un temps de retard les tensions au sujet du droit d'auteur qui se sont manifestées dans la musique et dans le cinéma, domaines où ont été élaborés des systèmes complexes de contrôles, d'autorisations et de licences d'exploitation. Mais les avocats spécialistes du marché de l'art soulignent que les contentieux ont tendance à se multiplier, notamment parce que ce marché pèse beaucoup plus lourd que par le passé et parce que la culture de l'emprunt s'est généralisée.

Tout dans l'art contemporain de ces deux dernières années en témoigne. L'exposition collective "Free" organisée en 2010 au New Museum de New York s'articulait autour de l'idée même de la culture de l'emprunt, de la façon dont Internet redéfinit de fond en comble le concept d'appropriation, avec des œuvres qui "pillent, empruntent et recadrent des images numériques, non dans un acte rebelle de vol ou dans un acte critique de déconstruction, mais comme mode de participation réfléchi et actif à une culture très largement diffusée, hybridée et mondialisée", selon la commissaire de l'exposition, Lauren Cornell.

Modifier, enrichir, améliorer

La très célèbre vidéo *The Clock* (2010) de Christian Marclay représentait vingt-quatre heures d'appropriation, avec des milliers de fragments de films et d'émissions de télévision mis bout à bout. L'exposition "Pattern and Degradation" de Rob Pruitt, montrée en 2010 dans les galeries new-yorkaises Gavin Brown et Maccarone, puisait ses motifs chez la styliste Lilly Pulitzer, dans des photos ayant fait le tour d'Internet et chez deux créateurs de tee-shirts, dont les défenseurs en colère organisèrent une mobilisation éclair pour protester contre l'utilisation de ces créations sans mention du nom des auteurs.

MM. Marclay et Pruitt sont tous deux nés avant les années 1980. Mais, quand on voit le travail d'artistes plus jeunes, surtout ceux qui n'ont pas connu l'avant-Internet, on comprend la rapidité et le changement de nature de l'appropriation.

"Pour la génération que j'ai devant moi toute la journée, l'appropriation ne s'accompagne même plus d'un quelconque bagage idéologique", constate Stephen Frailey, artiste qui a utilisé l'appropriation dans son travail et dirige le cursus photographie destiné aux étudiants de premier cycle à la School of Visual Arts de Manhattan.

CHRISTIAN MARCLAY

MICHAEL NAGLE / THE NEW YORK TIMES

“Ils ont le sentiment que, une fois qu’une image est entrée dans un espace numérique partagé, chacun a le droit de la modifier, de l’enrichir, de l’améliorer, d’en faire absolument ce qu’il veut. Ils ne voient pas cela comme un acte subversif. Ils voient Internet comme une communauté collaborative, et tout ce qui s’y trouve comme de la matière première.”

Demander pardon après coup

Dans le même temps, on voit proliférer les outils qui permettent d’exploiter et de remodeler ces montagnes de “matière première”. En novembre dernier, un développeur et un concepteur graphique ont lancé une nouvelle application pour iPad baptisée Mixel, initialement destinée aux amateurs, mais qui finira sans aucun doute dans les ateliers d’artistes. Celle-ci permet de récupérer des images sur Internet ou ailleurs, de créer des collages avec, puis de les faire circuler afin que chacun donne son avis ou les remixe à son tour.

L’un des créateurs de l’application, Khoi Vinh, ancien directeur artistique du site du *New York Times*, répond avec une franchise surprenante quand on évoque les problèmes de propriété intellectuelle que soulève une telle idée. “Il faut le faire et demander pardon après coup, dit-il. Sinon, on ne fait jamais rien.”

Dans la vidéo en hommage à la série 1, *rue Sésame* réalisée pour promouvoir l’application, le sympathique narrateur lance l’invite “Emparez-vous de tout ce qui vous inspire” et, en un sens, cette exhortation toute simple rejoint des questions soulevées par l’affaire Richard Prince et la culture du recyclage encouragée par le web.

La législation américaine sur le droit d’auteur a toujours cherché un équilibre délicat entre commerce et culture. Elle vise à protéger les créations de l’esprit afin d’inciter financièrement à la création, de sorte qu’un nouveau film, par exemple, ne soit pas immédiatement copié et revendu, ce qui priverait ainsi le cinéaste d’un revenu. Mais la loi s’est aussi attachée à permettre des usages créatifs de la copie en instaurant une exception au droit d’auteur, le principe de l’usage de bonne foi, qui autorise la reproduction jusqu’à un certain point à des fins de critique, de commentaire ou de reportage.

Depuis deux décennies, l’un des critères pour juger si l’usage de bonne foi est effectivement de bonne foi est la mesure dans laquelle l’œuvre initiale a été transformée. En d’autres termes, même si cela fait belle lurette que nous

ne créons plus rien d’entièrement nouveau, la copie ne doit être autorisée que dans la mesure où elle ajoute quelque chose à l’œuvre originale.

Dans quelle mesure y a-t-il ou non transformation ? La question a déjà été suffisamment difficile à trancher dans d’autres domaines comme la littérature ou la musique. Mais le problème devient plus épineux que jamais avec la multiplication des conflits à propos du droit d’auteur et des procédures judiciaires concernant les droits de reproduction dans l’art contemporain. Cela est largement dû au fait que les questions tournent autour de l’intention artistique, une notion beaucoup plus floue dans les arts plastiques que dans les autres disciplines, plus particulièrement depuis une trentaine d’années en raison de la fragmentation des mouvements artistiques.

“Faire du grand art”

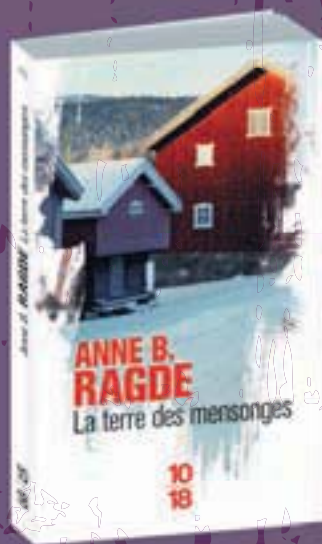
Quelles étaient les intentions de Richard Prince quand il a réutilisé les photos de rastas de Patrick Cariou ? La parodie ? La critique ? Ou s’est-il simplement emparé de quelque chose qui l’inspirait, pour des raisons aussi difficiles à sonder que celles de nombreux artistes post-modernes ?

Dans leur déposition au procès, publiée dans le cadre d’un livre d’art improbable signé de l’auteur et réalisateur Greg Allen, les avocats de Patrick Cariou suivent Richard Prince sur le terrain étrange de l’intention artistique. Pour tenter de le coincer, ils arrivent à la conclusion que M. Prince avait l’intention d’utiliser les photos de leur client afin d’exprimer sa ► 52

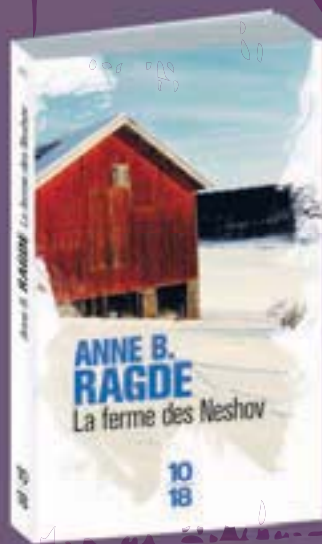


Un mode de participation réfléchi et actif à une culture très largement diffusée, hybridée et mondialisée

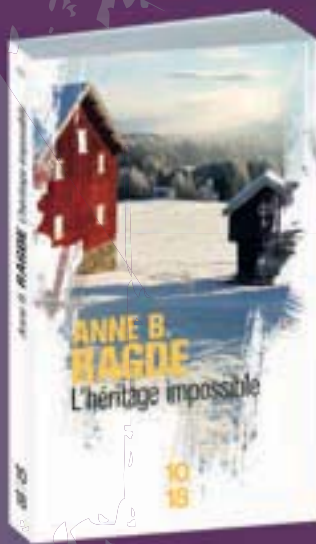
DANS LA FAMILLE NESHOV, JE DEMANDE LES SECRETS...



352 pages / 8,40 €



360 pages / 8,40 €



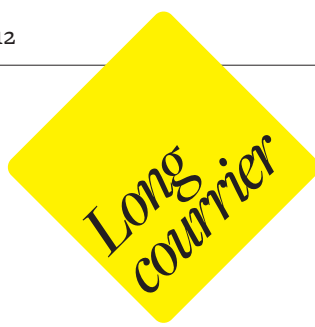
NOUVEAUTÉ
336 pages / 8,40 €

Tendresse, humour et coups de théâtre : la saga familiale norvégienne d’Anne B. Ragde est un phénomène littéraire incontournable au succès mondial.

Juuliane ROCH

www.10-18.fr

10
18



51 fascination pour la peinture de Willem de Kooning, et qu'il a conçu ses collages et ses peintures comme des idées en vue d'un film se déroulant dans un monde postapocalyptique dans lequel des rastas, de célèbres écrivaines lesbiennes et d'autres personnages réquisitionnent des hôtels sur l'île de Saint-Barthélemy. "Que font donc quatre lesbiennes du début du XX^e siècle à Saint-Barth en, enfin... alors qu'il y a une guerre nucléaire ?" demande un avocat, et Richard Prince répond : "Je n'en sais pas plus que vous. Mon travail, c'est ça, j'invente des choses." Dans un autre passage de la déposition, un avocat demande : "Quel est le message ?" Réponse de M. Prince : "Le message est de faire du grand art qui fasse du bien aux gens."

M. Prince précise bien que son travail ne vise nullement à commenter celui de Patrick Cariou. (La juge Batts a estimé que, pour qu'une œuvre soit transformatrice, elle devait "d'une façon ou d'une autre commenter l'œuvre originale, avoir un rapport avec son contexte historique ou se référer de manière critique à l'œuvre", critères auxquels le travail de M. Prince ne satisfait pas, selon elle.)

"Ce n'est pas de la contrefaçon"

Daniel Brooks, avocat de M. Cariou, a déclaré dans une interview que, si un principe aussi subjectif que celui de M. Prince devait devenir la norme juridique – et, dans certains secteurs du monde de l'art, il est de fait déjà beaucoup plus subjectif –, il n'y aurait plus de limites et plus de moyen de protéger le droit d'auteur.

Pour Joshua Schiller, avocat chargé de plaider l'appel de M. Prince, la limite est la suivante : il faut qu'une nouvelle œuvre d'art ait résulté de l'emprunt. Or, de toute évidence, M. Prince a transformé des parties des photos de M. Cariou pour en faire des œuvres bien à lui. Il ne s'est pas contenté de les reproduire pour les faire passer pour siennes et n'a pas cherché à priver M. Cariou de son gagne-pain. Le travail de M. Prince a-t-il porté ses fruits et ses intentions sont-elles intéressantes ou même seulement explicables ? On peut toujours en débattre, mais son intention première était de créer une œuvre d'art, martèle M. Schiller, et c'est ce genre de créativité que la loi cherche à encourager. "Ce n'est pas de la contrefaçon, plaide-t-il. Il ne s'agit pas de sacs à main."

L'appel de M. Prince sera probablement examiné dans les tout prochains mois. Mais la décision n'apportera pas de réponse à des questions plus vastes : comment faire évoluer la législation sur le droit d'auteur afin de tenir compte de la situation des artistes à l'ère numérique ? Comment le monde de l'art doit-il aborder ces questions d'un point de vue moral et éthique. On a souvent évoqué la possibilité d'instaurer pour les images et autres matériaux artistiques un vaste système de droits de reproduction, semblable à celui qui a cours dans l'industrie musicale, mais, chez les partisans d'un renforcement de la législation, beaucoup sont sceptiques quant à la viabilité d'un tel système dans le monde de l'art.

En novembre 2011, lors d'un débat sur l'affaire Prince organisé par le barreau de New York, Virginia Rutledge, avocate spécialiste du marché de l'art et ancienne directrice juridique de Creative Commons, une association militante pour une législation du droit d'auteur moins restrictive, a estimé que le monde de l'art traversait autant une crise relative à "l'attribution artistique" que juridique stricto sensu, et que l'on pouvait la résoudre, au moins en partie, en instaurant un climat plus favorable à la mention de la source ou de l'œuvre originale.

Randy Kennedy

Biographie

Amanda Svensson, 24 ans, vit à Malmö, dans le sud de la Suède, où elle fait des études de littérature et travaille comme critique littéraire pour les quotidiens *Sydsvenskan* et *Expressen*. Elle a débuté en 2008 avec le roman *Hey Dolly*, récit d'une adolescente qui découvre la superficialité de la vie. L'idée de son deuxième roman, *Välkommen till den här världen*, lui est venue un été alors qu'elle travaillait au parc d'attractions Tivoli de Copenhague et faisait des allers-retours entre la capitale danoise et Malmö. "L'écriture, confie-t-elle au quotidien *Dagens Nyheter*, n'est pas qu'une activité professionnelle pour moi. Je n'ai pas honte de dire qu'elle a aussi des côtés thérapeutiques. Cela veut dire que l'histoire parle beaucoup de moi, même si ce n'est pas l'objectif principal, bien sûr."

Le livre

Une bulle au soleil

Figure montante de la jeune littérature suédoise, Amanda Svensson met en scène dans son deuxième roman un trio de "vingtennaires" en équilibre instable. Sensible et haletant.

Expressen Stockholm

Le deuxième roman d'Amanda Svensson, *Välkommen till den här världen* [Bienvenue dans ce monde], est un origami composé de triangles repliés les uns sur les autres pour former un diamant, qui se brise en une éblouissante pluie de confettis. Les mots ont l'odeur du sang, la chair carbure au diesel et aux alcools forts, et le style, trépidant et d'une incroyable assurance, garantit la cohésion de l'ensemble. On s'attend à tout moment à ce que l'histoire tombe à plat, et pourtant le récit rebondit sans cesse.

Dans le premier chapitre, qui porte le même titre que le roman, Amanda Svensson écrit : "Il y a un cœur qui bat et du sang qui coule dans tout phénomène lumineux : les lumières tournoyantes des manèges [du parc d'attraction] de Tivoli, le scintillement des bougies posées par milliers sur le rebord des

fenêtres du quartier de Vesterbro, l'intense éclat des enseignes au néon de la place de la mairie, la lueur romantique des yeux de l'être aimé et, surtout, la lumière électrique".

C'est dans cette lumière électrique de Copenhague que se joue l'histoire de Simon, Claus et Greta. Elle, une jeune asthmatique de 21 ans originaire de Malmö, front d'albâtre et cheveux bouclés, travaille dans "la cuisine au wok". Simon, beau garçon taciturne, en fait un esprit romantique à la sensibilité exacerbée, plongé dans les *Hauts de Hurlevent*, s'adonne à sa passion des dessins géométriques dans des boîtes branchées. Claus, l'ami d'enfance de Simon. Excessif, impétueux, il multiplie les allers-retours entre la maison d'arrêt, l'hôpital et l'appartement de Simon. "Je suis né pour mourir. C'est juste pour que tu saches."

Le tout est éphémère comme une bulle de savon au soleil. A l'intérieur de cette bulle, le monde est de nacre, comme en suspension. Vu de loin, ce n'est pas grand-chose. Amanda Svensson le sait, bien entendu. Elle peut écrire : "C'est une carte postale, une maison de poupée. Copenhague/Malmö." Ou encore : "Récapitulons : ce que nous avons ici est un fragment de l'univers. Plat, avec des bords tranchants. Une jolie carte postale représentant deux villes reliées l'une à l'autre par un pont de chair. Ce pont, la petite Greta a osé le franchir, tant bien que mal, pour aller vivre dans la ville de Simon et de Claus."

Amanda Svensson se sait écrivaine – c'est une fiction qu'elle compose ici et elle peut utiliser la métaphore du corps humain pour sensualiser le récit. Mais, et c'est ce "mais" qui permet à la bulle de savon de tenir jusqu'à la dernière page, lorsqu'elle écrit sur ses trois jeunes Copenhagois titubants, elle le fait sans ironie. Elle est avec eux, dans la langue qu'ils emploient, dans leurs mouvements, et elle respire le même air qu'eux. Le lecteur voit le monde depuis l'intérieur de cette bulle de savon. C'est enivrant et savoureux, si bien que, une fois le livre refermé, j'ai ressenti une réelle tristesse.

Un autre écrivain est parvenu à décrire cet état de fragilité sans s'y casser les dents : Monika Fagerholm. En particulier dans son roman *Diva*, publié en Suède en 1998 et sous-titré "Alphabet d'une enfance avec laboratoire de poupées (un récit bonus en provenance du futur)". Amanda Svensson a cette même capacité à échafauder un monde où s'entremêlent imaginaire et réalité. Par exemple, Greta peut dire : "Je suis allée nager aujourd'hui. Mille mètres pile. Personne n'était là pour l'attester, mais je me suis quand même achetée une médaille. Là, elle est épinglée sur mon sac à main, elle est magnifique, il n'y a rien de plus beau", et révéler quelques pages plus loin : "J'ai menti l'autre jour. Je n'ai pas fait mille mètres, j'ai fait trois longueurs. Après, je n'en pouvais plus, j'avais l'impression que ma cage thoracique allait exploser et que mes poumons allaient se transformer en purée si je continuais."

Soit. Mais il est parfois plus important d'avoir une médaille qui brille que de dire la vérité. Dans ce monde-là, en tout cas, il en est ainsi.

Dans *Hey Dolly*, son premier roman, Amanda Svensson a montré qu'elle savait écrire vite et bien et parler de sexe en évitant la grossièreté. Elle fait une nouvelle fois la preuve de ses talents dans *Välkommen till den här världen*, mais cette fois, elle s'autorise également la douceur et la lenteur. Parfois, son écriture se contente d'être tendre et tactile. Des triangles qui se font et se défont.

La fin est sublime de naturel. Du point de vue narratif, elle est composée avec habileté et débouche sur une apothéose où tout vient au monde et se fracasse en même temps sur une mélodie douce-amère. **Anna Hallberg****

* Ed. Norstedts, Stockholm, 2011. Pas encore traduit en français.
** Poétesse et critique littéraire au quotidien *Dagens Nyheter*.



ANDREA RASMUSSEN

MIKHAIL MOKROUCHINE/RIA NOVOSTI-AFP



Dmitri Bykov

Le 10 décembre 2011, place Bolotnaïa à Moscou, lors de la première manifestation pour des élections honnêtes.

Tendance

L'horizontalité comme mode d'action

A la verticale du pouvoir chère à Vladimir Poutine les Russes qui manifestent depuis décembre à Moscou opposent la structure en réseau. Un type d'organisation ancien rendu à nouveau possible par Internet. La réflexion du journaliste et "citoyen poète" Dmitri Bykov.

Moskovskîé Novosti Moscou

Un chef ! Même ceux qui soutiennent sans réserve les manifestations [qui ont débuté à Moscou au lendemain des législatives du 4 décembre] et évitent les couplets ridicules sur les Moscovites au ventre plein ou les revenants des années 1990 en mal d'animation, même ceux-là affirment que la nouvelle opposition russe a besoin d'un chef ! Pourtant, réclamer un chef est aussi naïf que s'attendre à voir un avion battre des ailes.

C'est le même type d'erreur que commettaient les indigènes qui tentaient vainement d'extorquer aux Blancs des informations sur la façon dont les sacrifices humains se déroulaient chez eux. S'il n'était pas question d'un passage à un état radicalement nouveau de la nation, ce ne serait pas la peine de faire tant de bruit. Mais tout le monde ressent cette nouveauté, y compris ceux qui continuent par habitude à prétendre que Poutine est unique et irremplaçable. Au reste, il l'est vraiment – car qui accepterait de jouer ce rôle dans le contexte actuel, le rôle d'un pouvoir qui ne dirige rien, qui n'a aucun besoin de la population de son pays et qui ne lui est pas nécessaire ? Etre prince du ► 54

Contexte

Un poète en première ligne



Parmi les orateurs qui se sont succédé à la tribune lors des manifestations des 10 et 24 décembre à Moscou (et que l'on reverra sans

doute le 4 février, prochain rendez-vous du mouvement Pour des élections honnêtes), il n'y avait pas que des personnalités politiques. Musiciens, journalistes et écrivains s'y sont également distingués, leur volant souvent la vedette. Outre l'écrivain Boris Akounine et le producteur de télévision Leonid Parfenov, "symboles de cette nouvelle donne sociopolitique", selon l'hebdomadaire *Expert*, on a pu entendre Dmitri Bykov. Ce célèbre poète et journaliste de 45 ans, aussi prolifique et primé dans l'une et l'autre de ses activités, a loué la "bigarrure" de la foule, avec toutes ses tendances politiques (point faible du mouvement, aux yeux du pouvoir) : à ses yeux, tout, y compris les antagonismes, vaut mieux que le "gris", "la couleur de la Russie de l'ombre, dirigée par Poutine". Plébiscité sur Facebook pour être membre du comité d'organisation des manifestations, il a cofondé le 20 janvier la Ligue des électeurs, nouvelle structure réunissant des intellectuels qui s'engagent à veiller au bon déroulement de l'élection présidentielle du 4 mars prochain. Depuis bientôt un an, cet inlassable chroniqueur de la vie politique russe, qui allie un sens très fin de l'observation à un exceptionnel talent de versificateur, nourrit un projet artistique original baptisé *Grazhdanine Poet* (Citoyen poète). Tous les quinze jours, un nouvel épisode de ce feuilleton satirique est mis en ligne, sous forme d'une vidéo de quelques minutes, sur le portail f5.ru (youtube.com/user/GrazhdaninPoet). On y voit le comédien Mikhaïl Efremov interprétant un texte de Bykov, versifié "à la manière de", sur un sujet d'actualité brûlante (*Medvedev propose la candidature de Poutine à la présidentielle, à la manière de Shakespeare ; Le Verdict du procès de Ioulia Timochenko, à la manière de Gogol ; La Manifestation sur la place Bolotnaïa, à la manière de Gorki*). Le résultat est souvent hilarant. Monté au théâtre, *Grazhdanine Poet* a également fait l'objet d'un livre-DVD ("Citoyen poète, 31 scènes de théâtre amateur", voir la couverture ci-dessus) dont les ventes ont explosé fin décembre, note le quotidien économique *RBK Daily*. Il semble qu'en renouant avec l'activité citoyenne les Russes ont également retrouvé le chemin de la créativité. Selon le quotidien *Moskovskîé Novosti*, "l'accumulation de mécontentements se déverse dans un nouveau folklore", fait de blagues, de jeux de mots propagés par les réseaux sociaux, de photomontages, d'affiches.

53 ◀ Kremlin et de la Roubliovka [quartier huppé de Moscou] est une fonction éthiquement douteuse et esthétiquement laide ; or c'est dans ces limites-là que s'est cantonnée Russie unie [le parti du pouvoir], incarnation même de la verticale.

La nation a justement changé en ceci que le chef est devenu inutile, superflu, ridicule. L'espace en rhizome est parfaitement autogéré, son centre est partout où l'on regarde, et ce n'est pas de dirigeants qu'il a besoin, mais de modérateurs. La structure horizontale du réseau, le rhizome, n'a pas été inventée par les postmodernes, les Deleuze et Guattari [les deux philosophes français ont élaboré ce concept dans leur livre *Mille plateaux*, éd. de Minuit, 1980], les théoriciens du monde postindustriel. Elle a toujours existé, et j'oserais affirmer que c'est le mode de fonctionnement le plus naturel des sociétés archaïques. La question est donc surtout de savoir pourquoi cette structure est si longtemps restée officieuse en Russie, pourquoi ont coexisté dans un même Etat une verticale du pouvoir et une horizontale de la société.

Je pense que nous n'aurons jamais de réponse simple. Ce qui est sûr, c'est que les membres de la verticale, les partisans de l'empire, les hautes sphères du pouvoir, l'Eglise se sont toujours comportés envers leur terre comme des étrangers : ils ont pillé le sous-sol, opprimé la population, étouffé les talents, l'initiative et le courage. A l'inverse, l'horizontale a soigné et soutenu les siens, tissé des liens familiaux, générationnels ou géographiques, s'est soumise à la verticale mais sans jamais la respecter.

On se rapproche peut-être d'une réponse avec l'hypothèse de l'auteur de ces lignes selon laquelle deux peuples ennemis – appelons-les les Varègues et les Khazars – se seraient emparés de la Russie et l'auraient colonisée. Ils n'auraient cessé de se battre entre eux, ce qui aurait permis aux autochtones de survivre. C'est sûrement une situation similaire qui prévaut dans cette Amérique latine que j'aime tant. Au Pérou, par exemple, où la population autochtone a subsisté et conservé ses traditions grâce au fait que certains de ses oppresseurs (disons les Incas) ont combattu les autres (disons les Espagnols).

La population ne s'est jamais accommodée de la verticale. Elle l'a toujours fuie, et c'est à cela que l'Empire russe doit son immense étendue. Pour échapper au pouvoir, les gens sont partis en Sibérie, vers l'Extrême-Orient russe,



Il nous reste à découvrir la vraie Russie – l'ancienne, la véritable, éternellement écrasée par des structures pyramidales

Air du temps

En revendiquant une organisation horizontale, les Russes qui manifestent dans les rues de Moscou pour des élections honnêtes s'inscrivent dans une tendance mondiale. "Nous sommes horizontaux", expliquait ainsi un porte-parole du mouvement des "indignés" espagnols, lancé le 15 mai 2011. "Les décisions sont prises en assemblée générale. Ici, il n'y a pas de leaders, mais des idées et des boîtes à lettres où les citoyens déposent leurs propositions, recueillies en toute transparence et transmises à l'assemblée et aux différents groupes de travail", notait le journaliste Pepe Ribas dans le quotidien *La Vanguardia*. Le mouvement Occupy Wall Street a débuté aux Etats-Unis à l'automne dernier sur les mêmes principes. "Ici, nous pratiquons la démocratie horizontale. Cela veut dire que nous n'avons pas de leader, mais que chacun d'entre nous en est un", explique l'assemblée générale du mouvement à New York. A lire ou à relire aussi sur le sujet, notre dossier "2011 : année révoltée" (CI n° 1089, du 15 septembre 2011).

jusqu'à ce qu'ils rencontrent l'océan, ou en direction du sud ; et, sur ces terres qu'ils venaient de conquérir, ils ont établi leur existence, avant d'être rattrapés par le pouvoir. Ils ne se sont pas arrêtés là, ils ont fui plus loin, à l'étranger, ce qui a fait de l'émigré russe une figure aussi emblématique que l'officier allemand ou le cow-boy américain.

La cause principale de cette incapacité de la population à établir sa propre forme de gouvernement en Russie tient probablement à la faiblesse de ses liens internes. Lorsque Internet a enfin résolu ce problème, une société civile digne de ce nom a aussitôt commencé à se constituer. Mieux, Internet s'est inséré dans l'auto-organisation russe le plus naturellement du monde. Ainsi, Jivoï journal [l'équivalent russe de la plate-forme de blogs LiveJournal] et d'autres réseaux sociaux par la suite se sont développés à toute allure, se substituant spontanément à l'ensemble des médias officiels. Doté d'instruments comme Internet, Twitter et le téléphone portable, le mode d'organisation russe en réseau est immédiatement devenu plus efficace que la verticale et n'a aucun besoin de chef – fonction aussi étrangère à ce genre de structure qu'au *vetche* [assemblée populaire dans la Russie ancienne et médiévale]. L'image du granit régnant sur le marais* est caduque. Le marais a appris à s'organiser, et cela n'a rien à voir avec le postmodernisme, car le marais existait bien avant l'invention du postmodernisme.

Ce nouvel état de la nation, qui prend enfin son destin en main, débarrassée de ses conquérants totalitaires aussi bien que libéraux, présente-t-il des dangers ? Oui, sans doute, comme toute nouveauté. L'horizontale possède de nombreux défauts : les leaders sont vite oubliés, la hiérarchie verticale est abolie, personne ne détient d'autorité morale incontestable, il n'existe pas de critères esthétiques absolus. La structure en réseau est précieuse lorsqu'il s'agit de mener des actions de bienfaisance ou de lutter contre des incendies de forêts, mais inopérante ou injuste en matière de préférence artistique : celui qui flatte le mieux la majorité l'emporte. Il prend le pouvoir, mais ne le garde pas longtemps. Le rhizome a la mémoire courte, il oublie vite ses divinités, quand bien même il les adorait la veille encore. Sa supériorité tient au fait qu'il a pour objectif de se développer et de se préserver, mais pas d'écraser. Il est mu moins par le pragmatisme que par la beauté du geste.

Il nous reste à découvrir la vraie Russie. Pas la nouvelle, mais l'ancienne, la véritable, éternellement écrasée par des structures pyramidales qui lui ont été imposées. Ce ne sont pas les nouveaux Russes qui manifestent, ce sont les anciens. Celui qu'il faut remercier pour les avoir mis en marche, c'est sans aucun doute Poutine, premier dirigeant russe à avoir été aussi indifférent à son peuple. Une indifférence non pas hostile, mais froide, "pragmatique", style KGB. Il n'a pas vu la nécessité de motiver les gens, de leur faire la leçon, de les éduquer, de les entraîner vers les sommets. Il les a ignorés, purement et simplement.

Dix ans ont suffi pour que le rhizome remonte à la surface. On n'assiste pas à la naissance d'une société civile, mais à la démonstration de la capacité d'une nation à prendre soin d'elle alors même qu'on la pille sous hypnose. Merci Poutine. Un jour, le rhizome lui érigera certainement une statue, pour l'oublier dès le lendemain.

Dmitri Bykov

* L'image du marais renvoie au lieu de la première grande manifestation de décembre, à Moscou, la place Bolotnaïa, ou place "du marais".

Insolites



PRESS ASSOCIATION



DR

L'encombrant postérieur de Saddam Hussein

La police britannique a arrêté un ancien soldat accusé d'avoir spolié l'Irak d'une partie du postérieur de Saddam Hussein. Ce fragment de bronze provient de la monumentale statue du dictateur, déboulonnée en avril 2003, à Bagdad. A l'époque, Nigel Ely accompagnait une équipe de télévision couvrant la chute du régime. "Je voulais un morceau de la statue. J'ai dit aux marines que j'étais un vétérán et

que j'étais avec la presse, et ils m'ont dit : "Pas de problème, mon vieux, sers-toi", a confié le vétérán à la BBC. Aidé d'un marine et armé d'un pied-de-biche, M. Ely s'est servi. "Je voulais juste une pièce pour le mettre dans ma poche, je me suis retrouvé avec un morceau de 60 cm². Je l'ai chargé à l'arrière de mon camion, et je n'y ai plus repensé jusqu'à ce qu'on essaie de rentrer au Koweït. L'armée koweïtienne nous a arrêtés.

[...] Ils ont confisqué tous les souvenirs des journalistes, mais j'ai dit que ces fesses étaient un blindage contre les balles et les bombes, et ils ont laissé tomber." Quelques jours plus tard, Nigel Ely rentre en Angleterre avec son trophée. "J'ai dû payer une fortune en excédent de bagage." L'an dernier, l'ancien soldat met la pièce aux enchères au profit des vétérans britanniques et américains blessés. La relique n'atteindra pas son

prix de réserve, fixé à 250 000 livres (300 000 euros). Aujourd'hui, note le **Sun**, l'ancien membre des SAS est accusé d'avoir violé la loi irakienne qui interdit l'exportation de "biens culturels irakiens saisis illégalement". Le vétérán ne décolère pas. "Comment est-ce qu'on peut classer ça comme bien culturel alors que [cette statue] a été érigée par le plus grand tyran depuis Attila ?" s'émeut-il.

Indonésie : allaiter à distance grâce aux coursiers du lait

Sac isotherme en bandoulière, des coursiers à moto se faufilent dans les rues encombrées de Jakarta. Leur mission ? Livrer du lait maternel. Le précieux breuvage est tiré au bureau par les mamans retournées au travail après leur congé maternité. Grâce à ce service, les grands-mères qui s'occupent du bébé à la maison peuvent le nourrir avec le lait frais de leur mère au lieu d'utiliser du lait en poudre, que beaucoup considèrent comme moins bon pour la santé. Ce service coûte entre 30 000 et 40 000 roupies la livraison (entre 2,60 et 3,60 euros). Il a été lancé en 2010 par Fikri Nauval, patron d'une société d'expédition de marchandises et de documents. L'idée lui est venue en voyant sa femme faire appel à ses coursiers pour livrer son lait après son retour au travail. "J'aimerais

aider mon pays à élever une nouvelle génération en meilleure santé", explique-t-il. La capitale indonésienne est connue pour ses embouteillages et les coursiers mettent parfois une heure pour arriver à destination. Le trajet est toutefois réduit au minimum : le GPS aide à éviter les points noirs. Febby Kemala Dewi, consultante en informatique, fait partie des jeunes mamans, toujours plus nombreuses, qui font appel à ce service. De retour au travail après ses trois mois de congé maternité, elle avait du mal à tirer assez de lait le matin pour toute la journée. Désormais, elle peut le prélever pendant sa pause déjeuner et le faire livrer à sa fille. "Je dois travailler, mais je peux quand même nourrir mon enfant", se réjouit-elle. **Ian MacKinnon, The Telegraph** (extraits), Londres

Laisse hors de prix, chien en prime

Les cages sales, les animaux émaciés, ça suffit. Depuis le 1^{er} janvier, en Pologne, il est interdit de vendre des chiens et des chats sans pedigree. Cette mesure vise à lutter contre l'élevage quasi industriel, dans des conditions déplorables, de chiens et de chats prétendument de race. Mais les éleveurs indécents ont déjà trouvé une parade : depuis l'entrée en vigueur de l'interdiction, on voit fleurir sur le web des offres de laisses à prix exorbitant. Au bout de la laisse, un toutou ou un chat sans pedigree, offert en bonus à l'acheteur. Rien dans la loi polonaise n'interdit de vendre ce type d'accessoires plusieurs fois son prix avec un animal en prime, note *Gazeta Wyborcza*, qui invite ses lecteurs à dénoncer les éleveurs au fisc.

Du chamanisme sur les deniers publics

Engager un chaman pour éloigner la pluie ? Pourquoi pas. Le payer avec l'argent du contribuable ? Pas très correct, estime le fisc colombien. Le contrôleur des finances de Bogotá a épinglé les organisateurs de la cérémonie de clôture du championnat de foot Mondial Sub-20, qui ont versé près de 5 millions de pesos (plus de 2 000 euros) pour "service météorologique" à Jorge González. Pour Ana Marta Pizarro, chargée de la manifestation, cette collaboration était "essentielle" : il n'a pas plu le jour J, souligne-t-elle. **Semana.com**

Give cannabis a chance

Entre le village palestinien de Hawara, en Cisjordanie, et les colons installés aux alentours, les relations sont exécrables. Mais il existe au moins un terrain d'entente. Lors d'une opération antidrogue, les enquêteurs ont découvert que la liste des clients des dealers palestiniens incluait des colons juifs des villages "très marqués idéologiquement" comme Yitzhar, Itamar et Har Bracha, rapporte le site de **Yedioth Aharonoth**.



REUTERS

GUCCI GUILTY

POUR HOMME

Perfumes le video de Frank Miller sur www.gucci.com



LE NOUVEAU PARFUM POUR HOMME